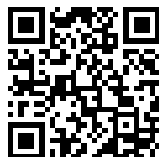

This is a reproduction of a library book that was digitized by Google as part of an ongoing effort to preserve the information in books and make it universally accessible.

GoogleTM books

<https://books.google.com>





A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

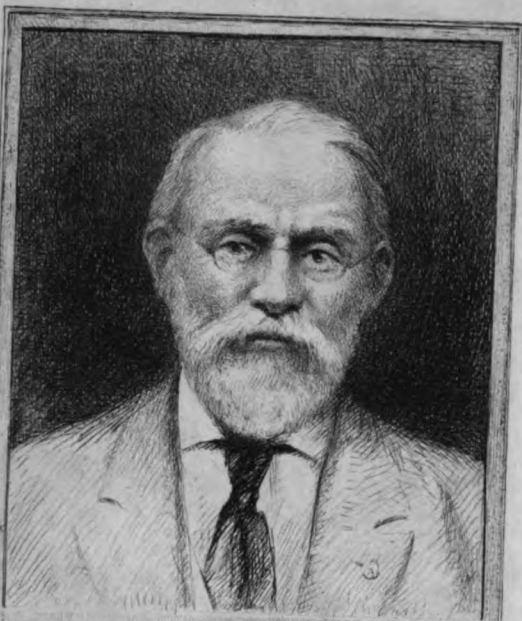
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

A 536790



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY

W. H. R. 1920

MÉMOIRES

de la

Société d'Émulation

DU JURA

MÉMOIRES
DE LA
SOCIÉTÉ D'ÉMULATION
DU JURA

HUITIÈME SÉRIE

PREMIER VOLUME.

1907



LONS-LE-SAUNIER
IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE LUCIEN DECLUME

1907



L'INVASION DANS LE JURA



COMBAT DES PLANCHES-EN-MONTAGNE

(29 Janvier 1871)

PAR

H. CARREZ

Directeur d'École à Lons-le-Saunier.





Dunning
Nijhoff
3-16-28
15088

L'INVASION DANS LE JURA.

COMBAT DES PLANCHES-EN-MONTAGNE

(29 Janvier 1871).

L'invasion allemande, qui a produit une impression si profonde sur la génération qui l'a subie, a été l'objet d'études nombreuses et variées. Des écrivains de talent ont fait revivre les péripéties de la grande lutte, des auteurs compétents ont raconté en détail les opérations militaires dans une région déterminée, mais nous croyons toutefois qu'aucun travail d'ensemble n'a encore été publié sur la guerre dans le Jura.

Nous essayons d'apporter quelques matériaux à cette étude intéressante en relatant un des épisodes les plus émouvants de la retraite de l'armée de l'Est, la prise du col des Planches, le 29 janvier 1871.

Des documents authentiques, des renseignements pris sur le lieu même du combat, le témoignage de témoins oculaires, enfin des souvenirs personnels nous ont permis de donner une relation exacte de ce fait d'armes qui mit aux prises une brigade allemande avec une centaine d'hommes à la bravoure desquels nos ennemis eux-mêmes ont rendu un légitime hommage (1).

(1) « Les Prussiens nous avaient enlevé le col des Planches : les chasseurs d'Afrique avaient lâché pied et leur colonel qui était à Foncine-le-Haut n'était pas venu à leur secours. Les dragons, au contraire, avaient déployé une ténacité, un héroïsme qui excita l'admiration même des Prussiens. Ils ne cachèrent pas à nos parlementaires les sentiments que leur inspirait une si belle conduite ; ils racontaient qu'ils avaient dû enlever à bras-le-corps ces braves qui préféraient mourir plutôt que de se rendre ».

(L'Invasion dans l'Est, par le colonel Pouillet, p. 103.)

L'armée de l'Est, en qui la France avait mis son dernier espoir, se trouvait, le 24 janvier, dans une situation critique.

Chargée d'opérer une diversion sur Belfort pour dégager l'héroïque cité, inquiéter l'ennemi victorieux et, en cas de succès, couper ses communications avec l'Allemagne, elle n'avait pu, malheureusement, remplir cette importante mission.

A la suite des sanglants combats de Villersexel et d'Héricourt, les différents corps, obligés de reculer, s'entassaient autour de Besançon dans le plus inexprimable désordre.

La ligne de Besançon à Lons-le-Saunier avait été interceptée la veille à la suite de l'occupation de Mouchard par l'avant-garde de l'armée de Manteuffel qui accourait à marches forcées pour tenter l'enveloppement de nos troupes, les forcer à capituler ou les rejeter sur la frontière suisse.

Le général Bourbaki, commandant en chef, réunit un conseil de guerre et exposa aux commandants des divers corps la situation précaire de l'armée.

Les généraux, à l'exception du général Billot (1), opinèrent pour la retraite sur Pontarlier. On pouvait ainsi gagner la route de Salins par Ornans, ou celle de Pontarlier à Lons-le-Saunier par Champagnole, enfin, s'il n'était plus temps, celle de Pontarlier à St-Claude par Mouthe, les Foncines et St-Laurent.

Le plan fut soumis à M. de Freycinet.

Ignorant la gravité du désastre, le Délégué à la Guerre voulait que l'on reprit les positions perdues et que l'on fit une trouée par Dole ou Mouchard, en se concertant au besoin avec Garibaldi, alors à Dijon.

« Plus je réfléchis à votre projet de marche sur Pontarlier, écrivait-il au commandant en chef, et moins je

(1) Commandant du XVIII^e corps.

le comprends. Je viens d'en parler avec les généraux du ministère, et leur étonnement égale le mien. N'y a-t-il point erreur de nom ? Est-ce bien Pontarlier que vous avez voulu dire ? Pontarlier près de la Suisse ? Si c'est là, en effet, votre objectif, en avez-vous envisagé les conséquences ? Avec quoi vivrez-vous ? Vous mourrez de faim certainement. Vous serez obligé de capituler ou d'aller en Suisse, car, pour vous en échapper, je n'aperçois aucun moyen. Partout vous trouverez l'ennemi devant vous et avant vous. Le salut, j'en suis sûr, n'est que dans une des directions que j'ai indiquées, dusiez-vous laisser vos *impedimenta* derrière vous et n'emmener que vos troupes valides. A tout prix, il faut faire une trouée. Hors de là, vous vous perdez » (1).

Les troupes de Bourbaki étaient absolument incapables de reprendre l'offensive. De plus, l'intendant général Friand annonçait que les vivres destinés à l'armée seraient épuisés en sept ou huit jours. Il était inutile de songer aux ressources de la place de Besançon, le général Rolland s'étant refusé à en livrer une partie. La retraite s'imposait.

Cependant les dépêches se multipliaient prescrivant au général en chef d'attaquer à tout prix. Sentant l'écrasante responsabilité qui pesait sur lui, Bourkaki demandait instamment à être relevé de son commandement et, le 26 janvier, affolé, se tirait une balle dans la tête. Sur l'ordre de Gambetta, le général Clinchant dut prendre le commandement suprême de l'armée.

La situation devenait de plus en plus alarmante.

Il fallait, coûte que coûte, devancer l'ennemi qui cherchait à nous barrer la seule route restée libre, celle de Pontarlier à St-Claude, afin de gagner Bourg et Lyon.

(2) L. ROUSSET. — Histoire générale de la guerre franco-allemande, t. VI, p. 179.

Clinchant, laissant deux divisions à Besançon, prescrivit aux divers corps de se concentrer le plus rapidement possible aux environs de Pontarlier. En même temps, il donnait au général Cremer le commandement de trois divisions (1) avec mission de couvrir le flanc droit de l'armée en occupant les passages restés libres.

Cremer poussa une partie de ses troupes sur Nozeroy et les Planches, puis il se porta lui-même à St-Laurent avec trois régiments de cavalerie mixte (2).

La retraite s'effectua dans les journées des 27, 28 et 29 janvier. Trois colonnes partant des Planches se dirigèrent sur St-Laurent par Foncine-le-Bas, Entre-deux-Monts et Chaux-des-Crotenay, dans le désordre le plus lamentable.

Nous avons vu le désarroi (3), et ce n'est pas sans un serrement de cœur que nous reproduisons ici la page saisissante de Marc MONNIER dont nous avons pu constater la rigoureuse exactitude :

« Ce n'était plus une armée, c'était une cohue : les officiers ne commandaient plus et marchaient en sabots, en pantoufles, au milieu des soldats sans chaussures, qui déchiraient des pans d'habits pour emmailloter leurs pieds gelés ; et cette neige implacable, qui était

(1) 1^{re} Division Cremer, commandée par son chef d'Etat-major le colonel Poullet.

2^o Division Seghars.

3^o Division de réserve Palu de la Barrière.

(2) 2^e Chasseurs d'Afrique : 6^e et 7^e Dragons.

(3) M. Genisset, maire des Planches, nous chargea de conduire les débris de la brigade Lasserre sur la route d'Entre-deux-Monts. Après une demi-heure de marche dans une épaisse couche de neige, exténué de fatigue, nous dûmes, non sans peine, revenir aux Planches, tandis que les troupes se retiraient en désordre sur St-Laurent.

(Note de l'auteur.)

tombée sur eux tout l'hiver, s'amassait maintenant sous leurs pieds en poussière glacée où ils enfonçaient jusqu'aux genoux. Ils se traînaient ainsi confondus, dragons, lanciers, spahis, turcos et zouaves, mobiles et francs-tireurs, grands manteaux rouges ou blancs, cabans marron, pantalons garance, vareuses bleues, toutes les coiffures du monde, depuis le fez arabe jusqu'au béret béarnais, tous les dialectes, les accents de France, depuis le vieil idiome de l'Armorique jusqu'aux cris stridents de l'Atlas et du désert : un tumulte de langues, de couleurs et surtout de misères ; car cette multitude en fuite, exténuée par un ou deux jours de jeûne, venait de bivouaquer plusieurs nuits dans la neige par 15° de froid ! Les trainards surtout serraient le cœur : ces pauvres mobiles, tout jeunes, des enfants trop frêles pour porter le fusil, et jetés tout à coup en un pareil hiver dans les montagnes !... Nous avons vu entrer en Suisse les adolescents qui sortaient de ces épreuves ; ils vivaient encore, mais décharnés, tremblants de fièvre, les yeux enfoncés et ternes ; ils marchaient encore d'un mouvement machinal, sans savoir où ils allaient ; ils regardaient, mais sans voir ; ils se laissaient abattre par l'ennemi qui, de loin, par derrière, jusqu'à la dernière heure, sans un éclair de pitié, tirait sur eux ; les obus, partant de batteries invisibles, passaient par-dessus la montagne et venaient éclater sur la route.

« Ainsi défilait cette lugubre procession de corps inertes avec la stupeur et l'égoïsme du désespoir, abandonnant leurs morts, leurs mourants, s'abandonnant eux-mêmes, refusant parfois la vie que vous veniez leur rendre, vous disant, quand vous leur tendiez une gourde : « Laissez-moi tranquille. — Mais que voulez-vous donc ? — Je veux mourir. » (1).

(1) Marc MONNIER. — Revue des Deux-Mondes (1^{er} mai 1871).

Pendant que notre armée effectuait péniblement son mouvement rétrograde, les Prussiens, par une manœuvre des plus hardies (1) précipitaient leurs colonnes sur Salins et Arbois pour gagner Champagnole, s'emparer des défilés restés libres et barrer le chemin à l'armée de l'Est qui arrivait par la route de Mouthe à St-Laurent.

La belle défense du commandant Fouleux, à Salins, le 26 janvier, arrêta pendant quelques instants la marche de l'ennemi.

Trouvant la route de Salins trop dangereuse, Manteuffel porta ses troupes sur Arbois et Poligny, de là à Champagnole.

Le colonel de Wedel fut chargé d'occuper le col des Planches et grâce au désarroi qui régnait dans nos troupes, il put mener à bien une mission fort périlleuse en d'autres circonstances.

Entre le Pont de la Chaux et le hameau de Morillon, la route nationale n° 5 traverse un passage des plus difficiles pour une colonne en marche. On pouvait aisément faire sauter deux ponts situés à l'entrée et à la sortie des gorges de la *Laine*. Quelques centaines d'hommes, avec des munitions suffisantes, pouvaient tenir l'ennemi en échec pendant plusieurs heures, retarder l'occupation des Planches et permettre à l'avant-garde de l'armée française (2) de s'emparer du défilé de Foncine pour continuer sa marche sur St-Laurent.

(1) « L'opération de Manteuffel, disait M. de Molke à Guillaume, est très hasardée, mais elle peut amener de grands résultats. S'il éprouvait un échec, il ne faudrait pas le blâmer. »

L. BARRACAND. — L'invasion, p. 336.

(2) Colonel Millot. 32^e et 61^e de marche avec une batterie, 3^e légion du Rhône, 4 pièces de montagne, le tout, avec d'autres troupes, formant un effectif d'environ 5000 hommes.

Wedel n'hésita pas à engager sa cavalerie et une batterie de montagne dans le défilé de Cornu, sous la protection de son infanterie qu'il porta, à droite par le plateau de Châtelneuf, à gauche par l'ancienne route. Toutes les troupes débouchèrent à Pont de la Chaux vers trois heures de l'après-midi.

Aussi, lorsque l'escadron du 2^e Chasseurs d'Afrique envoyé en reconnaissance par le général Cremer arriva à Chaux-des-Crotenay, il fut assez surpris de trouver la position occupée.

Nos chasseurs attaquèrent néanmoins l'ennemi et lui tuèrent une quinzaine d'hommes ; mais ayant eu un mort et plusieurs blessés, menacés d'ailleurs d'être tournés, ils se replièrent précipitamment et l'escadron, au lieu de s'arrêter aux Planches où l'ennemi allait arriver, rentra le soir même à Foncine-le-Haut.

A cinq heures du soir, les Prussiens s'avancant en deux colonnes, par Entre-deux-Monts et le col des Etroits, se heurtaient aux dragons envoyés par le général de Longuerue pour rallier le convoi du 15^e corps, et aux francs-tireurs détachés du bataillon envoyé le matin même au col du Château de l'Aigle.

..

Le village des Planches, situé dans une cluse des Hautes-Joux, au fond de laquelle gronde la pittoresque rivière *La Saine*, constitue par sa situation même un point stratégique important, véritable centre de croisement des routes de Nozeroy, Champagnole, St-Laurent, Clairvaux et Mouthe.

On comprend quel intérêt les Prussiens attachaient à l'occupation de cette position. Maîtres du défilé, ils interceptaient la route de Foncine à St-Laurent et enlevaient à notre armée la dernière chance de s'échapper vers le Sud.

Nous laissons ici la parole à un témoin autorisé, qui prit part à la défense du village et donna la relation officielle de ce fait d'armes.

« Le 29 janvier, 120 cavaliers, soit le 5^e escadron et une division du 4^e, sont envoyés à St-Laurent par le général de Longuerue, à neuf heures du matin, pour rallier ce qu'on pourra du convoi du 15^e corps.

« Le soir, la mission est à moitié remplie, il s'agit de faire traverser au convoi le village des Planches ; mais les Prussiens nous pressent et les attelages exténués n'avancent que très lentement.

« Cependant les voitures sont engagées dans le défilé qui mène des Planches à Foncine-le-Bas, et l'on peut espérer que tout se passera bien. Toutefois le capitaine Perry arrête son escadron à l'entrée du village et place un petit poste.

« Vers six heures, le maire des Planches vient à peine de prévenir le Capitaine que 2000 Prussiens sont aux environs, que deux coups de feu retentissent. L'ennemi attaque le convoi sur le flanc droit duquel il est arrivé par des sentiers perdus.

« Les conducteurs se sauvent ; le convoi, mis dans le plus grand désordre, s'arrête. Mais le capitaine Perry a fait mettre pied à terre à cinquante dragons qui sont dirigés sur le lieu de l'attaque.

« Un sous-officier et quatre hommes sont partis en avant pour reconnaître l'ennemi. Ils sont reçus par une salve de mousqueterie. Plus de doute, l'ennemi est en nombre. Alors, aidé par quelques habitants, on élève à la hâte deux ou trois barricades.

« La fusillade continue des deux côtés avec vigueur : celle de l'ennemi, individuelle d'abord, puis par salves de peloton. Les murailles étaient criblées.

« Le combat dure une demi-heure. Le feu de l'ennemi s'est rapidement propagé sur tout le village. Il devient



Les Planches-en-Montagne. — Entrée du Village.

clair que nous allons être enveloppés ; le capitaine l'a compris et sur son ordre on se retire lentement. Les dragons remontent à cheval et l'on pique des deux.

« Il était temps ! car en passant au coude que forme la route en arrière du village, nous sommes salués successivement par des feux de peloton. Il fait nuit heureusement, et l'ennemi tire trop haut.

« Mais qu'est-ce ? La fusillade continue dans le village. Ce sont sept ou huit dragons qui, plus enragés que les autres, n'ont pas su se sauver à temps et se défendent cernés par l'ennemi.

« Le général prussien Von der Ville s'est vanté d'avoir donné des ordres pour que de si braves gens fussent pris sans qu'on leur fit du mal. Si le fait est vrai, portons-le à l'actif de nos ennemis, il en a besoin.

« Ainsi, cinquante dragons, à pied, ont défendu le village des Planches, et arrêté pendant trois quarts d'heure deux brigades d'infanterie allemande.

« L'escadron arrive ensuite par des sentiers, et les chevaux ayant de la neige jusqu'au ventre, à Chaux-Neuve, à quatre heures du matin.

« Nous avons perdu douze hommes et quatorze chevaux.

« Le brave dragon Potier, déjà blessé à Nouans (armée de la Loire), ainsi que les dragons Morel, Ackermann et Choquet étaient tués. Le maréchal-des-logis Vieux avait le bras traversé par une balle.

« Le capitaine a cité dans son rapport les maréchaux-des-logis Vieux et Genevois, qui ont donné l'exemple de la bravoure en entraînant les hommes aux endroits les plus périlleux (1). »

Les francs-tireurs, qui avaient pris une part active au combat, suivirent les dragons dans leur retraite et

(1) L. GRENEST. — L'Armée de l'Est, p. 513.

arrivèrent à neuf heures à La Perrena, avec l'espoir d'y passer la nuit.

Poursuivis par une colonne de quatre à cinq cents hommes, ils faillirent être cernés dans les maisons du village où chacun s'était empressé de leur donner la plus généreuse hospitalité.

Prévenus par un habitant que les Prussiens n'étaient plus qu'à une centaine de mètres des habitations, ils s'échappèrent par toutes les issues et parvinrent, au prix de fatigues inouïes à gagner les rochers de la Côte (1).

En même temps, une autre colonne de huit à neuf cents hommes pénétrait dans le défilé, arrivait à Foncine-le-Bas et rencontrait les avant-postes du colonel Millot.

Un combat de mousqueterie assez vif ne tarda pas à s'engager ; mais nos soldats, trop peu nombreux, d'ailleurs harassés de fatigue, durent se replier et rentrer à Foncine-le-Haut, laissant ainsi l'ennemi maître du défilé.

Le colonel Millot plaça un bataillon en grand'garde au moulin Choudet. Il fut décidé que le lendemain on livrerait bataille afin de rouvrir le passage si inopinément intercepté par les troupes de Wedel.

Entre dix et onze heures, le maire de Foncine-le-Haut (2) recevait une dépêche très laconique : *Armistice conclu*, et la faisait porter immédiatement au commandant des troupes françaises.

(1) L'ennemi, de son côté, avait essuyé des pertes qui n'ont pu être évaluées. Il n'y a que trois tombes prussiennes au cimetière des Planches, mais d'après une tradition locale, un officier et plusieurs hommes auraient disparu dans les abîmes de La Langouette. (Note de l'auteur.)

(2) Le Dr Jacquin, maire de Foncine-le-Haut, a écrit une relation de la Campagne de l'Est, de laquelle nous avons tiré de très utiles renseignements. (Voir *Journal du Jura*, 10 avril 1871.)

Le lendemain, à l'aube, le colonel Millot, envoyait un parlementaire à l'ennemi. Le parlementaire ne revint que le soir à onze heures, déclarant que l'armistice était conclu, mais que la 1^{re} Armée française (1) et l'Armée allemande du sud (2) en étaient exceptées.

Personne ne pouvait croire à une nouvelle aussi invraisemblable ; elle n'était malheureusement que trop réelle.

Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, venait, en effet, de conclure un armistice avec le Comte de Bismark, mais il avait omis de faire connaître à Gambetta que les opérations se poursuivraient dans l'Est tant qu'on ne serait pas fixé sur la situation des belligérants.

Le général Clinchant exécuta les ordres du Gouvernement de la Défense nationale avec la plus entière bonne foi ; il se maintint dans ses positions sans essayer de reprendre le défilé, dernière chance de salut.

Il apprit enfin que les hostilités continuaient ; mais il était trop tard pour tenter le suprême effort.

L'ennemi, d'ailleurs, avait reçu des renforts importants et devenait menaçant. L'avant-garde de l'armée française dut rebrousser chemin jusqu'à Chaux-Neuve. Une partie des troupes s'engagea dans le chemin qui conduit en Suisse, après avoir abandonné les canons et les bagages trop lourds ; l'autre prit la route qui mène au col de Jougne.

Le général Cremer, séparé du gros de l'armée, se maintint quelques jours encore à Saint-Laurent. De là, il se dirigea sur Morez où il fut rejoint par les divers détachements qui avaient pu s'échapper en suivant le

(1) Général Clinchant.

(2) Général Manteuffel.

chemin presque impraticable en hiver de la Chapelle-des-Bois à Morez.

Les francs-tireurs de Bourras, suivant un itinéraire plus difficile, se jetèrent dans les sentiers du Risoux, arrivèrent péniblement à Bois-d'Amont et purent enfin se retirer par la Faucille et Gex (1).

Le désastre était complet. L'armée de l'Est, pressée de toutes parts, se trouvait fatalement amenée à suivre la seule route restée libre, celle qui entre en Suisse par les Verrières.

Pendant que l'arrière-garde se faisait écraser au col de La Cluse pour protéger les derniers débris de nos troupes en fuite, le général Clinchant, voulant éviter une capitulation inévitable, signait, le 1^{er} février, avec le général Hertzog, la convention qui réglait les conditions de l'entrée sur le territoire neutre où nos troupes reçurent le plus chaleureux accueil.

* *

Malgré la tentative hardie de Manteuffel, il semble bien qu'une notable partie de l'armée de l'Est pouvait rester en France.

(1) L'occupation du village des Planches se prolongea pendant neuf jours.

Quelques actes de brutalité furent commis par les vainqueurs. Le soir du combat, le facteur Girardet, sommé d'avoir à servir de guide à la colonne se dirigeant sur La Perrenna, refusa nettement et déclara que, s'il fallait mourir, il préférerait être tué dans sa maison que sur le grand chemin. Il reçut de nombreux coups de plats de sabre.

D'autres habitants furent expulsés de leur domicile et l'un d'eux dut chercher un refuge à la ferme des Nevraults, perdue dans les montagnes, où il arriva dans l'état le plus lamentable.

Enfin, l'abbé Charnier, desservant des Planches, après avoir été fortement bousculé, se vit enlever une superbe montre à répétition. Une enquête fut même ouverte à ce sujet par l'autorité allemande, mais elle n'aboutit à aucun résultat. (Note de l'auteur.)

CARTE

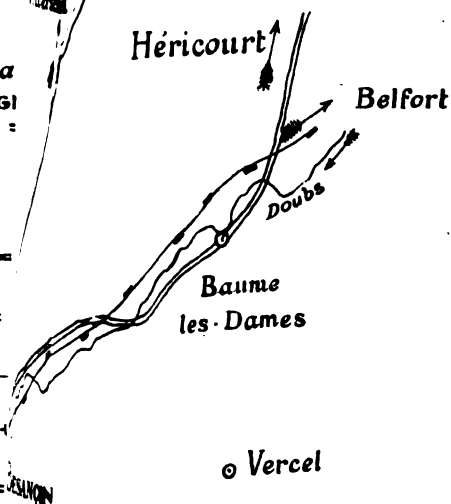
pour l'intelligence du combat
des **PLANCHES** en M^{GI} :

Routes et Chemins

Défilés

Chemins de fer

Frontière Suisse + + + + +



chemi
des-B

Les
plus
arriv
se rel

Le
de to
la se
les V

Pe
de La
trou
une
le gé
tions
reçu

Ma
bien
reste

(1)
dant

Qu
Le so
de gu
ment
sa m
de pl

D'a
d'eux
dans

En
été f
répét
rité a
l'aut

Si les positions de Cornu et des Planches eussent été mieux défendues, si la dépêche de Jules Favre annonçant un armistice trompeur n'était pas venue entraver nos mouvements et donner à l'ennemi le temps de recevoir des renforts, les troupes opérant dans le Jura continuaient leur retraite par Saint-Laurent, Morez et Gex, pour se rallier à Lyon.

Quoi qu'il en soit, il est réconfortant de penser que dans ces circonstances difficiles, officiers et soldats firent toujours preuve d'un courage et d'un dévouement dignes d'un meilleur sort. Leur effort pour résister « quand même » restera pour tous un inoubliable exemple.

H. CARREZ.



LES VESTIGES

DE

Constructions Préhistoriques

DE LA

FORÊT COMMUNALE DE LA BOISSIÈRE (Jura)

PAR

H. HUGON

Instituteur à Savigna (Jura).



Les Vestiges de Constructions Préhistoriques

de la Forêt communale de la Boissière (Jura)

Dès les temps les plus reculés, les vallées de la Valouse et du Suran, dans la partie sud du département du Jura, ont été occupées par des populations différentes d'origine, les unes sédentaires, établies sur les collines ou les plateaux, les autres errantes, guerrières ou pastorales, demandant au sort des armes ou aux produits de leurs troupeaux leurs moyens d'existence.

Des vestiges assez nombreux, laissés par ces premiers habitants de nos contrées se rencontrent surtout dans les bois situés sur le premier plateau du Jura. Notre savant compatriote, D. MONNIER, a signalé comme vestiges d'habitations gauloises les excavations arrondies que l'on rencontre dans les bois de Cosges et de quelques communes de l'arrondissement de Louhans (1).

Nous en avons nous-même reconnu un certain nombre d'autres, présentant les mêmes caractères, dans quelques forêts de la basse montagne, notamment dans celles de Monnetay, Marigna, Nancuisse, etc.

Nulle part ces vestiges anciens ne paraissent si nombreux et si intéressants que ceux que l'on rencontre dans la forêt communale de La Boissière désignée sous la dénomination générale de *Côtes d'Ambres*, et plus spécialement *En Chatillon* et *Sur le Puits*. Ces vestiges de constructions anciennes ont été signalés par nous dès 1894 (2).

(1) Voir l'Annuaire du département du Jura, par D. MONNIER, année 1860, p. 597.

(2) Voir à ce sujet notre ouvrage manuscrit : Notice historique sur le village et la commune de La Boissière, pages 7 et 8.

A l'époque de la découverte, le taillis couvrait en partie le sol et en dérobait à la vue les détails les plus intéressants. Il fallait attendre que l'exploitation de la forêt eût rendu les recherches plus faciles.

La partie de la forêt qui nous occupe ayant été exploitée par les habitants en 1900, 1901 et 1902, nous avons à cette dernière date adressé à la Société d'Emulation du Jura, une notice descriptive accompagnée d'un plan. Une communication a aussi été faite à ce sujet au Congrès des Sociétés savantes de Franche-Comté, réuni à Lons-le-Saunier le 5 août 1903.

Vestiges anciens.

Les vestiges qui nous occupent sont situés au sommet de la montagne qui sépare les bois communaux et les territoires des communes de La Boissière et de Montrevel.

La partie méridionale de cette montagne forme un plateau allongé, bordé à l'*ouest* par une suite de rochers à pic, formant la limite des cantons d'Arinthod et de Saint-Julien ; à l'*est*, il est limité par une arête rocheuse, qui s'en détache vers le nord et s'allonge au sud presque parallèlement à cette chaîne. Le plateau ainsi formé a, vers le point en question, une largeur de 55 à 60 mètres.

A l'est de ce plateau, au bas de l'escarpement, est une source ou mare intarissable, n'ayant aucun écoulement apparent.

Sur le plateau, aux abords de la source et sur l'éminence située à l'Est (voir le plan), on rencontre à chaque instant des alignements de matériaux, des vestiges de murs, puis, de distance en distance, des excavations ordinairement circulaires, ayant de 6 à 8 mètres de diamètre, sur 1 m. 50 à 2 mètres de profondeur visible,

en partie comblées de pierres qui sont parfois énormes.

Chacune de ces excavations était entourée d'un mur de clôture en pierres sèches, ordinairement de forme ovale, qui ne l'enseignait pas exactement mais laissait d'un côté, et parfois tout autour, un espace libre, une sorte de cour. Ce mur se joignait à ceux des excavations voisines, et formaient ensemble une sorte de réseau de murailles du plus singulier effet. Parfois ils affectaient une forme plus allongée et des contours plus ou moins anguleux.

Sur quelques points, notamment dans le voisinage de la mare, ces murs ont encore une hauteur de 1 m. 20 au-dessus du sol ; ils devaient être d'une hauteur assez grande si l'on en juge par la quantité parfois énorme de matériaux qui jonchent le sol. Ils étaient formés de pierres sèches de moyenne grosseur, posées simplement les unes sur les autres, sans trace de mortier ni de ciment.

Ces pierres sont de deux sortes : les unes assez grosses, façonnées au marteau, en calcaire jaunâtre ; elles ont dû être apportées d'un autre lieu, probablement du parcours communal situé à 200 mètres à l'est, où l'on en rencontre de semblables. Les autres, en plus grand nombre que les précédentes, sont ordinairement informes ; elles ont été extraites sur place et proviennent sans doute des excavations dont nous avons parlé, qui toutes ont été creusées dans le rocher.

Les murs d'enceinte de quelques excavations ont disparu, sans doute depuis longtemps ; parfois, au contraire, d'autres subsistent alors que l'emplacement des habitations a été nivelé. Il est certain que le sol a dû peu à peu subir un nivellement général par suite de l'exploitation plusieurs fois séculaire de la forêt.

Enceinte générale.

Les murs d'enceinte générale de la station étaient établis à l'aide de matériaux semblables à ceux qui entouraient les habitations, mais ils devaient être beaucoup plus élevés que ceux-ci. Sur trois côtés cette enceinte se terminait brusquement par deux murailles parallèles distantes de 4 mètres, formant des sortes de couloirs ou chemins de ronde faciles à garder ou à barricader. Seul, le côté nord-est n'avait qu'un seul mur.

La fontaine au centre de la station était, elle aussi, protégée par deux remparts dont les extrémités se reliaient à l'enceinte générale. Les premières assises de ces murailles ont disparu en partie.

La fontaine.

La fontaine, située au centre de la station à la partie inférieure d'un petit vallon joignant un chemin de desserte de la forêt, se présente sous la forme d'une mare d'une longueur moyenne de 8 mètres sur 1 m. 80. Des travaux de terrassement ancien sont visibles au sud et à l'ouest.

Tas de pierres.

En divers endroits se rencontrent d'énormes tas de pierraille, généralement de forme ovale mesurant 15 à 18 mètres dans le grand axe, 10 à 12 dans le petit et 2 mètres à 2 m. 50 de hauteur.

Enfin dans la partie sud de la forêt appartenant à la coupe extraordinaire de La Boissière (1) sont rangés en demi-cercle cinq énormes blocs de pierre; le plus grand mesure 2 mètres 75 de longueur et 1 mètre 20

(1) Cette partie de la forêt a été exploitée en 1906; elle ne figure pas sur le plan.

au-dessus du sol. Dans la partie concave de cette sorte de croissant, qui a 5 mètres environ de diamètre, vient aboutir une sorte de chaussée ou amas allongé de menues pierres courant le long, au sommet de la crête de rocher dont nous avons parlé.

On ignore l'usage de pareils amas de pierres.

Les abords.

Le petit vallon dont la fontaine occupe la partie inférieure s'élargit au nord. Là, le sol, un peu incliné vers l'Est, a dû subir un nivellement régulier. De distance en distance des vestiges de murs de clôture ou de soutènement semblent indiquer un terrain autrefois cultivé.

Avant 1789 cette partie de la forêt, alors peu boisée, était chaque année partagée entre les ayants-droit à l'affouage qui y récoltaient, pour leurs bestiaux, une herbe abondante et savoureuse.

Au sud de la station, le sol se relève assez brusquement et forme un mamelon élevé de 35 à 40 mètres au-dessus du terrain environnant. De là on distingue aisément tous les environs.

Un grand nombre de pierres éparses, grossièrement taillées, les premières assises d'un mur que l'on distingue çà et là, mur continuant l'enceinte générale de la station à l'ouest et aboutissant au sommet du mamelon qui nous occupe, permettent de croire que ce point culminant a servi de poste avancé de défense ou d'observation aux premiers habitants de la forêt.

A quelle époque remontent ces constructions ? La pioche seule, en ramenant au jour quelques objets, quelques débris ayant appartenu aux populations qui les ont établies, pouvait apporter quelque lumière au milieu des ténèbres profondes qui nous entourent.

La Société d'Emulation décida de faire exécuter quelques fouilles partielles. Elle ne pouvait songer

pour le moment du moins, à pratiquer des recherches de quelque importance sur les cinq ou six hectares occupés par la station.

Pour diverses causes, les fouilles ne purent commencer qu'en septembre 1904.

Les Fouilles.

Les premières fouilles furent pratiquées dans la mare appelée *Le Puits* (1).

À une couche de vase noirâtre de 0 m. 25 d'épaisseur moyenne voir la coupe du puits, succéda un dépôt de marne oxfordienne entre-mêlée de pierres, sur une épaisseur de 0 m. 35. Plus bas, un banc de marne argileuse forme le sous-sol de la forêt.

La pioche ne tarda pas à atteindre d'assez grosses pierres disposées régulièrement, et bientôt on vit apparaître une sorte de niche circulaire en partie engagée sous un terrassement ancien. Le sommet de cette niche était couvert de dalles posées à plat. C'était là le revêtement intérieur d'un puits; entamé par l'un de ses côtés, le puits était comblé de pierres, de vase et de débris divers. Ce revêtement parfaitement circulaire avait 1 m. 45 de diamètre intérieur, et les murs, formés de pierres superposées en assises régulières, sans mortier ni ciment, mesuraient 0 m. 40 d'épaisseur sur 3 m. 05 de profondeur.

Le travail des ouvriers ne tarda pas à ramener à la lumière un crâne de cheval avec la mâchoire supérieure, le tout d'une longueur de 0 m. 49; puis, immédiatement au-dessous, l'os de la hanche et celui de la cuisse du même animal, ce dernier débris avait été sectionné à la scie près de l'une de ses extrémités.

(1) Nous l'appelons *Puits*, bien que les fouilles qui y ont été faites nous aient donné la certitude qu'il ne s'agit que d'une simple citerne recevant l'eau d'écoulement des terrains environnants.

Une autre trouvaille vint donner bientôt un encouragement aux ouvriers et une ardeur nouvelle dans les recherches. A quelques décimètres plus bas, une sorte de coutelas fût retiré du puits. D'une longueur totale de 0^m28 (fig. 1), la lame seule a 0^m165 de long sur une largeur maximum de 0^m04. Le manche est formé de deux plaques de buis assemblées par trois rivets ; mais, particularité curieuse, deux plaquettes de métal rivées à la partie métallique du dos recouvrent, de chaque côté, l'extrémité du manche près de la lame mais sans faire saillie sur ce manche (1).

Enfin deux objets intéressants furent encore retirés de la partie inférieure du puits. L'un, en bronze massif est l'extrémité de l'anse d'un vase, la partie fixée à la panse ; ce fragment a 58 millimètres de longueur sur 13 millimètres de diamètre moyen. L'autre objet est une boule en racine de buis taillée au couteau comme semblent l'indiquer le grand nombre de facettes que l'on remarque sur toute sa surface. Cette boule, qui a 44^{mm} de diamètre, est assez semblable à celles dont se servent les enfants dans leurs jeux.

Nous devons signaler aussi divers débris de poterie provenant de différents vases de dimension moyenne. Ces débris, de couleur noirâtre, sont sans vernis, d'une assez grande dureté ; les ustensiles dont ils proviennent avaient été façonnés à l'aide du tour. D'après M. Girardot, conservateur du musée de Lons-le-Saunier, ces débris ont tous les caractères des poteries celtiques.

Les excavations.

La fouille de quelques excavations semblait devoir présenter un certain intérêt en raison de leur proximité

(1) Ce coutelas ainsi que tous les objets intéressants recueillis dans ces fouilles sont déposés au musée de Lons-le-Saunier.

du réservoir d'eau potable et aussi en considération des amoncellements, parfois énormes, de pierres qui les protégeaient.

La première fouillée fût celle située sur le plateau, sur la ligne même des coupes n^{os} 23-24.

Celle-ci a une particularité qu'une autre seule possède avec elle : elle n'est pas entièrement ronde ; la partie sud-est présente un appendice à peu près carré, de 2^m40 environ de côté. C'était là l'entrée de l'habitation, du moins dans sa partie souterraine, ainsi que l'indiquent clairement les trois marches d'escalier, taillées dans le rocher, qu'on y remarque, et l'inclinaison en pente douce du bord extérieur vers le centre que présente cette entrée. L'appendice était séparé du corps même de l'habitation par un mur qui continuait la circonférence de l'excavation. Ce mur présentait à l'intérieur des traces évidentes d'un foyer ; de nombreux morceaux de charbon, dont quelques-uns assez gros, de l'argile durcie par les flammes et surtout une plaque de cuivre jaune ou laiton repliée en forme de tuyau très évasé à l'une de ses extrémités. Des trous servaient à réunir les deux bords de la plaque par des rivets. Cet objet, qui n'a que 44 millimètres de longueur, était, à n'en pas douter, la tuyère d'un soufflet.

À l'extrémité orientale du mur de séparation dont nous avons parlé, une pierre assez grosse présentait près de l'une de ses extrémités une entaille en forme d'L, de 0^m019 de profondeur moyenne. Cette entaille a dû servir à recevoir le loquet en bois d'une porte.

À noter aussi une assez grande quantité de morceaux de tuf calcaire, taillés. Leur emplacement, assez loin du foyer, fait penser qu'ils n'ont dû servir à aucun usage domestique ; ils ne portent d'ailleurs aucune trace de feu ou de suie.

D'autres tufs tout à fait semblables ont été trouvés

dans une autre excavation ; cependant aucune source sur le territoire de la commune ne produit des concrétions semblables. Ceux qui nous occupent ne peuvent provenir que d'une localité voisine distante au minimum de 5 kilomètres. A quels usages étaient destinés ces morceaux de tuf, parfois assez volumineux mais qui généralement s'effritent aujourd'hui sous la pioche ? Qu'on nous permette à ce sujet une simple hypothèse. On a trouvé dans certaines localités du département de Saône-et-Loire, à Savigny-en-Bresse, notamment, non loin de la limite du département du Jura, des sépultures très anciennes dont les parois étaient formées de tufs semblables. Tout récemment, on en a découvert de la période mérovingienne à Fétigny et à Vogna, près d'Arinthod, construites elles aussi en tufs calcaires provenant des environs. On peut donc supposer que ceux trouvés dans les excavations de la forêt de La Boissière y étaient mis en réserve en vue des sépultures.

Une deuxième excavation, située au nord-est du puits, fut aussi fouillée. Creusée dans le rocher elle présente la forme d'un quadrilatère irrégulier. L'entrée en est facilement reconnaissable à l'ouest, au travers de l'énorme amas de pierres qui l'entoure.

Aucun objet, aucun débris digne de remarque n'y a été recueilli. Le foyer adossé à la paroi orientale était composé d'une grande dalle, sans doute la pierre de foyer, et d'autres pierres moins grosses disposées latéralement ; des cendres, des charbons, quelques-uns assez gros étaient épars çà et là ; et non loin des fragments d'os de petits animaux, et en particulier la partie droite du maxillaire inférieur d'un carnassier de taille moyenne.

La quantité de tufs recueillis a été plus grande encore que celle retirée de l'excavation précédente ; ils se trouvaient à l'angle sud-ouest, assez loin du foyer.

Les amas de pierres.

L'ouverture des amas de pierres dispersés çà et là à l'intérieur des murs d'enceinte nous paraissait devoir donner des résultats. On pouvait croire que ces pierres recouvraient les tombeaux des peuplades qui avaient édifié ces murs, creusé ces excavations et couvert le sol de la forêt de constructions dont les vestiges nous étonnent moins par leur étendue que par la disposition singulière, parfois bizarre, qu'ils présentent.

Grande a été notre désillusion. Deux tranchées de 1^m20 de largeur moyenne, ouvertes au travers de l'un de ces amas, n'ont pas donné de résultat ; aucun objet, aucun débris provenant du travail de l'homme n'a été ramené à la lumière.

Un premier insuccès n'était pas pour nous décourager. Un autre amas, proche de la ligne 24-25, fût ouvert par une tranchée diagonale de 1 m. 80 à 2 mètres de largeur et jusqu'au sol vierge de la forêt. La pioche n'a rencontré partout que des pierres informes, parfois énormes, dont quelques-unes exigeaient l'effort de deux ouvriers pour être déplacées. A l'intérieur de ce mur se prolonge le mur de clôture formant l'enceinte de l'excavation voisine, ce qui paraît indiquer que ce dépôt de pierres a été établi postérieurement à la construction de ce mur.

Quelques fouilles ont aussi été pratiquées sur divers autres points de la station et jusque sur le parcours communal avoisinant la forêt, dans l'espoir de découvrir des sépultures. Peine inutile !

Un outil romain.

Bien que l'outil en question n'ait pas été recueilli dans les fouilles de la forêt, nous croyons cependant

utile d'en parler ici, car aucune mention n'a encore été faite de cette intéressante découverte.

Il s'agit d'une petite hache en fer, à douille (fig. 2), mesurant 0^m12 de longueur sur 0^m08 de fer tranchant.

La douille ou ouverture servant à recevoir un manche est de forme rectangulaire, et a 0^m036 sur 0^m034. M. GIRARDOT, conservateur du musée de Lons-le-Saunier, n'hésite pas à la déclarer d'origine romaine. Elle a été trouvée il y a quelques années sur le territoire de La Boissière, par un cultivateur de cette commune, dans un murger au lieudit *Sous-les-Buissons*, à l'est du village, à gauche du sentier de La Boissière à Châttonnay, en face du four de Aman Bel (1).

Conclusions.

Le résultat des fouilles pratiquées dans la forêt de La Boissière permet-il de fixer, dès à présent, à quelle époque ont été édifiées des constructions dont les vestiges sont si nombreux et si variés? Est-il possible de connaître, même d'une manière approximative, l'origine, les mœurs des populations qui, sur un si vaste espace, ont creusé dans le roc un grand nombre d'excavations pour s'y abriter, ont entouré leurs habitations de plusieurs kilomètres de murailles protectrices dont les matériaux ont, en partie du moins, été apportés péniblement d'un lieu voisin ?

Bien téméraire serait celui qui oserait l'affirmer.

Un fait, cependant, semble acquis, c'est que ces lieux ont été habités, il y a certainement bien des siècles par des populations vivant dans les bois, au sommet des montagnes, connaissant la poterie faite à l'aide du tour, mais dont les habitations étaient formées d'une partie souterraine, souvent creusée dans le roc, et d'une

(1) Cette hache figure au musée de Lons-le-Saunier.

partie aérienne probablement en bois et couverte de gazon ou de roseau.

De plus ces populations ont entouré leur station d'une enceinte de murailles épaisses et établi aux abords, sur un mamelon élevé, un poste d'observation au sommet duquel, comme au moyen âge du haut de leurs tours, des guetteurs devaient surveiller les environs et signaler l'approche de l'ennemi.

Ces populations, dispersées peut être par les hasards des combats ou les fléaux naturels, ou bien cherchant aventures sous d'autres climats, quittèrent ces lieux qui redevinrent déserts on ne sait pendant combien de siècles. Les murs péniblement édifiés sont tombés, leurs débris immenses jonchent le sol ; les habitations disparurent, leurs excavations furent en partie comblées : la nature reprit bientôt ses droits en recouvrant le tout de sa luxuriante végétation.

Au milieu du XIV^e siècle, un fléau terrible, la peste noire, s'abattit sur l'Europe et sur la France et spécialement sur la Franche-Comté.

L'histoire locale rapporte qu'à cette époque les habitants du *Bourg* de La Boissière, et sans doute aussi, ceux de la *Ville*, ou lieu habité par les vilains, abandonnèrent leurs cabanes et se retirèrent dans les bois voisins pour fuir la contagion (1).

Il est probable que, connaissant les vestiges d'habitations de leur forêt où il était très facile de trouver un abri après quelques travaux préparatoires, les anciens habitants ont attendu là, dans l'atmosphère vivifiante de la forêt, la disparition de l'un des plus terribles fléaux qui aient affligé notre pays.

Le coutelas trouvé à la partie supérieure du puits y aurait été égaré à cette époque.

(1) Voir notre ouvrage : *Notice historique* etc., déjà cité, pages 21 et suivantes.



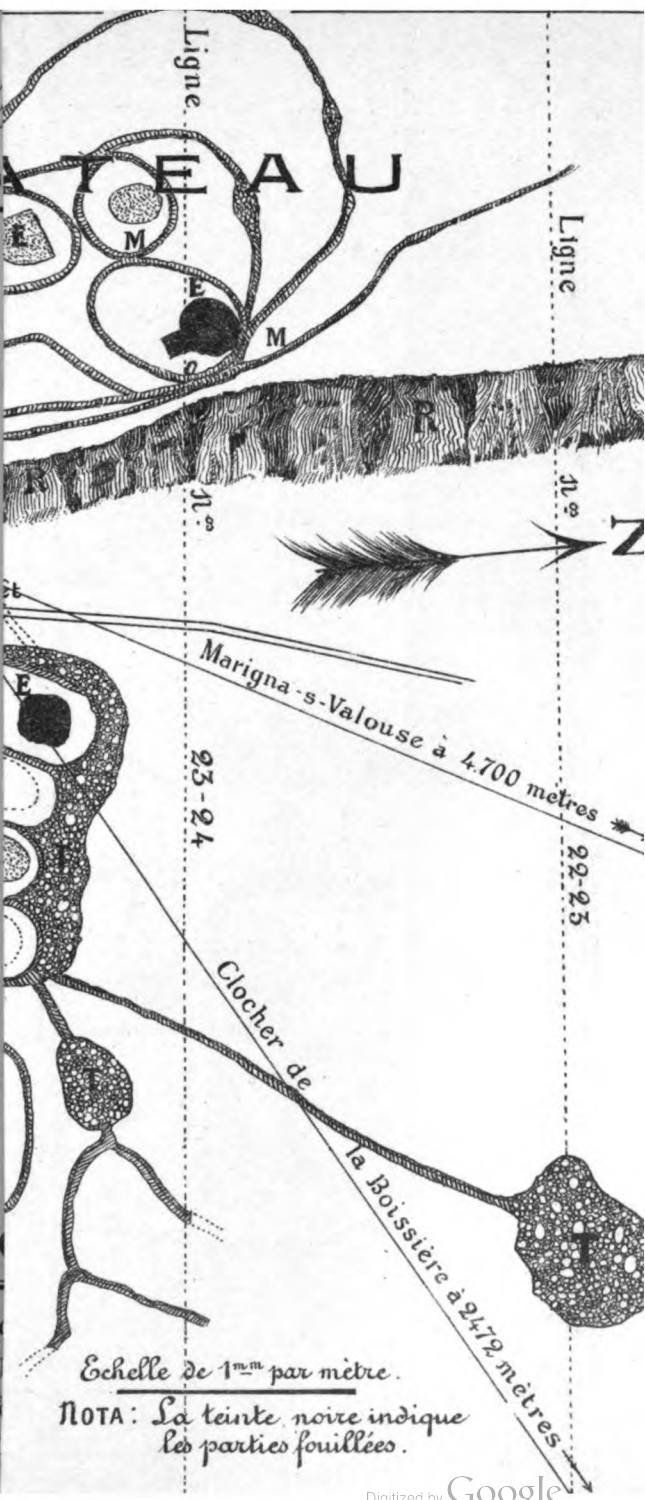
telas, $\frac{1}{3}$





des ves
de la

E. HU



Echelle de 1^{mm} par mètre.

NOTA: La teinte noire indique les parties fouillées.

LÉ

E -

M -

T -

R -



Une tradition ancienne à La Boissière vient à l'appui de notre hypothèse. On attribue dans ce village, à la partie de la forêt qui nous occupe, le lieu d'origine d'une famille dont les descendants habitent encore cette commune (1). Ne serait-ce pas une de ces familles dont nous avons parlé qui, après un séjour plus ou moins long dans la forêt pendant les ravages du fléau, est venue se fixer ensuite dans le village ?

Espérons que bientôt des fouilles complètes seront pratiquées dans la forêt de La Boissière. Nul doute, que le sol ne rende alors à la lumière, armes, ustensiles et objets divers ayant appartenu à ces premiers habitants. On pourra alors, mais alors seulement, connaître l'origine de ces premiers habitants de nos contrées.

E. HUGON,
Instituteur à Savigna.

(1) La famille Jacquet.

Louis LAUTREY.

POÈMES

LOUIS LAUTREY.

POÈMES

L'ALLIANCE.

Abraham, une nuit, soudain, près de sa couche
Voit paraître Iahvé ; son cœur tremble, sa bouche
De surprise et d'effroi s'ouvre et ne peut crier :
« Ne crains rien, dit le dieu : je suis ton bouclier.
Intègre serviteur, grand sera ton salaire.
— Hélas ! dit le vieillard ; je m'en vais solitaire.
Que me donneras-tu ? Car demain, si je meurs,
Je n'ai pour héritier qu'un de mes serviteurs !
— Un fils héritera tes chameaux, tes ouailles,
Tes serviteurs : un fils issu de tes entrailles. »
Et sortant de la tente, et les deux bras levés :
« Contemple-moi le ciel, lui commande Iahvé.
Peux-tu compter les feux de cette voûte immense ?
Tu seras innombrable aussi par ta semence. »
Abraham, au cœur juste, en sa parole eut foi :
« C'est moi qui suis Iahvé, reprend le dieu ; c'est moi
Qui t'amenai jadis des plaines de Chaldée.
Que toute cette terre un jour soit possédée
Par toi, du nord au sud. du couchant au matin ! »
Le vieillard demanda : « Qui me rendra certain
Ce que tu me promets ? — Nous allons faire un pacte,
Dit Iahvé. Sacrifie une génisse intacte,

Une chèvre, un bœuf, animaux de trois ans.
Dispose-les ainsi qu'aux solennels serments.
Tue encore un pigeon, puis une tourterelle. »
Donc Abraham choisit cinq victimes très belles,
Les saigne, coupe en deux celles à quatre pieds
Et les range avec soin, chacune des moitiés
Regardant l'autre. Il chasse un vol d'oiseaux de proie
Qui fond sur cette chair et dans les airs tournoie.
Mais voici que l'assaille, au coucher du soleil,
Avec l'obscurité la crainte et le sommeil.
La voix divine sort des ténèbres profondes :
« Je donne à ce grand peuple immortel que tu fondes
Les champs de Chanaan, et je serai son dieu.
Mais avant d'en goûter les fruits délicieux,
Il faut que, très longtemps, l'asservisse et l'opprime
Un peuple dont enfin je punirai les crimes.
Pour toi, tu dormiras en paix, mon serviteur,
Plein de jours, rassasié de biens et de bonheur. »
Alors passe une torche et des flots de fumée
Par quoi soudainement la chair est consumée.
Et ce fut le traité de la terre et du ciel,
L'alliance du père et du dieu d'Israël.

LE ROI DE SICHEM.

Au terme d'une heureuse et robuste vieillesse,
Gédéon partagea sa gloire et ses richesses
Entre septante fils nourris dans son harem.
Mais, d'une concubine, il laissait à Sichem
Un fils, Abimélek, un bâtard magnanime
Avide d'or, d'amour, de puissance et de crimes.
Aux anciens de la ville il sut se rendre cher,
Disant : « Ne suis-je pas vos os et votre chair ? »
Le trésor de Baal-Bérith devint sa proie.
Avec l'argent du dieu, le jeune homme soudoie

De fauves. Une fois il dévalait, tremblant,
Sur le flanc d'un rocher, tandis qu'à l'autre flanc
Grimpait Saül. Parmi ces angoisses, son âme
Eut soif et s'enivra de l'amour d'une femme.

Un matin du printemps, dans ses vastes enclos
Près de Carmel, Nabal, homme riche en troupeaux,
Faisait tondre leur laine. Il comptait mille chèvres
Et trois mille brebis. Dur et méchant, ses lèvres
Décochaient quelque injure à tous les indigents.
Le héros envoya vers lui dix de ses gens :
« Salut, lui dirent-ils, et paix à tes domaines.
David, fils d'Isaï, sait que, tondant la laine,
On apprête chez toi le festin aux tondeurs.
Or (et demande-le, maître, à tes serviteurs),
Pendant que leurs troupeaux sont demeurés à paître
De nos côtés, jamais d'outrage de mon maître,
Et jamais les tribus pillardes ni les loups
Ne t'ont pris un chevreau : tes parcs avaient en nous,
Lorsque leurs chiens dormaient, une forte muraille.
C'est aujourd'hui pour toi jour de joie et ripaille :
Que ce David, ton fils, trouve grâce à tes yeux !
Donne-nous quelque chose, et montre un cœur pieux. »
Mais Nabal ricanait : « Il y a trop d'esclaves
Echappés, de voleurs qui brisent leurs entraves !
Qu'est-ce que ce David et ce fils d'Isaï ?
Moi, j'irais prendre aux miens l'eau pure de mon puits,
Le vin, le pain tout frais, les beaux quartiers de viande
Pour réjouir, brigands, votre chef et sa bande ? »
Il dit, haussa l'épaule et leur tourna le dos.
Les braves à David rendirent ce propos.
« Ceignez vos glaives, tous ! » s'écria le jeune homme.
Et, tous s'étant armés, près des bêtes de somme
Deux cents firent le guet ; avec lui quatre cents
Devaient laver l'insulte en une mer de sang.

Par le lit d'un torrent et des roches sauvages
Il montait en silence, avide de carnage.

Il voit venir de loin, poussés par deux bergers.
Une file de dix ou douze ânes chargés.
Sur un âne luisant, quelques pas en arrière
Une femme apparaît, de beauté singulière,
Qui, jeune, aux longs yeux noirs, cheveux plus noirs
Du front jusqu'aux orteils brille de bijoux d'or. — Encor,
Le jeune chef l'admire. Elle, pleine de grâce,
Elle descend et tombe à ses pieds sur la face,
Suppliante ; des pleurs coulaient de ses longs cils :
« Tu vois l'épouse de Nabal, Abigaïl.
Sur moi la faute, maître ! Epargne sa folie !
Ecoute ta servante en larmes qui supplie...
Ah ! que n'ai-je reçu, maître, les messagers ?
Mais d'un tel homme, toi, tu voudrais te venger ?...
N'entre pas dans le sang ! que ton cœur le méprise !
Puissent tes ennemis l'égal en bêtise !
Pardonne ! Que ton dieu te retienne le bras !
Je t'apporte un présent ; oh ! tu l'accepteras !
Que ce dieu, dont la voix ébranle ciel et terre.
Te garde ta maison, toi qui faisais ses guerres !
Si quelqu'un te poursuit, qu'il te menace en vain !
Son âme, que Iahvé la lance de sa main,
Comme, loin de ta fronde, un caillou siffle et vole !
Mais pourquoi te venger d'une sotte parole ?
Ce carnage innocent te serait un remords
Quand, le roi d'Israël descendu chez les morts,
Ton front héritera sa couronne éclatante.
Qu'il te souvienne alors, maître, de ta servante !

— Que béni soit le Dieu d'Israël, répond-il,
Qui t'envoie ! Et béni soit ton esprit subtil !
Et sois bénie, ô toi qui pleures sur ma route !
Non, qu'il ne coule pas de sang, pas une goutte !
Tu m'arrêtes la main ; j'épargne votre toit.
Mais par Iahvé, mon dieu, je jure que, sans toi,
De toute la maison de Nabal, pas un mâle
Demain n'aurait pu voir se lever l'aube pâle ! »

Alors il distribue aux siens le beau présent :
Cinq mesures de grain, deux cents pains de froment,
Deux outres d'un vin noir dissipant les fatigues,
Cent masses de raisins, deux cents masses de figues,
Cinq moutons dépouillés, bien gras, prêts à rôtir.
Et David souriant lui dit : « Tu peux partir.
Tu sauves sa maison du glaive et de la flamme ;
Ne crains plus rien : ta voix a su toucher mon âme. »
Puis, rêveur, au désert le héros redescend.

Le soir, à son festin digne d'un roi puissant
Nabal était assis, le cœur plein d'allégresse.
Il riait, il chantait, il nageait dans l'ivresse :
Ni crainte, ni souci de rien ! Abigaïl
Ne voulut lui conter l'effroyable péril
Que lorsque sa raison parut, et la lumière.
Soudain glacé, son cœur devint comme une pierre.
Ses troupeaux, ses trésors, tout lui fut enlevé.
Et David s'écria : « Béni sois-tu, Iahvé !
Car sa méchanceté sur sa tête retombe :
Tu me venges ; tes mains le couchent dans la tombe. »
La femme au cœur subtil que son cœur désirait,
Il l'envoya chercher ; et, quittant sans regret
Pour le camp du banni son toit et sa famille,
La belle jeune veuve avec cinq jeunes filles
Suivit les messagers au désert de Pharan.
Le héros l'attendait. Dans ses bras il la prend ;
Mais elle se prosterne, et toute rougissante
Elle parle : « Voici, mon maître, ta servante
Parmi tes serviteurs, prête à laver leurs pieds. »
D'un regard pour jamais leurs cœurs s'étaient liés.

LA SORCIÈRE D'ENDOR

Le camp des Philistins fourmillait dans la plaine.
Aux flancs du Gelboé, proche de la fontaine
D'Izréel, ils voyaient, comme un petit troupeau
De chèvres, les soldats de Saül au repos.
Hélas ! le cœur du roi tremblait sous son armure.
Iahvé s'en retirait ; sur les choses futures
Plus d'oracle : tout songe était obscur et vain ;
Les nabis, délaissés par le souffle divin,
Mornes, privés d'extase, abandonnaient leur maître ;
Et l'ourim qui brillait au pectoral du prêtre
Ne lui répondait plus ! — Saül demande aux siens
S'il reste encore là quelque nécromancien :
« Dans Endor, disent-ils, demeure une sorcière
Qui savait évoquer les morts de leur poussière. »
Il se déguise, il part, deux hommes avec lui,
Et pour la consulter l'éveille dans la nuit ;
Mais elle craint la mort : « Non ; tu me tends un piège !
Tu sais bien que le roi défend tout sortilège,
Et qu'il a retranché du sol tous les devins !
— Je te sauverai, moi, des peines que tu crains :
Par Iahvé je le jure ! » Acceptant son offrande,
Elle dit : « A quel mort veux-tu que je commande ?
— Fais monter Samuël. » Et la sorcière ouvrit
Le séjour ténébreux ; mais, jetant un grand cri :
« Tu es le roi Saül ! Pourquoi m'as-tu trompée ?
— Que vois-tu ? Ne crains rien. — Une ombre, enveloppée
D'un manteau. — Qu'est-ce ? — Un dieu. Un vieillard
Saül, blême, connu que c'était Samuël [d'Israël. »
Et vint se prosterner la face contre terre :
« Pourquoi me troubles-tu ? dit le prophète austère.
Je t'avais tout prédit : pourquoi m'éveilles-tu ?
Si Dieu s'est retiré de vous et s'il s'est tu,
S'il t'arrache ton sceptre et s'il te déracine,
C'est que tu méprisas sa colère divine

Qui vouait au massacre Amalec et son roi
Et ses troupeaux. Demain vous gisez avec moi
Dans les ténèbres, toi, tes fils et ton armée. »
Ainsi parla le mort, la narine enflammée.
Sur le sol aussitôt de toute sa hauteur
Le roi tombe, affaibli de faim et de terreur :
Il n'avait rien mangé de tout le jour. La femme
S'approche : « Dans ma main j'ai dû mettre mon âme
Pour t'obéir ; permets que je parle à mon tour :
Mange un peu ; sois plus fort pour combattre au retour ! »
Il refuse ; on l'exhorte : il faut qu'il se nourrisse !
La femme en son étable immole sa génisse
Et met dans l'âtre chaud quelques pains sans levain.
Assis sur le grabat Saül calme sa faim ;
Puis, regagnant le camp que la nuit couvre encore,
Il guette les lueurs de sa suprême aurore.

LA MORT DE SAÛL

Rompus et poursuivis sur le mont Gelboé,
Les braves d'Israël y furent tous tués.
Les trois fils de Saül tombent devant leur père.
O brave Jonathan, ta mort le désespère !
Flèche sur flèche enfin lui déchirent le corps.
Alors le vieux héros, environné de morts,
Saignant, pris de vertige, appuyé sur sa lance,
Quand les chars philistins pour l'écraser s'élancent,
Crie à son écuyer, qui perdait l'âme aussi :
« Frappe-moi de ton glaive, et les incirconcis
Ne me souilleront pas vivant de leurs outrages ! »
Le serviteur loyal n'ayant pas le courage
D'attenter sur le roi, Saül, plein de fureur,
Tient son glaive debout, s'y précipite et meurt.
Et de la même mort l'écuyer suit son maître.
Cette nuit-là le fauve eut de quoi se repaître

Ils gisaient par monceaux, Braves et Philistins.
Les vainqueurs, tout sanglants et las, dès le matin
Pour dépouiller les morts succédèrent aux bêtes.
Ayant trouvé Saül ils lui coupent la tête,
Ils l'exposent chez eux à tous les carrefours,
Et, comblant de butin leurs dieux muets et sourds,
Au temple d'Astarté consacrent son armure.
Quant au tronc, le vautour sera sa sépulture,
Car ils l'ont suspendu, flanqué de ses trois fils.
Aux murs de Beth-Séan. Mais le héros, jadis,
Avait sauvé labès, une cité voisine
Par Ammon assiégée et mourant de famine.
Aussi, pieusement, la fleur de la cité
Traversa le Jourdain et dans l'obscurité
Prit ces restes hideux qui pendaient aux murailles ;
Et le peuple leur fit de belles funérailles,
Brûlèrent les guerriers, enterrèrent leurs os
Et jeûnèrent sept jours avec pleurs et sanglots.

LAMENTATION

DE LA MORT DE SAÛL

« Pleurons sur Israël dévoré par l'épée ! »
Et David, déchirant sa tunique trempée
De larmes, lamenta Saül et Jonathan :
Jonathan, le héros si pur, qu'il aimait tant !
« Sur la fleur de ton peuple, ô Dieu, ta main s'aggrave.
Comment sont-ils tombés, les braves ?
Aux carrefours de Gath où les vieux sont assis
N'annoncez pas notre désastre !
Les filles des incirconcis
En sauteraient de joie et crieraient jusqu'aux astres.

Puisse, ô mont plein de morts, l'eau du ciel t'oublier !

Qu'ils sèchent, tes champs de prémices !

Là fut jeté leur bouclier

Glorieux, frotté d'huile, où les traits se hérissent.

Le glaive de Saül et l'arc de Jonathan

Frappaient dans la mêlée épaisse ;

Ils ne rentraient qu'ivres de sang,

Du sang des braves cœurs, et rassasiés de graisse.

Rien ne vous sépara dans la vie et la mort,

Amis, corps glacés et livides,

Qui bondissiez, souples et forts,

Plus forts que le lion, plus que l'aigle rapides.

O filles d'Israël, sur Saül notre roi

Pleurez, pleurez à chaudes larmes !

De joyaux, de pourpre et d'orfroi

C'est lui qui revêtait vos membres pleins de charmes.

Comment sont-ils tombés, les braves d'Israël ? . . .

O Jonathan ! O sort cruel !

O toi qu'a transpercé l'airain, pour toi mon âme

Souffre d'angoisse et de pitié !

Plus douce que l'amour des femmes

Fut à mes jeunes ans, frère, ton amitié !

Ah ! comment gisent-ils, les braves, sans cuirasses,

Sous le bec des vautours voraces ? »

LES TROIS BRAVES

Comme entre des roseaux se dressent trois cyprès.

Autour du roi David, sous la grêle des traits,

On admire trois chefs. Jasobéam s'élance

Et sur huit cents percés brandit encor sa lance.

Le bras d'Eléazar, depuis le grand matin,

Avec tant de fureur frappe les Philistins



Que, le combat fini, de sa droite crispée
Lui-même il ne peut plus arracher son épée.
Le peuple, qui fuyait, ne revint que très tard,
En masse, pour piller derrière Eléazar.
Une autre fois encor la terreur l'éparpille.
Samma tout seul, planté dans un champ de lentilles,
Repousse tant d'assauts qu'Israël est sauvé :
Aux côtés de Samma tenait ferme Iahvé.

Encore un fier exploit de ces trois capitaines.
Le camp des Philistins couvrait toute la plaine
Entre la ville de David, Jérusalem,
Et son pays natal, la blanche Bethléhem.
C'est en pleine moisson qu'éclatait cette guerre.
Par milliers ces guerriers d'airain rongeaient la terre :
Les criquets ne sont pas un désastre pareil.
Blés sur tige ou sciés flambaient au gros soleil ;
Arbres, vignes, maisons flambaient. A leur approche
Tout fuyait au désert ou dans un trou de roche.
Prêt à bondir sur eux comme un nerveux lion,
Le roi David guettait, de la tour de Sion.
Or, la fièvre un matin brûlant sa gorge sèche :
« Ah ! qui me donnerait à boire de l'eau fraîche
Que puise Bethléhem à sa porte ! » dit-il.
Aussitôt les trois chefs qu'enivrait le péril
Echangent un regard sans mot dire. se lèvent,
Et, sous de vils haillons qui cachent bien leur glaive,
Ils se glissent au cœur de ce camp philistin
Tout hérissé de fer, tout jonché de butin.
Ils gagnent Bethléhem et puisent à la porte
Une outre d'eau limpide et froide qu'ils apportent.
Espérant réjouir leur maître, dans Sion.
Mais de l'eau fraîche il fit une libation :
« Me préserve mon dieu de cette folle envie
De boire votre sang, dit-il, et votre vie ! »

POUR LES NOCES D'UN ROI D'ISRAËL.

Dans mon cœur un poème chante
Comme au feu bouillonne de l'eau ;
Ma langue est aussi diligente
Qu'aux doigts du scribe le roseau.

O roi, la fleur de notre race,
Si par mes vers je te charmais !...
Ta bouche épanouit sa grâce,
Et Dieu t'a béni pour jamais.

Ceins le beau glaive sur ta cuisse,
Monte sur ton char, doux héros,
Et pour défendre la justice
Presse tes glorieux chevaux !

Lève ta main droite invaincue !
Que les peuples tombent sous toi !
Volez toutes, flèches aiguës,
Au cœur des ennemis du roi !

D'une huile joyeuse et splendide
Dieu te sacre parmi tes pairs ;
Il garde ton trône, il te guide :
Ton sceptre juge les pervers.

Aloès et myrrhe et cinname
S'exhalent de tes vêtements.
Aux palais d'ivoire, ton âme
Rit à la voix des instruments.

Des filles de rois qu'on t'amène
Sont esclaves de ton désir.
A ta droite se tient la reine
Qui ruisselle de l'or d'Ophir.

Ma fille, on dirait que tu pleures ..
Penche l'oreille, ouvre les yeux.
Il faut oublier la demeure
Et le pays de tes aïeux.

Pour ta beauté, pour ta jeunesse,
Vois, déjà s'enflamme le roi.
Sois heureuse de ses caresses ;
C'est ton maître ; prosterne-toi,
Et bientôt, les deux mains remplies,
Accourt la fille de Sidon ;
Bientôt les riches te supplient
D'agréer leurs superbes dons.

Sous des étoffes d'or pesantes
Où resplendissent des fleurs d'or,
O mon maître, on te la présente ;
Et c'est un baume que son corps.

Des vierges suivent la princesse.
Voici qu'elles passent le seuil.
Les danses, les cris d'allégresse,
Tout le peuple leur fait accueil.

Tes fils remplaceront tes pères :
Ils seront princes dans tes bourgs.
Que ton nom royal soit prospère !
Qu'Israël le chante toujours !

PSAUME DE L'EXIL

Aux fleuves de Babel assis, troupe captive,
Il nous souvenait de Sion :
Nous pleurions et nous gémissions,
Suspendant notre harpe aux saules de la rive.
Plus d'airs joyeux ! En vain nous en demandaient-ils,
Ceux qui nous tenaient dans leurs paumes.
Moi, faire résonner tes psaumes,
O temple de mon dieu, sur la terre d'exil ?...
O ma Jérusalem, que ma droite se glace,
Que ma langue colle au palais
Si je peux t'oublier jamais !
Au sommet de ma joie, hélas ! mon cœur te place.
Mais toi, des fils d'Edom souviens-toi constamment,
Dieu terrible ! Au jour des outrages
Edom aboyait, plein de rage :
« Rasez, rasez Sion jusqu'à ses fondements ! »
O fille de Babel, ô race criminelle,
Heureux qui pourra t'égorger !
Heureux qui pourra nous venger
En broyant sur le roc l'enfant à la mamelle !



TABLE

L'alliance	3
Le roi de Sichem	4
Abigaïl	6
La sorcière d'Endor	9
La mort de Saül	11
Lamentation de la mort de Saül	12
Les trois Braves	13
Pour les noces d'un roi d'Israël	15
Psaume de l'exil	17

QUELQUES
REMARQUES OROGÉNIQUES
Sur le Jura

PAR

M. l'Abbé BOURGEAT



QUELQUES REMARQUES OROGÉNIQUES DANS LE JURA

Par M. l'Abbé BOURGEAT.

La chaîne du Jura a été dans ces trente dernières années l'objet de travaux géologiques si nombreux, qu'on se demande s'il reste encore quelques épis à glaner dans le champ où des ouvriers tels que CHOFFAT, BERTRAND, JACCARD, SCHARDT, GIRARDOT, FOURNIER, ROLLIER, BRUCKNER et PENCK ont recueilli de si belles moissons. Assurément tout serait dit sur ce sujet s'il n'était dans la nature des sciences physiques de soulever toujours de nouvelles questions. Un problème résolu en provoque un autre, une observation nouvelle ravive des discussions assoupies ou réclame des explications plus précises. J'ai donc pensé qu'il n'était peut-être pas sans intérêt, d'insérer ici quelques remarques que me suggèrent les travaux accomplis. Toutes n'auront pas, assurément, le mérite de la nouveauté ; mais, si elles peuvent paraître oiseuses à quelques géologues de profession, du moins auront-elles l'avantage de faire mieux connaître notre massif montagneux à ceux qui n'ont pas les revues géologiques à leur disposition.

La *première* aura pour objet l'origine même de la chaîne.

THURMANN, de Porentruy, dans un mémoire resté célèbre, fut le premier à faire remarquer qu'il semble exister entre le Jura et les Alpes une communauté d'origine. Les deux massifs sont très voisins, leur

dernier relief est à peu près de même date puisque sur tous les deux on trouve la Molasse ou le Miocène marin relevé ; enfin lorsqu'on étudie le Jura dans le détail, on voit que ses grands plis sont, pour la plupart, couchés vers l'ouest, comme s'ils avaient obéi à une formidable poussée venue du massif alpin. Cette belle théorie est restée pour beaucoup de géologues comme un principe supérieur, une sorte d'axiome, auquel il n'est pas permis d'apporter le moindre correctif. Pour ma part, j'avoue qu'elle m'a toujours séduit par sa simplicité et qu'au début de mes études géologiques j'étais heureux d'en retrouver la vérification, témoin l'une de mes premières notes à l'Académie des Sciences (1). Si j'étais encore sous l'influence du même entraînement, peut-être serais-je heureux, maintenant que l'on ne voit partout que des charriages, de trouver quelques faits prouvant que non seulement le Jura a des liens de parenté avec les Alpes, mais qu'il n'est lui-même qu'un lambeau charrié du massif Alpin. Il serait si grandiose de voir une partie des formations sédimentaires des Alpes s'écouler par dessus la molasse suisse et venir constituer le Jura.

Mais, si manifestes que soient les liens de parenté des Alpes et du Jura, ils ne peuvent rendre compte de toutes les particularités de la chaîne. L'admirable théorie de THURMANN réclame quelques modifications pour s'harmoniser avec les faits.

Il est d'abord indiscutable que le plissement du Jura ne s'est pas effectué en toute la région sur des terrains de même nature, de même épaisseur et d'une horizontalité parfaite jusque dans les plus grandes profondeurs.

L'étude des assises sédimentaires prouve que le sol avait subi des mouvements antérieurement au Trias et

(1) Note orographique sur la région du Jura comprise entre Genève et Poligny (1882).

qu'à partir de ce terrain la sédimentation ne s'est pas effectuée partout dans les mêmes conditions et avec la même vitesse. En général, la partie orientale, ou voisine de la Suisse, présente des facies et des faunes qui tranchent avec la partie française ; de plus elle semble avoir été recouverte plus longtemps par les eaux. Il n'est pas étonnant, comme j'ai cherché à l'établir il y a 3 ans, que le Jura se ressente dans son relief des plissements antérieurs et de la nature comme de l'épaisseur des couches plissées.

Ensuite, lorsqu'on observe les plissements du Jura, on s'aperçoit qu'ils présentent trois faisceaux distincts que M. ROLLIER a bien mis en lumière. Le premier avoisine la plaine bressanne et court à peu près du nord au sud des environs de Salins aux environs de Lagnieu ; le second borde la plaine suisse et s'étend en chaînes élevées sur tout l'arc concave et oriental du Jura ; le troisième naît à Salins et va mourir aux pieds de la Forêt Noire en courant du sud-ouest au nord-est. Entre le premier et le second s'étale le plateau des monts de Lons-le-Saunier et de Poligny ; entre le second et le troisième se montre le plateau de Nozeroy : à l'ouest du troisième s'étend le grand plateau que traverse la Loue et qui domine à l'est de Besançon la vallée du Doubs. M. ROLLIER aurait pu ajouter qu'aux points où ces faisceaux se rencontrent il y a comme une surélévation du relief : relief du château d'Olipherne à la rencontre du premier et du second ; relief du mont Poupet à la rencontre du premier et du troisième ; relief du Lomont et du mont Terrible à la soudure du troisième et du second.

Quoiqu'il en soit, ces trois faisceaux ont vraiment une certaine individualité. Pour M. ROLLIER, elle est due aux affaissements des régions voisines. Le premier est né de l'affaissement de la vallée de la Saône ; le second,

de celui de la plaine mollassique Suisse ; le troisième, de l'affaissement de la vallée du Rhin.

Il est bien certain que tout affaissement du sol a pour tendance, si elle atteint une valeur sérieuse, de provoquer un mouvement contraire, comme tout pli rentrant provoque un pli saillant ; mais l'inverse est aussi vrai : tout pli saillant provoque un pli rentrant. La question est de savoir qu'elle a été le premier du pli rentrant ou du pli saillant, dans chacune des trois zones du Jura.

En ce qui concerne la Bresse, la discordance de l'Eocène pardessus le Crétacé montre que l'affaissement a commencé dès le début du tertiaire, à une date géologique antérieure au soulèvement de la bordure Suisse, qui présente du Miocène relevé ; mais rien ne dit qu'il soit antérieur aux arêtes voisines de la Bresse qui sont les seules à envisager dans le cas. Nulle part, en effet, jusqu'à ce jour, on n'a trouvé sur ces arêtes du Miocène relevé.

Même incertitude règne sur le faisceau limitrophe de la vallée du Rhin, à raison du caractère des dépôts tertiaires qui paraissent exclusivement d'eau douce. Enfin, du côté de la Suisse, ce n'est pas un affaissement mais un relèvement qu'a subi la région mollassique pour passer de l'état de fond de mer au dessous de 0 à celui de plaine de 300 mètres d'altitude. Peut-être y a-t-il du vrai dans l'explication de M. ROLLIER pour les deux autres faisceaux ; mais sa théorie ne semble guère admissible pour celui qui forme l'arc concave ou oriental du Jura.

Un autre fait, qui a frappé M. BRUCKNER, est le suivant. Lorsqu'on observe l'état de dégradation du Jura, on y distingue tout de suite deux zones ; une zone plus orientale, celle de bordure Suisse, où le relief conserve sa fraîcheur et une zone occidentale où ce relief est plus effacé. Dans la première, les cours d'eau sont commandés

par les arêtes primitives de soulèvement, dans la seconde ces arêtes ont disparu et les cours d'eau, qui ont creusé de profondes entailles dans le sol, ne sont plus guère commandés que par le degré de résistance des terrains. La première apparaît donc plus jeune, la seconde plus ancienne. Dès lors, pour M. BRUCKNER, il y a eu deux stades dans la formation du Jura : un stade plus ancien qui aurait donné naissance à la région des plateaux et un stade plus récent, ou postmiocène, qui aurait produit les plis de bordure helvétique. Ces derniers, en se formant, auraient nécessairement réagi sur le relief ancien et l'auraient rajeuni, tout au moins dans la région qui les touche immédiatement.

Cette théorie de M. BRUCKNER n'est pas sans fondement. Il y a longtemps que les variations de facies m'ont fait croire à un exhaussement plus ancien de la zone occidentale du Jura. J'ajouterai que rien jusqu'ici ne permet mieux qu'elle de comprendre que les phénomènes de renversement se soient multipliés près d'Etival et du Franois à la limite des deux zones, l'une agissant comme un bouclier contre la poussée de l'autre.

Mais il est un autre fait qui me semble y trouver aussi son explication, c'est celui de l'origine des lacs du pied du Jura et la répartition des dépôts glaciaires dans la chaîne. Ce sera l'objet de ma *seconde* remarque.

Le Jura, personne ne l'ignore, fut autrefois visité par les glaciers Alpains qui couvrirent la plaine Suisse et s'élevèrent jusqu'à 1.300 mètres sur le flanc oriental de la Faucille et du Reculet. Lui-même eut ses glaciers particuliers qui descendirent des hautes chaînes vers les régions plus basses. Y eut-il plusieurs périodes glaciaires ? C'est là une question que je laisserai de côté, je me contenterai de dire sommairement comment les dépôts glaciaires se trouvent répartis maintenant sur le Jura. Au Sud, vers Bourg, ils descendent jusque

dans la plaine bressanne et à mesure que l'on remonte vers le Nord leur limite se rapproche des hautes chaînes. Ils se montrent bien encore sur les bords de la plaine à Domblans, à Poligny, à Arbois, à Mouchard et à Marnoz ; mais, à partir de là, il faut, pour en retrouver la trace, suivre une ligne légèrement sinueuse qui prend le Jura en écharpe et qui se retire vers les hautes chaînes de bordure helvétique à mesure que l'on se rapproche de Bâle. De 250 mètres d'altitude, près de Salins, elle monte à plus de 700 mètres aux environs de St-Hippolyte et de Délémont, et laisse même en dehors de l'aire glaciaire les chaînes du Lomont et du mont Terrible. Cette aire, très large au Jura méridional et surtout au Jura central, devient ainsi très étroite aux environs de Bâle.

Quelle est la cause de cette singulière répartition ? Est-ce que la région Nord était, à même altitude, moins froide que la région Sud, ou bien est-ce que les dépôts glaciaires y auraient été plus facilement enlevés que du côté de Poligny et de Salins ? Peut-être. Mais, si les deux hypothèses sont possibles, elles ne le sont que dans une certaine mesure. Les différences de température ne peuvent être assez considérables sur des chaînons voisins et orientés de la même façon pour expliquer une aussi grande différence dans l'étendue du glaciaire. J'ajouterai même que, s'il y a une présomption pour une chaleur plus élevée, ce doit-être plutôt en faveur du midi qu'en faveur du nord. Quant à l'érosion, il serait étrange que dans le nord elle n'eut pas laissé quelque lambeau de glaciaire comme témoins. Il me paraît beaucoup plus simple d'expliquer le fait par un affaissement d'une partie du Jura depuis l'extension des glaciers.

M. SCHARDT, dans une remarquable communication faite aux Archives des sciences physiques et naturelles

de Genève, a fait ressortir que les lacs de Neuchâtel, de Bienne et de Morat sont sur le trajet d'anciennes vallées fluviales. Les cours d'eau qui parcouraient ces vallées y ont laissé des alluvions que l'on retrouve dans le fond des lacs avec tous les caractères de stratification des dépôts apportés par les eaux courantes. Ce sont donc des matériaux qui se sont affaissés de toute la profondeur des lacs. Comme les cuvettes lacustres n'ont pas été comblées par les glaciers, il est très légitime de penser que c'est après le glacière que l'affaissement a eu lieu. C'est l'époque aussi, où, d'après l'opinion la plus générale des géologues, les cuvettes lacustres qui sont en bordure sur le nord des Alpes, comme les lacs de Genève, de Thun, de Lucerne, de Zurich, etc., se sont formés par une sorte de rentrée en terre du massif Alpin. Le tassement des Alpes s'est donc fait sentir dans la plaine Suisse et jusqu'à la région du Jura voisine des lacs en question. Il a dû même atteindre le Jura sur une assez grande largeur, car plusieurs de ses petits lacs, comme ceux des Rousses, de l'Abbaye, de St-Point, du Franois, etc., semblent dus à la même cause.

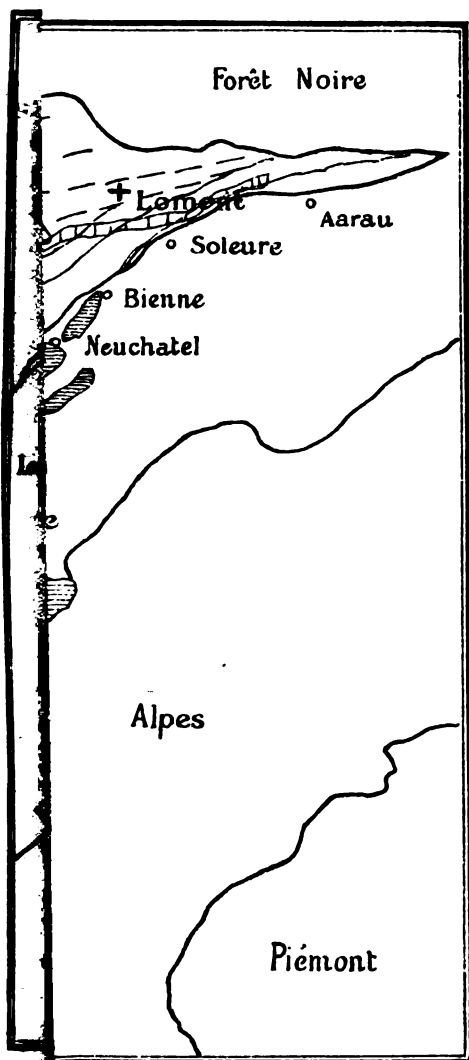
Seulement si les lacs témoignent d'un tassement, leur absence, à moins qu'on ne trouve d'anciennes cuvettes lacustres comblées, sont en faveur de la stabilité du sol. Tel semble être le cas de la région du Jura située au nord du lac de Bienne.

On peut donc admettre qu'elle est restée en place pendant que la zone méridionale du Jura s'affaissait. Pour avoir les altitudes anciennes de celle-ci, il faudrait ajouter, à leur relief actuel, la valeur d'affaissement que suppose la profondeur des lacs, c'est-à-dire à peu près 400 mètres. Ces 400 mètres porteraient la Dôle et le Reculet à plus de 2.000 mètres et augmenteraient dans des proportions sérieuses les chaînes qui dominent

le plateau de Nozeroy et la vallée de l'Ain aux environs de Champagnole. La ligne de partage des cours d'eau du Jura qui court à peu près des Rousses au nord de Salins, formerait une saillie bien plus forte que de nos jours et l'on comprend qu'autour de chaînes aussi élevées et de bombements si puissants, les glaciers aient eu une extension si grande. On comprend, en particulier, qu'il y ait tant de dépôts glaciaires aux environs de Mont-sur-Monnet, de Fraroz et de Bief-des-Maisons et surtout aux environs de Champagnole. On comprend aussi que ces glaciers aient pu déborder les cols de l'Euthe et descendre jusqu'à Domblans, Poligny, Mouchard. Pas n'est besoin, à mon humble avis, de faire intervenir une phase glaciaire spéciale, celle du Wurmsien, pour expliquer une telle accumulation morainique dans le voisinage de la Lemme. Mon opinion est donc que si le Jura n'est pas tout entier de l'âge des Alpes, son relief oriental est néanmoins en relation très étroite avec le massif Alpin. Il est né en même temps que lui : ses cluses ou vallées transversales se continuent dans celles des Alpes ; ses décrochements sont pour la plupart le prolongement des décrochements alpins, et les tassements que les Alpes ont subi postérieurement au glaciaire se sont étendus jusque sur cette partie du Jura, y engendrant des lacs de bordure analogues aux lacs de bordure alpins. C'est donc à cette partie de la chaîne que la théorie de Thurmann resterait tout à fait applicable.

La troisième question que je me propose de traiter ici est celle des éruptions dans le Jura.

Il fut un temps où toutes les questions embarrassantes trouvaient une explication dans les phénomènes éruptifs. C'est à des éruptions d'acides qu'on attribuait les cavités de la pierre meulière dans les environs de Paris, à des phénomènes éruptifs qu'on rapportait les



minerais de fer du jurassique inférieur comme ceux d'Ougney, à de véritables venues boueuses qu'on attribuait les fers siderolithiques en poche du Jura, à des émanations délétères qu'on faisait remonter l'accumulation des débris mélangés de *ruminants*, de *carnassiers* et de *rongeurs*, dans les phosphorites du Quercy.

L'origine éruptive des meulières n'est plus soutenue par personne ; l'origine souterraine des minerais de fer en couche n'a plus pour tenants que quelques ingénieurs attardés, qui en sont restés aux vieux cahiers de leur chère école ; mais il existe encore un certain nombre de géologues sérieux qui croient aux émanations meurtrières du Quercy, et qui pensent que le fer siderolithique du Jura est dû à de véritables éruptions boueuses. Leur principal argument, sur ce dernier point, est que certaines des poches du siderolithique sont fermées par en haut, ce qui ne peut s'expliquer que par une émission venue d'en bas, jusqu'à la couverture restée intacte.

Il y a là évidemment un fait qui semble ne s'expliquer que par des éruptions. Lorsqu'on y réfléchit toutefois, le phénomène est susceptible d'une autre explication beaucoup plus simple et beaucoup plus en harmonie avec les connaissances actuelles.

Remarquons d'abord que, dans un certain nombre de poches à minerais, se trouvent des restes de *Paleothérium* et d'*Anoplothérium*, c'est-à-dire d'animaux dont l'existence remonte à l'Oligocène inférieur. Sans rien préjuger de la cause qui les a ensevelis dans les poches, il est intéressant de noter que l'époque de l'Oligocène fut, pour le Jura, une période de calme. Ce n'est que plus tard, vers la fin du Miocène, qu'eurent lieu dans le voisinage les éruptions de l'Hœgaü. Voilà donc des sources geysériennes qui se montrent comme des émanations inattendues et sans relation avec des phénomè-

nes franchement éruptifs, ainsi que cela a lieu le plus souvent. Cette apparition clandestine serait déjà suffisante pour les rendre suspectes.

Mais il y a mieux. Chacun sait que des roches calcaires exposées longtemps aux agents atmosphériques surtout aux eaux chargées d'anhydrique carbonique, finissent par se dissoudre. Si à la surface du sol il existe une dépression, un fond de cuvette, et qu'en quelques points ce fond de cuvette laisse voir le calcaire, c'est à travers le calcaire que les eaux chercheront à s'écouler. Leur passage constant engendrera une poche aux dépens du calcaire dissout, dont il ne restera que les éléments étrangers : du fer, s'il y en avait, de l'argile, si le calcaire était un peu marneux. Ainsi se produisent encore de nos jours ces entonnoirs ou puits perdus qui servent de déversoirs aux lacs ou aux marais dans les combes fermées. Or, au Jura, certaines assises sont riches en fer, ce sont celles du Bajocien, du Callovien et du Néocomien. L'entonnoir n'a qu'à se produire sur de telles roches pour qu'il laisse un résidu granuleux d'oxyde de fer, où les grains seront d'autant plus pauvres en calcaire que le phénomène aura duré plus longtemps.

Qu'est-ce qui maintenant déterminera la place de l'entonnoir ? Deux choses à mon avis : la déclivité du sol et la facilité de pénétration du calcaire, lesquelles deux choses reviennent souvent à une.

Qu'est-ce qui en effet engendre le plus souvent un fond de cuvette si ce n'est un pli du sol ? et qu'est-ce qui rend le terrain plus perméable, si ce n'est l'existence de fentes ou de cassures, qui ne sont souvent que le résultat d'un pli très prononcé ? Il suffit donc qu'il y ait eu, à l'époque de l'Oligocène et même avant, des cuvettes lacustres dans le Jura avec des déversoirs de faible débit pour que le fer sidérolithique en poche ait

été engendré. Or, c'est bien ce que l'on constate le plus souvent ; les poches sont en effet assez riches vers leurs parties supérieures en Paludines et en Planorbes, c'est-à-dire en mollusques d'eau douce. Rien que ce fait aurait dû faire rejeter l'origine éruptive du fer, car vraiment il aurait fallu à l'éruption un don de vision bien particulier pour choisir les cuvettes lacustres comme point de sortie, et une douceur vraiment merveilleuse, pour respecter les coquilles si délicates des Paludines et des Planorbes après avoir si fortement rongé le calcaire.

Quant à la couverture de certaines poches, elle n'a rien d'étrange si l'on songe au trajet souterrain des eaux dans les régions calcaires. Chacun sait que le Doubs est en communication avec la Loue par un réseau souterrain et qu'il lui envoie de l'eau au temps des grandes crues. Le fait fut mis en évidence à l'époque de l'incendie des grandes fabriques d'absinthe de Pontarlier. C'était l'automne à une période de grandes pluies, le Doubs était débordé, le liquide fabriqué qui s'écoula dans la rivière pénétra dans le bassin de la Loue où sa présence fut reconnue plus de 15 jours après. Une autre communication non moins intéressante est celle de l'Orbe des Rousses, et de l'Orbe de Vallorbe, attestée par des expériences à la fluorescéine. Une autre, enfin, qui a été mise en lumière durant la grande sécheresse de l'année 1906, est la communication de la Valsérine avec les sources vaudoises du pays de Gex. On a vu en effet la rivière s'engouffrer tout-à-coup dans le sol un peu au sud de la Lotière et laisser son lit à sec pour reprendre naissance que sous l'apport de l'eau des Sept-Fontaines, tandis que les sources vaudoises d'Allemogne conservaient un débit relativement important. Tout le Jura et toutes les régions à couverture calcaire sont

ainsi parcourues par les eaux qui parfois même y déterminent des affaissements lents.

Il suffit donc que les eaux aient dissout des calcaires au-dessous de la couverture restée en place et qu'elles s'y soient engagées dans quelques cassures pour engendrer des poches sidérolithiques fermées par le dessus.

Faut-il après cela recourir à des émanations pour expliquer la présence des animaux vertébrés dans ces poches. Nullement. Il est tout naturel de croire que l'herbivore venu pour boire, a été enlisé dans la vase et entraîné partiellement ensuite, avec décomposition de ses tissus ; ou bien, si le gouffre d'entrée était à pic, il a pu venir imprudemment brouter les herbages ou les arbustes qui, à raison de la fraîcheur, bordent toujours de tels gouffres. Tombé dedans, cet animal à sabots n'a pu s'en retirer. L'odeur de son cadavre en décomposition a pu attirer des carnassiers, qui moins prudents que le renard de la fable n'ont pas toujours trouvé le moyen de remonter... C'est donc, à mon avis, l'appas de la nourriture ou de la boisson plutôt que l'action de vapeurs hypothétiques qui a attiré les animaux. Les vapeurs ne pouvaient au contraire que les éloigner.

Mais, si ni les minerais bajociens, ni les amas de fer sidérolithiques ne sont éruptifs, il n'y a donc pas eu d'éruptions dans le Jura ?

Des éruptions proprement dites, je ne pense pas qu'on en rencontre jamais ; mais il y a cependant au Jura quelques gites filoniens. On sait que ceux-ci sont dus à des matières amenées à un état liquide ou gazeux, soit directement, soit sous l'influence de dissolvants tels que les eaux chaudes, les chlorures ou les fluorures, etc.

Les gites filoniens que j'ai pu observer sont au nombre de trois. L'un que j'ai signalé à la Société géologique de France est un filon très étroit de zinc et de fer,

dans la Combe-des-Prés, au nord de St-Claude. Là, se présentent tous les caractères des vrais filons. Le minéral est en lentilles quasi verticales, perpendiculaires à peu près aux assises sédimentaires, éloigné de toute dépression ou fond de cuvette : les relations du zinc et du fer y sont celles que l'on trouve dans les filons types ; et de plus les deux bords du filon sont bordés de calcaire à état rhomboédrique qui ne s'explique que par une action de contact.

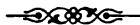
Le second filon est un filon de fer visible aux Brulats tout près du sommet du Reculet. Il est assez épais pour que, malgré sa distance à la vallée de Mijoux, on ait tenté autrefois de l'exploiter. Sa largeur moyenne est d'au moins 6 mètres, il est perpendiculaire à la direction des assises et les calcaires séquanien qui le bordent sont cristallisés en rhomboédres comme ceux qui bordent le filon de zinc des Prés.

Le troisième enfin est le filon d'asphalte de la Combe de Lélex qu'on a tenté d'exploiter, aux environs de la nouvelle caserne de la douane, sur le chemin de Chézery. Il consiste en bitume qui imprègne les assises de l'urgonien redressées. Le bitume n'est pas distribué suivant les lignes des couches, mais il passe d'une couche à l'autre et de bas en haut en formant des mouchetures dans les calcaires. Ces calcaires eux-mêmes sont très pauvres en organismes, ce qui prouve que ce n'est pas à des fossiles comme le croyait Jaccard, que le bitume est dû. Ce dernier a été nécessairement amené de plus bas. Est-il dû à quelques couches de matières organiques profondes qui auraient distillé par pression à l'époque du dernier plissement du Jura, ou est-il d'origine purement minérale, c'est là une question que je ne saurais traiter ici. Peut-être est-il un témoin de réserves houillères en-dessous du Jura. Quoiqu'il en soit il est curieux de constater que ces asphaltes se

se montrent de Pyrimont à Neuchatel à peu près sur le prolongement du bassin houiller de St-Etienne au-dessous du Jura.

A ces trois questions j'en pourrais ajouter quelques autres, comme celle de la présence de certains sables siliceux cristallins dans le Jura calcaire ; celle des poudingues très siliceux de l'Albien, des environs de St-Claude ; celle de la rareté des grands sauriens dans le jurassique du Jura, alors qu'ils sont communs au même niveau dans la région voisine du Jura Souabe, celle enfin de la disparition ou de la permanence de certaines formes animales durant les dépôts jurassiens, mais j'allongerais outre mesure cette note qui n'est pas de nature à divertir les personnes que la géologie n'intéresse point.

BOURGEAT.



LE PRIEURÉ

DE

SAINT-LUPICIN

(Suite).



Ouvrage couronné par l'Académie de Besançon.



Voir la première partie dans les Mémoires de la Société d'Émulation
du Jura, année 1901.

LE PRIEURÉ DE ST-LUPICIN

(Suite).



CHAPITRE VII.

**Les Prieurs : Claude Venet (suite) de Lagrené.
— Construction de la maison prieurale. —
François du Breuil.**

Mis en possession de son prieuré, Claude Venet se soucia peu d'y fixer sa résidence. Il choisit comme « commis prieur » Hugues Coillet qui, selon toute apparence, remplissait déjà les mêmes fonctions sous son prédécesseur. Ce prêtre était aussi « administrateur dans les deniers de l'église parochiale de St-Lupicin » c'est-à-dire amodiatiaire des revenus, au nom du curé Jean Symon de Besançon, qui résidait rarement dans sa paroisse.

L'administration d'Hugues Coillet fut des plus actives. Il réussit à mener à bonne fin les pourparlers, depuis longtemps engagés avec les habitants de La Rixouse, au sujet des redevances dues par eux pour le patronage de leur église (1). Deux jours après l'installation du nouveau prieur, profitant sans doute de la

(1) Voyez supra, chapitre V : démembrement de la paroisse de La Rixouse.

présence à St-Lupicin des paroissiens de La Rixouse venus pour cette cérémonie, il signa avec eux la célèbre transaction reçue par le notaire Vuillard, le 13 mai 1471 (1). On sait que ces derniers devaient « trois milliers d'ancelles à clavin, de trois ans en trois ans, pour l'entretien et manassolage de l'église de St-Lupicin » en raison du démembrement de leur paroisse. Les droits du prieur et du curé furent reconnus par les habitants de La Rixouse et aucune contestation ne s'éleva plus à cet égard, que longtemps après.

Le règlement des droits curiaux avec les mêmes fut un peu plus long. Un procès était pendant depuis plusieurs années. Nous avons vu que par une nouvelle transaction intervenue entre Hugues Coillet et les paroissiens de La Rixouse devant Claude du Sex, notaire à Château-des-Prés, le 15 août 1471, ces derniers consentirent à payer au prieur comme par le passé, la dime de chanvre, les droits sur les bestiaux, les faitages des maisons et enfin les sépultures. De son côté Hugues Coillet se désista de son action en justice et abandonna les deux années de redevance échues jusqu'alors et non acquittées.

Le « commis prieur » prit également une excellente mesure dans l'intérêt de son mandant. Avec un soin particulier, il établit chaque année, un état des revenus du prieuré. Celui qui fut présenté à Claude Venet pour l'année 1476 est parvenu jusqu'à nous. Il se compose de deux parties : 1^o l'état des biens du prieuré ; 2^o la liste des redevances dues au prieur.

Les immeubles sont ceux dont nous avons indiqué les principaux, c'est-à-dire : la maison prieurale, le verger et le curtil au joignant ainsi que diverses pièces de terre et prés sur St-Lupicin, Pontoux, le Patay et Cuttura. L'état de 1476 contient en outre la désignation

(1) Voyez *supra*, *ibidem*.

du champ, lieudit au Pommier, qui avait fait l'objet d'un échange entre Guy Amelnet et Jean Gascon, par acte des notaires Blanchod et Vuillod du 5 octobre 1452 (1) et qui avait servi à agrandir le verger du prieuré.

Les redevances comprennent, comme précédemment, les censes, les petites dimes et les droits curiaux.

Les censes sont assez nombreuses. On y remarque celles dues « par les terres du meix Regnaud esgalées (2) par commise de Messire Jean Band, bachelier es-décrets, à l'instance de Messire Jean Nay, prêtre procureur de Messire Antoine de Montjovent, jadis prieur de St-Lupicin. » Pierre Gagnaire paie huit engrognes et demi pour un « curtil et un chasal assis et situé en la ville dudit St-Lupicin. » Claude Gabet, de La Rixouse, paie « huit gros de roy un chascung an, au jour de la circoncision Nostre Seigneur » en vertu d'un acte reçu par Jean Charnage, notaire, le 16 février 1476. Jean et Claude Symon « pour ce qu'ils tiennent leurs meix estant de la seigneurie mainmortable du prieur, doibvent cense annuelle au jour de feste St-Martin divers (d'hiver), trois bichons de froment et trois demy setiers daveyne et neuf blans argent. » Pierre et Benoit Gagnaire (surnom de la famille Clément) « qui tiennent le molin de Cuttura, doibvent cense annuelle de deux quartes de bled par moytié froment et aveyne payable à la nativité nostre seigneur et à la nativité saint Jean-Baptiste. » Le prieur a droit de moudre au moulin sans émines, mais il doit donner à diner au meunier aux trois grandes fêtes de l'année.

(1) Voyez supra.

(2) L'égalation consistait dans la répartition entre plusieurs co-héritiers ou co-propriétaires des impôts et censes grevant un immeuble indivis.— Godefroy, Du Cange, verbo égalation, esgallement.

A ces censes anciennes, l'état de 1476 en ajoute une nouvelle due par Pierre et Jean Mayot, enfants de Claude Mayot en vertu du testament de leur oncle « Messire Jean Maillot, jadis curé de Gevingna » (Gevingey) qui a légué « pour le luminaire de l'église, tous les ans une pinte d'huyle le jour de tous les saints et quatre deniers comme monnoye à payer au prieur. » Ce dernier doit cependant « la chandoille pour offrir ladite huyle et le disné à celui qui l'offre. »

Les dîmes de charrues, de chanvre et d'animaux sont les mêmes. Les droits curiaux se partagent dans les mêmes proportions qu'autrefois : un tiers pour le curé et deux tiers pour le prieur. Ce dernier garde pour lui seul les mareigles, les droits des relevailles et le patronage de Cernon. Aucune des obligations du prieur, relatives aux fournitures pour le luminaire, le service divin et les sonneries, ne figure dans l'état de 1476.

La même année, Claude Venet prit une part active aux négociations relatives à la réunion de la cure de St-Romain, deuxième paroisse de la ville de St-Claude, à la mense capitulaire. L'abbaye désirait vivement cette réunion, autant pour augmenter ses revenus que pour mettre fin aux contestations nombreuses qui n'avaient cessé de s'élever depuis le ^{xiv}^e siècle entre le curé de cette paroisse et celui de la paroisse de St-Oyen. Le 5 mars 1476, les religieux obtinrent de l'abbé Augustin d'Este, l'autorisation de faire, en cour de Rome, les démarches nécessaires pour obtenir l'union de cette cure à l'un des offices claustraux du monastère. Au nombre des religieux nommés dans l'acte, figure Claude Venet (1) qui avait cédé à Jean Jeannin (2) sa charge de grand Prieur, pour prendre celle de grand chantre, c'est-à-dire la plus importante après celle d'abbé.

(1) Dom Benoit dit Claude Vanet.

(2) Lequel fut remplacé peu après par Pierre du Breuil. — Voyez *infra*.

Pendant quatre ans, on discuta au chapitre sans pouvoir se mettre d'accord sur le point de savoir à quel office serait réuni ce nouveau bénéfice. Enfin le 14 mars 1480, le chapitre donna procuration à Etienne Morel, protonotaire apostolique et à Claude Venet, grand chantre et prieur de St-Lupicin, pour négocier avec le Saint-Siège la réunion de la cure de St-Romain, à l'office de pitancier.

Selon toutes probabilités, Claude Venet se rendit avec Etienne Morel dans la capitale de la chrétienté où il demeura quatre ans. Durant ce temps on ne le voit figurer à aucune assemblée capitulaire de l'abbaye (1). Le 10 décembre 1484, les envoyés du couvent obtinrent du pape Innocent VIII une bulle qui incorpora la cure de St-Romain à la mense du chapitre, à charge par celui-ci de la faire desservir par un prêtre séculier. Le retour de Rome dura quatre mois d'hiver, car le 10 mars suivant, l'abbé Pierre Morel II, par un acte daté de son château de la Tour-du-Meix, donna son consentement à la réunion. Quelques jours après, 25 mars 1485, Guy Nantod, prévôt de la collégiale de St-Anatoile de Salins, délégué par l'évêque de Maurienne, que le Pape avait nommé exécuteur de la bulle, mit le chapitre en possession de ce bénéfice. Claude Venet assista encore à cette cérémonie.

Depuis cette époque, aucun document ne fait mention du Grand Chantre, prieur de St-Lupicin. Les titres relatifs à la confection du reliquaire de St-Lupicin (Mars et Décembre 1485) ne le nomment point (2). Enfin une assemblée capitulaire du 16 septembre 1496 (3), indique

(1) Il est présent à la réunion capitulaire du 8 novembre 1480 où le chapitre prend l'engagement de célébrer la messe fondée par le roi Louis XI. Archives départementales du Jura. Fonds de l'abbaye, layette 17 n° 4.

(2) Voyez *supra*, chapitre V.

(3) Archives départementales du Jura, fonds du grand chantre de l'abbaye.

que le Grand Chantre était alors Pierre Gagneur ; il y a lieu de penser que Claude Venet était déjà décédé.

Quel fut son successeur au Prieuré de St-Lupicin ? Ici se pose une question à laquelle nous n'avons pu, malgré de nombreuses recherches, trouver une solution satisfaisante. Rousset et Dom Benoit sont muets à cet égard. Les archives de l'abbaye de St-Claude ainsi que celles de la cure et du prieuré de St-Lupicin, renferment une lacune pour une période de quarante ans, de 1485 à 1525, c'est-à-dire jusqu'au priorat de François du Breuil. Les quelques titres de cette époque, qui sont conservés, ne permettent que d'émettre des hypothèses.

Nous avons lieu de penser qu'après la mort de Claude Venet, le prieuré demeura vacant jusque vers l'année 1510. Une délibération capitulaire importante prise à l'abbaye le 15 janvier 1508, au sujet d'un ascencement au Grand Chantre, Charles de Civriat, constate la présence d'un assez grand nombre de religieux et de prieurs ; celui de St-Lupicin n'est pas indiqué. Le 3 mai 1510 un inventaire « en un feuillet et demy des reliques, habillemens et ornemens estant en l'église parochiale de St-Lupicin » fut dressé par le notaire Guillaume Dronier à la réquisition des échevins et habitants de la paroisse. Après description faite des objets ci-dessus, la remise en fut faite « au sieur Prieur dudit lieu. » Cet acte qui n'est pas parvenu jusqu'à nous, mais dont il est fait mention dans l'inventaire de 1661, n'indique pas le nom du prieur. En raison des énonciations formelles de cet acte et de l'importance des faits qu'il relate, il n'est pas permis de croire qu'à cette époque le prieuré était encore vacant.

Faut-il en induire qu'en 1510, François du Breuil était déjà prieur de St-Lupicin ? La négative s'impose. L'inventaire des archives de l'abbaye de St-Claude de 1783, cote 359-M, cite, il est vrai, un échange (1) reçu

(1) Ce titre n'existe plus.

par les notaires Sambin et Richard du 6 mai 1507, entre l'aumônier du Bruel ou du Breuil et la famille Faure. Il s'agit, dans cet acte, de Pierre du Breuil, aumônier du monastère, et non de François du Breuil, prieur de St-Lupicin, qui succéda plus tard à son grand-oncle dans son office claustral. D'ailleurs, dans une délibération capitulaire du 18 mai 1511, on peut voir les noms de la plupart des religieux parmi lesquels François du Breuil, alors aumônier, et plus loin la liste des titulaires de tous les prieurés dépendant de la terre de St-Claude. Celui de St-Lupicin est indiqué comme n'ayant pas assisté à la délibération « prior sancti Lupicini contumax. » Il y a plus, dans deux actes des 8 mai 1513 et 9 octobre 1515 et même dans celui du 14 mai 1522 (1), François du Breuil est qualifié seulement d'aumônier du monastère. Le troisième de ces titres relate une nouvelle charge, dont il venait d'être pourvu : celle de prieur de Clairvaux-en-Montagne, mais nulle part, il n'est indiqué comme prieur de St-Lupicin. Or le soin que François du Breuil mit toujours à faire mention, dans les actes le concernant, de toutes les dignités dont il fut pourvu (pitancier, aumônier, prieur de Clairvaux, sacristain de Nantua, protonotaire apostolique) permet d'affirmer que, si en 1522 il ne prenait pas la qualité de prieur de St-Lupicin, c'est qu'il n'était pas encore titulaire de ce bénéfice.

Si donc il est certain qu'il existait un prieur de 1510 à 1525, nous devons avouer que son identité nous est jusqu'à ce jour restée inconnue.

Pourtant, à défaut de documents écrits, ce prieur a laissé la trace certaine de son passage à St-Lupicin, par la construction d'un monument aussi intéressant que la vieille église : la maison prieurale. Il a fait plus ; il a pris soin de faire sculpter dans la pierre à plusieurs

(1) Voyez infra.

endroits son blason, véritable signature qui devait perpétuer sa mémoire dans les siècles. Ces armoiries sont de deux sortes : les unes portent deux chevrons contrariés, c'est-à-dire posés en sens contraire et formant losange ; dans les autres, l'écu est parti, au premier de deux chevrons contrariés et au second à deux fasces accompagnées de six annelets, deux, trois et un. Il semble qu'avec ces données, il devait être facile d'identifier le fondateur de la maison prieurale de St-Lupicin. Le blason aux fasces et aux annelets est inconnu, mais celui aux chevrons contrariés n'est autre que celui des de Lagrené, famille originaire de Picardie (1). Quoique cette province ait donné un assez grand nombre de religieux au monastère de St-Oyan, on n'en rencontre aucun du nom de de Lagrené et la généalogie de cette famille ne remonte qu'au milieu du xvi^e siècle (2). Nous laissons à des chercheurs plus heureux le soin de nous faire connaître celui qui fit bâtir le curieux monument que l'on admire encore aujourd'hui. Malgré les injures du temps et les mutilations que lui ont fait subir, à diverses époques, des propriétaires peu intelligents, il constitue un beau spécimen de l'architecture franc-comtoise au commencement du xvi^e siècle (3).

Cette habitation est construite entièrement en pierres, sa couverture, soutenue par une lourde charpente de chêne, était faite en laves (4) ; par suite de la déclivité du sol, le niveau de ses fondations est en contre-bas de celui de l'église à laquelle elle est atte-

(1) Dont les armoiries sont : de gueules au chevron d'or entrelacé d'un autre chevron renversé d'argent. — Armorial général de J.-B. Rietstap, tome II, p. 7.

(2) Nobiliaire de Picardie par Villers-Rousseville. — Bibliothèque Nationale, cabinet des titres, dossiers bleus n° 376.

(3) Cette maison ainsi que l'église de St-Lupicin mériteraient d'être classées parmi les monuments historiques de la France.

(4) On les a remplacées récemment par des tuiles.

nante. Le prieuré se compose de deux corps de logis, d'un rez-de-chaussée et d'un étage, bâtis à angle droit et reliés autrefois par une tour servant de cage d'escalier (1). La cour, délimitée par la muraille de l'église et les deux bâtiments, était, jusqu'au milieu du XVIII^e siècle, close par un mur percé d'une porte-cochère surmontée d'une guette.

Le bâtiment principal, qui s'appuie contre le transept de l'église du côté sud, renferme au rez-de-chaussée plusieurs salles voûtées prenant jour, les unes à l'est sur les jardins et les autres à l'ouest, sur la cour. Toutes les fenêtres sont couronnées d'une accolade du dessin le plus pur. La façade est percée de plusieurs hautes fenêtres munies d'impostes. Celle du premier étage, éclairant la chambre principale, est géminée. Les ouvertures de la façade ouest, sur la cour, sont moins grandes, à l'exception seulement de celle du centre dont la double accolade et les pilastres sont finement sculptés (2).

Au milieu du bâtiment s'élève une énorme cheminée en maçonnerie traversant le rez-de-chaussée ainsi que l'étage et dont la tête, au-dessus de la toiture, est couronnée de larges vantaux mobiles, suivant la coutume des montagnes du Jura. Quatre foyers accouplés, larges de trois mètres sur deux mètres cinquante de hauteur, s'ouvrent dans l'épaisseur du mur de la cheminée et servent à chauffer deux chambres contiguës au rez-de-chaussée et deux à l'étage. Ces foyers sont construits en pierre étrangère au pays, leurs montants sculptés dans le style général de l'édifice, supportent de lourds manteaux qui s'élèvent jusqu'aux plafonds. Ceux-ci sont formés de solides poutres en chêne et en chataignier et apparentes, reliées entre elles par des solives posées

(1) Cette tour a disparu au XVIII^e siècle.

(2) On a clos, au siècle dernier, cette fenêtre pour en faire une niche dans laquelle on a placé une statue de la Vierge.

à égale distance, sur lesquelles est placé le plancher de l'étage supérieur. Chacune de ces poutres, de toute la largeur de la chambre, repose sur deux corbeaux en pierre, encastrés dans le mur.

Dix de ces corbeaux portent le blason sculpté des de Lagrené. Neuf sont semblables et représentent les deux chevrons contrariés ; un seul est parti, avec les pièces que nous avons relatées plus haut. Un dixième blason aux chevrons contrariés est sculpté sur le couronnement extérieur d'une fenêtre au rez-de-chaussée du bâtiment d'aile.

Les deux chambres principales du premier étage prennent jour à l'est ; de leurs fenêtres élancées, la vue s'étend sur les jardins en triple terrasse, sur le vaste verger et au loin sur les hautes montagnes du Jura.

Sur toute la longueur du bâtiment principal, du côté de l'ouest, règne un corridor éclairé par la grande et les petites fenêtres de la façade sur la cour. Ses voûtes sont formées d'arcatures ogivales dont les nervures élégantes se croisent sous un écu dépourvu d'armoiries. Il conduisait de l'escalier à une petite chapelle particulière contiguë à l'église. Cette chapelle est très curieuse. Elle est éclairée par une petite fenêtre à accolade et l'écusson des nervures de sa voûte porte le monogramme du Christ. Dans le mur mitoyen avec l'église, est ménagée une niche où se trouve une ancienne statue de la Vierge en bois sculpté et peint. Ce mur est percé d'un guichet s'ouvrant sur l'intérieur de l'église et muni d'une trappe en bois, à charnière. Plus bas est également creusé un prie-dieu entièrement en maçonnerie ; de sorte qu'étant à genoux et la porte du guichet ouverte, on a vue dans l'église, directement sur la place où se trouvait le maître-autel avant son déplacement (1).

(1) Il se trouvait autrefois en avant du chœur à la place de la table de communion. Il fut reculé dans l'hémicycle par le prieur Pierre-Jacques Girod en 1684 (Voyez *Infra*).

La chapelle communique directement avec la grande pièce du premier étage, garnie d'un foyer, qui devait être la chambre à coucher du prieur. Cette disposition permettait au frileux prélat, sortant du lit par les froides matinées de l'hiver, de passer dans sa chapelle et, de là, sans être obligé de descendre dans la nef glacée de l'église paroissiale, où il pouvait craindre pour ses bronches délicates un fatal refroidissement, entendre la messe chantée par le curé ou un familier.

Le bâtiment en aile dans la cour, parallèle à l'église, renfermait les communs, la remise et l'écurie ; il a été reconstruit à une époque assez récente. L'auteur de cette restauration a eu l'intelligence de conserver une partie des anciennes fenêtres et de suivre pour les nouvelles le style général de l'édifice.

Pour remédier à la forte déclivité du sol, la partie est de la cour a été remblayée, durant le siècle dernier ; de sorte que l'entrée du bâtiment principal se trouve aujourd'hui en contre-bas du niveau de la cour. Cette réfection, jointe à un affreux badigeon gris-jaune dont on a enduit les murs, gêne beaucoup à l'aspect général de l'édifice, qui pourtant garde encore un cachet particulier d'originalité.

ROUSSET (1) pense que cette maison prieurale « appartient au style ogival usité au ^{xiv}^e siècle ». A notre avis, c'est là une grave erreur. L'architecture de ce bâtiment, ainsi que la décoration de ses fenêtres, qui se rencontrent dans plusieurs monuments et maisons particulières de la Province (2), lui assignent une date

(1) Dictionnaire des communes du Jura. Tome IV. page 49.

(2) La double accolade de la grande fenêtre, ses pilastres et ceux des foyers des cheminées sont exactement du même dessin que ceux de l'hospice de la Charité, rue Battant, n° 18, à Besançon, qui porte le millésime de 1512 (Voyez Castan). Besançon et ses environs. — Rossignot. La Madeleine de Besançon. La maison Mareschal, rue Rivotte, n° 17, en la même ville a été

moins ancienne. VIOLET-LE-DUC (1) estime que ce n'est qu'à la fin du ^{xiv}^e siècle que l'on commença à employer l'accolade pour orner les faces extérieures des linteaux des fenêtres. A l'origine, cette forme est assez rare et peu apparente, c'est-à-dire que l'accolade est à peine indiquée par un trait sur le linteau. Plus tard, elle se dégage et s'accentue; le trait devient une nervure. Enfin ce n'est qu'au commencement du ^{xvi}^e siècle que l'accolade prend une grande importance dans la décoration architecturale et accompagne presque toujours le couronnement des fenêtres ainsi que les arcatures des portes. L'arcature devient double et même triple; ses nervures s'entrecroisent et se mêlent en dispositions les plus diverses et les plus gracieuses, comme on peut le voir dans la grande fenêtre de la façade ouest du prieuré.

Nous croyons donc pouvoir affirmer, que cet édifice fut construit de 1510 à 1516 par le prieur dont le blason est plusieurs fois reproduit dans la pierre de ses murs, c'est-à-dire par le personnage encore inconnu appartenant à la famille de Lagrené. Il n'existe plus aucun traité, aucune quittance ou pièce quelconque relative à la construction du prieuré de St-Lupicin.

Il est permis aussi de penser que les dépenses considérables que nécessita son édification, furent peut-être une cause de l'embarras financier dans lequel se trouva bientôt le prieur. Des contestations graves eurent lieu à cette époque entre ce dernier et l'abbé de St-Claude à raison de l'incertitude des droits respectifs des parties

construite vers 1520 ; l'hôtel Gauthiot d'Ancier, Grande-Rue, n° 13, est de la même époque; l'hôtel de Champagny, rue Battant, 37, ne date que de 1560, quoique son architecture paraisse plus ancienne.

(1) Dictionnaire raisonné de l'architecture française du ^{xi}^e au ^{xvi}^e siècle. Tome I, p. 9 et 10.

sur certaines terres mainmortables. On se souvient (1) qu'aucun acte écrit n'avait été rédigé lors du partage des biens communs du monastère au XII^e siècle et l'abandon par l'abbé au prieur, des terres et redevances attribuées à ce bénéfice.

Ces difficultés aboutirent à la mise sous séquestre des revenus du prieuré de St-Lupicin, ordonnée en 1516 sur les instances de l'amodiataire ou Procureur général de l'abbaye, par l'abbé Pierre de la Baume (2). « Ce prélat » dit D. MONNIER (3), « avait des idées grandes, libérales, généreuses, comme en témoignent hautement les affranchissements qu'il accorda aux serfs de ses terres, et dans lesquels ces idées étonnantes pour l'époque, sont jetées comme des pierres d'attente pour des circonstances plus décisives ». Ayant reconnu la légitimité des revendications du prieur de Saint-Lupicin, il donna mainlevée du séquestre; « inclinans » dit-il « à la requête de plusieurs gens de bien, qui de ce nous ont prié et requis et aussy que ne voulons aulcunement consentir que lon baille vexation indhue à personne ». Dans cet acte, daté de son château de la Tour du May, le 18 juin 1518 (4), Pierre de la Baume impose une seule obligation au prieur: « il sera tenu de faire affere par gens que luy avons député, recognoissances desdites terres déppendant dudit Priorey affin que lon ne joigne avec icelles aulcunes de nos terres et mainmortes à notre préjudice ». Il est très probable que ces reconnaissances n'eurent jamais lieu car les mêmes difficultés surgirent à plusieurs époques, jusqu'à la

(1) Voyez Supra, chapitre IV.

(2) 1477-1544. Nommé abbé commendataire de St-Claude en 1510, archevêque de Genève en 1528 et de Besançon en 1542.

(3) Annuaire du Jura, 1858, p. 153.

(4) Archives départementales du Jura. Fonds de St-Lupicin. Parchemin original portant la signature de l'abbé et copie du même titre sur papier.

veille de la suppression du prieuré. On continua à se référer à un livre des « reconnaissances des droits de l'abbé sur la paroisse de St-Lupicin » dressé par Jean Charnage en 1414. Cet état établi, avec le plus grand soin, indique les noms des mainmortables ainsi que les terres par eux possédées. Sa forme rappelle celle du « Livre d'or des vassaux de la terre de St-Claude » (1).

D'après ROUSSET (2), le bénéficiaire de cet acte de justice aurait été François du Breuil ; c'est là une pure allégation qui ne repose sur aucune donnée certaine. Le titre de 1518, comme d'ailleurs la mainmise de 1395 (3), ne porte le nom d'aucun prieur. Nous persistons à croire que François du Breuil n'était pas encore titulaire du prieuré de St-Lupicin en 1518, et qu'il n'en fut pourvu que vers l'année 1526.

GUICHENON (4) pense que la famille du Breuil était originaire de Picardie, mais il déclare qu'on n'en a aucune preuve. Ses armoiries étaient : écartelé au 1^{er} et 4^e d'or au griffon d'azur, (du Breuil) au 2^e et 3^e fascé d'or et de gueules de six pièces, à l'aigle d'azur sur le tout, couronné d'argent (de Chatard). Sa devise : Celare divinum opus (5).

Les du Breuil tirent leur origine de Jean du Breul, damoiseau marié à Catherine de Surrion, qui vivait en 1300 et 1345. Son fils Jean eut plusieurs enfants parmi

(1) Parchemin de 15 feuillets grand format, aux archives départementales du Jura. Fonds général de l'abbaye. Inventaire de 1783. Cote 1738.

(2) Ibidem, tome IV.

(3) Voyez Supra, chapitre VI.

(4) Histoire de la Bresse et du Bugey.

(5) Il ne faut pas confondre cette famille avec celle du même nom originaire de la Haute-Saône, dont les armoiries sont : « d'azur au lion d'or, au chef cousu de gueules, chargé de trois trèfles d'argent ». — Dictionnaire historique de la France par Lalarme. — Galerie héraldo-nobiliaire de Franche-Comté par Suchaux.

lesquels Hugonin du Breuil, chevalier, seigneur de Corlier, qui épousa en 1427 Guyonne de Chatard, d'une famille originaire de Nantua. C'est en souvenir de cette alliance que les armes des du Breuil furent écartelées avec celles des de Chatard. Ces derniers eurent neuf enfants parmi lesquels : Philibert du Breuil, seigneur de l'Isle qui continua la lignée ; Jean du Breuil religieux et chambrier à l'abbaye de Nantua ; Etienne du Breuil religieux au même monastère, prieur de Saint-Alban et Pierre du Breuil grand vicaire et infirmier à Nantua, puis, en 1476, grand prieur de l'abbaye de St-Oyan-de-Joux. A la même époque, cette abbaye possédait plusieurs autres religieux issus des diverses branches de la famille du Breuil (1) : Jean du Breuil qui assista aux chapitres généraux pour l'établissement des statuts de 1448 ; Guillaume du Breuil, prieur de St-Romain-de-Roche, qui paraît dans l'acte (2) de réunion de la cure de St-Romain à la mense capitulaire, le 5 mai 1476 ; enfin Gilet du Breuil, qui figura à côté du grand prieur Pierre du Breuil dans la procuration donnée pour la même affaire, par le chapitre à Claude Venet, prieur de St-Lupicin, le 27 mai 1480.

Philibert du Breuil, chevalier, seigneur de l'Isle-en-Bugey « fut conjoint par mariage (3) à Anne de la Baulme, d'où sortit une longue lignée » notamment trois fils : Claude du Breuil, seigneur de l'Isle, écuyer du duc de Savoie, qui laissa lui-même plusieurs enfants

(1) L'une de ces branches était établie à Viry. Lors de l'enquête de 1449, relative aux difficultés entre Etienne Fauquier et son chapitre, pour l'application des statuts (voyez Supra, chap. VI) noble Guillaume du Breuil est entendu comme témoin, par les députés du Parlement. Il déclare être originaire de Nantua, prévôt en partie de Viry, habiter cette localité depuis 20 ans et être âgé de 30 ans. — Dom Benoit, tom II, p. 189 et 192.

(2) Voyez Supra, le prieur Claude Venet.

(3) Guichenon. Histoire de la Bresse et du Bugey.

parmi lesquels : Maxime du Breuil, religieux et chambrier au monastère de Nantua et François du Breuil, prieur de St-Lupicin.

En 1484, le grand prieur, Pierre du Breuil abandonna son office pour prendre celui d'aumonier de St-Oyan, par suite de la résignation faite en cour de Rome par le titulaire, Henry Berchault (1). Dès lors, on le voit figurer en cette qualité dans plusieurs délibérations capitulaires, notamment celles des 16 septembre 1496 et 8 avril 1499, jusqu'à celle de 1508 (2).

Ce fut sous ses auspices que François du Breuil, son petit-neveu, entra à l'abbaye de St-Claude, vers 1496. Lors de la délibération du chapitre du 8 avril 1499, citée plus haut, François du Breuil « de Lisle » n'était que simple religieux.

En 1511, il succéda à son grand'oncle dans l'office d'aumonier (3), puis devint pitancier en 1518, (4) et prit part à la plus grande partie des délibérations annuelles du chapitre (5).

En 1522, il devint prieur de St-Nithier-de-Clairvaux-en-Montagne (6) et peu après sacristain « esluz et confirmé » de l'abbaye de Nantua. En 1526 (7) il parut dans

(1) Procès entre l'aumonier de St-Mauris et le cèlerier Marc de Montagut en 1638. Archives départementales du Jura. Fonds de l'aumonerie.

(2) Archives départementales du Jura. Fonds général de l'abbaye.

(3) Délibération capitulaire du 18 mai 1511. Franciscum de Bruello helemosinarium ; et celle du 17 juillet 1521. Annuaire du Jura 1880, p. 350.

(4) Dom Benoît, tome II, p. 457.

(5) Notamment celles des 8 mai 1513, 1^{er} octobre 1515, 9 avril 1532. — Dom Benoît, tome II, p. 428.

(6) Transaction du 14 mars 1522 entre le couvent et les échevins de St-Claude, au sujet du cimetière de la paroisse de St-Oyan. Fonds général de l'abbaye.

(7) Parchemin avec sceau. — Archives départementales du Jura. Fonds du prieuré de St-Lupicin.

une vente par Louis Symond à Jean Gascon du 26 juin de cette année, comme prieur de St-Lupicin, en attendant qu'une nouvelle faveur de la cour de Rome, lui donne le titre de protonotaire apostolique. Enfin, en 1540 l'abbé de St-Claude le nomma prieur commendataire de Sirod (1).

Malgré la diversité de ces charges François du Breuil eut une prédilection particulière pour son prieuré de St-Lupicin, où il passait la plus grande partie de l'année, en été surtout, dans la maison prieurale nouvellement construite à côté de la vieille église du monastère de Lauconne.

(1) Dom Benoit, tome II, p. 328.

CHAPITRE VIII.

La familiarité de St-Lupicin. — Ses statuts. — Sa reconnaissance par le prieur.

Le développement considérable pris par le clergé séculier, à la fin du XIII^e siècle, se continua durant tout le quatorzième. Nous avons vu (1) qu'elles en furent les causes : la décadence de la vie monastique et l'impossibilité, pour les roturiers, d'entrer dans les chapitres nobles. Cependant la ferveur du peuple n'ayant point diminué, il se trouva une telle surabondance de prêtres, que les évêques ne purent les pourvoir tous, de cures ou de vicariats. Ceux qui préférèrent rester libres ou ne trouvèrent point d'emploi ecclésiastique, se réunirent en petites communautés séculières que l'on appela « des familiarités ».

Plusieurs auteurs (2) voient, dans cette institution, une sécularisation des communautés religieuses dans certains prieurés et monastères de second ordre. C'est là une erreur facile à réfuter. La vie religieuse cessa dans les prieurés et les anciennes celles monastiques dès le XIV^e siècle, ainsi qu'en fait foi le Pouillé, cité par Duxob (3), qui en parle comme d'un fait depuis longtemps accompli. Or, la création des familiarités ne remonte qu'au milieu du XV^e siècle. L'espace qui sépare ces deux dates marque, d'une façon très exacte, d'une

(1) Voyez *infra*, chapitre V.

(2) Dom Benoit, Tome II, page 123.

(3) Histoire du Comté de Bourgogne, tome I. Preuves.

part la diminution du nombre des religieux, et, d'autre part, la progression toujours croissante du nombre des prêtres séculiers. Enfin, sans parler de la division qui a toujours existé dans l'Eglise entre les deux clergés, et qui rendait impossible une pareille transformation, il suffit de remarquer que plusieurs familiarités furent établies, là où il n'y avait jamais eu de prieuré ou de celle monastique (1).

Ce changement dans les mœurs, qui amena la diminution du nombre des vocations monastiques et mit en faveur les communautés séculières, fut loin d'être préjudiciable aux intérêts généraux de l'Eglise. Tandis que les monastères donnaient aux fidèles l'exemple du luxe et du relâchement, les familiarités comptèrent dans leur sein des prêtres dévoués, dont le zèle et le désintéressement firent l'édification des paroissiens. Ces humbles serviteurs de Dieu, issus du peuple, furent, à cette époque, les véritables soutiens de l'Eglise romaine, violemment menacée par les attaques redoutables de la Réforme.

La vie des familiers était des plus simples. Logeant dans des maisons séparées, le plus souvent dans leurs familles respectives ou mettant en commun, à deux ou à trois, leurs modestes revenus pour vivre économiquement, ils se réunissaient dans l'Eglise paroissiale, à certaines heures de la journée, pour chanter les offices liturgiques. Le curé et son vicaire, qui faisaient de

(1) Dom Benoit, contrairement à l'avis émis par lui quelques lignes auparavant, dit lui-même (tome II, page 127) : Après que les moines eurent abandonné dans notre pays les innombrables paroisses dont ils étaient autrefois les pasteurs, il semblait que nos églises allaient être privées des chants liturgiques... Dieu suscita de toutes parts des clercs fervents... qui s'associèrent dans le service de la majesté suprême... Ces associations sont connues sous le nom de familiarités. — Tome II, p. 127.

droit partie de la familiarité, trouvaient, dans leurs confrères, des aides toujours empressés pour l'administration des sacrements et les fonctions du service pastoral. Dès l'établissement d'une familiarité dans une paroisse, on voit les fidèles lui apporter des offrandes, à charge de faire dire des messes et des prières pour leurs parents défunts. Ces fondations forment dès lors le patrimoine de la familiarité, dont les revenus se partagent entre les divers membres.

A l'origine, aucun acte écrit ne régla les conditions d'admissibilité, ni les droits et obligations des familiers ; les habitudes locales et les coutumes de l'église étaient les seules règles en la matière. Deux conditions seulement semblent avoir été exigées de tout temps pour être reçu au nombre des familiers ou chapelains d'une église.

1° Etre prêtre, c'est-à-dire apte à remplir la fonction principale du familier, qui est l'office divin.

2° Etre né et avoir été baptisé dans la paroisse où est établie la familiarité : *nati et renati in loco*.

Cette condition assez singulière paraît avoir été la cause du peu de développement de la plupart des familiarités, — Pourquoi cette restriction ? — Pourquoi éloigner de l'association des membres distingués, capables de lui donner du relief et de la prospérité ? — On en a donné plusieurs explications. Certains ont voulu y voir une garantie de cet esprit de solidarité qui attache plus étroitement les uns aux autres des individus qui sont nés sur le même sol, qui ont les mêmes goûts, les mêmes habitudes, les mêmes aspirations et qui, la plupart du temps sont issus de familles unies par les liens de l'amitié et de la parenté. De là le nom donné à ces communautés (1). Cette considération ne nous paraît pas sérieuse. La véritable raison, à notre

(1) Dom Benoit, loco citato, p. 128.

avis, n'est autre que cet égoïsme jaloux que professent encore de nos jours, dans les campagnes, les habitants d'un village vis-à-vis de ceux des localités voisines. Les offrandes qui constituent le bien commun de la familiarité sont le fruit des économies et du travail des seuls paroissiens ; cette source risquerait de tarir si des étrangers venaient à en profiter. Les fondations sont acquittées par les pères, les frères, les parents des familiers ; l'intérêt personnel conseille à ces derniers de ne pas partager avec d'autres ce qu'ils considèrent comme venant d'un bien de famille. Il y a plus. Cette préoccupation de ne pas diviser à l'excès les revenus communs les mettra en garde même les uns vis-à-vis des autres. Dans plusieurs statuts, on fixe à l'avance, d'une façon immuable, le nombre maximum des familiers. « Il est avantageux », disent ceux de St-Romain, « qu'il y en ait un petit nombre qui s'acquittent dignement du service divin, plutôt qu'un grand nombre qui les remplissent avec précipitation et d'une manière ridicule (1) ». Cet argument, dont la transparence n'échappera à personne est vraiment bien peu concluant !

Il ne faut donc pas s'étonner de voir certaines familiarités, autrefois prospères, dépérir au cours du xvii^e et du xviii^e siècle, faute d'adhérents. Lorsque la Révolution supprima ces communautés, il n'en existait plus que quelques-unes, en pleine décadence, dans la terre de Saint-Claude.

La paroisse de Saint-Lupicin, par son importance, permit de bonne heure la création d'une familiarité. La réunion de plusieurs prêtres, autour de l'antique église paroissiale, remonte au commencement du xv^e siècle. La première des fondations faites à son profit, date de

(1) Archives de l'évêché et de la ville de Saint-Claude. — Dom Benoit, tome II, p. 283.

1431. Elle est constatée ainsi qu'il suit dans un inventaire des papiers de la familiarité, dressé deux siècles plus tard, par le notaire Bel le 22 juillet 1661, document sur lequel nous aurons à revenir : « Plusieurs papiers enfilassés ensemble contenant en quatorze feuillets escripts seulement chascun en la première page, plusieurs obligations et recognoissances pour les sieurs familiers. Premier une obligation sur Estienne Jangon de saint Lupicin de la somme de vingt francs receue et signée Gabet le treizième juin lan quatre cent trente et un ».

Depuis cette époque, toute une série de fondations furent faites au profit de la familiarité. Le même inventaire de 1661 cite notamment celle de Jean Bouffard-Margueron de Saint-Claude, reçue par Huguet, notaire, le 29 mai 1489. En même temps la familiarité reçut, pour l'acquit de fondations perpétuelles, des terres notamment « une demy soipture de prel de Jean Dronier de Ravilloles pour une messe le pénultième jour de may, jour de la translation des reliques de Monsieur saint Lupicin », acte Voyssat, notaire, du 8 mai 1459. Enfin Messire Claude Regaud de Ravillolles, prêtre, Claude Regaud, son frère, et Claude Nicod, communs en biens firent par acte de Jean Gref, notaire, du 28 mai 1456, donation de plusieurs pièces de terre sur Ravilloles aux familiers, à charge de célébrer neuf messes pour les fondateurs et leurs parents.

La faveur dont la familiarité jouissait à cette époque est affirmée de la façon la plus manifeste par l'empressement des paroissiens à remettre aux familiers, Jean Nicod, Jean Nan (1) et Loys Liéban, leurs offrandes pour

(1) Famille de Lavans, Guillaume Nan fut affranchi par l'abbé Etienne Fauquier en 1459. Livre de Bourgeoisie fol. 46. — Archives de la ville de Saint-Claude. — Dom Benoit, tome II, p. 219.

la confection du reliquaire du bras de St-Lupicin (1485)(1). On a vu que, malgré l'abstention du prieur et du curé, les sommes recueillies dépassèrent de beaucoup le prix convenu avec l'honnête orfèvre lédonien et permirent à Etienne Gale de ciseler le superbe objet d'art qui fait encore aujourd'hui l'admiration de tous (2).

Durant les premières années du xvi^e siècle, la ferveur des fidèles prend un nouvel essor, grâce au zèle d'un enfant du pays, Jean Clément, dit Benoit, qui administra la paroisse de Saint-Lupicin pendant plus de quarante ans, et cumula avec ses fonctions de curé celles de « notaire publique en la terre de Saint-Oyan de Joux ». L'inventaire de 1661 cite un grand nombre de fondations et anniversaires faits par des paroissiens et dont il dressa les actes. Ceux auxquels leurs modestes ressources ne permettaient pas d'offrir des biens-fonds ou des capitaux de rente, promettaient des redevances en nature : le 11 septembre 1508, par acte de Dronier, notaire, Pierre Denis Janet, et Jeannetta, son épouse, constituent au profit des familiers une reconnaissance « de la cense annuelle d'un bichon de froment » pour des messes.

Les principales familles du pays se distinguèrent par leur générosité. Les de Pra, qui avaient fait restaurer à leurs frais la chapelle de droite à l'église, contiguë au Prieuré, la firent placer sous la vocable de saint Sébastien et en obtinrent le droit de collation. Le 4 juin 1502, Claude de Pra, religieux de Saint-Oyan, en pourvut le familier Pierre Nicod de Ravilloles (3).

(1) Voyez supra, chapitre V.

(2) Plusieurs offres d'achat ont été faites à la fabrique, qui a toujours refusé, à juste titre, de s'en désaisir, même au profit de l'Etat.

(3) Celui-ci devint plus tard hospitalier de Saint-Thiébaud de Foillet, actes des 8 octobre 1525 et 8 juillet 1526.

Quelques années après, par acte du curé-notaire Jean Clément, du 22 mars 1511, le prévot Nicolas de Pra fit cession aux familiers d'une « cense annuelle de trois sols estevenants sur Claude Rolet et Jacques Vincent de Laven » pour une messe (1).

La famille de la Tour ne pouvait non plus manquer de manifester à la fois sa piété et sa puissance. Vers la même époque, elle fit réédifier à ses frais une partie de la vieille église, c'est-à-dire la chapelle de gauche. Cette restauration ne fut pas heureuse ; l'agrandissement de cette chapelle rompt la symétrie de la nef et la grande fenêtre ogivale percée dans la nouvelle muraille fait tache au milieu du style roman de l'édifice. Pourtant une petite fenêtre en plein cintre fut conservée ; elle est munie encore aujourd'hui d'un petit vitrail aux armes des de la Tour.

Ceux-ci paraissent avoir conservé pendant quelques temps certains droits et privilèges sur cette chapelle. Le 6 mai 1514 Claude Boria ou Dronier de Ravilloles céda aux familiers « une cense de cinq sols estevenants » pour une messe à la chapelle ou « autel de la Tour ». Louis de la Tour, écuyer, et Pierre de la Tour, religieux de Saint-Oyan, donnèrent leur consentement à cette fondation qui fut acceptée par « noble Nicolas de Pra » oncle du prévot, Pierre Bruyand, de Patay, Claude Patillon, Jean Regaud et Claude Dronier, tous prêtres, au nom de la familiarité. Celle-ci comptait encore dans son sein, outre les familiers dont les noms précèdent, le curé Jean Clément et Hugonin Damelet (2).

Le 12 novembre 1518 « honorables Louys et Claude Girard, clercs, frères de Cuttura » désireux d'entrer dans la familiarité, consentirent au profit de celle-ci, par acte du notaire Clément, et sous le cautionnement

(1) Inventaire de 1661.

(2) Acte du 27 janvier 1507.

de Jean, fils de Claude Clément de Saint-Lupicin, une rente annuelle de « seize gros trois blans une engrougne en principal de vingt francs ».

La plus importante de ces fondations fut celle de trois messes, l'une « le lundy des trépassés », l'autre « le mardy de la Trinité » et la troisième « le samedi de Notre-Dame » faite par Michel Jeannin de Saint-Claude, écuyer, et Jeanne de Boisset, sa femme, aux termes d'un acte reçu par le notaire Huguet, le 23 avril 1521 (1). Par cet acte, les donateurs firent cession au profit des familiers de divers droits qui leur avaient été vendus suivant contrat signé par M. Jobelin, notaire, le 23 décembre 1584, par Louis d'Autrisel ou d'Autriset de Châtillon, écuyer (2). Ces droits estimés « en cas de rachapt à seize vingt frans » consistaient, 1^o dans « les droict, part et portion de bled que le vendeur » avait « en dismes de la paroisse de Saint-Savin et lieux de Barestannes (Bareteine), Champvaulx et Cessard », et 2^o en « trois frans de cense annuelle et perpétuelle que luy auroient esté accoutumé payer au jour de foire froide de Poligny par furent Pierre et Anthoine Bobilier, de Poligny » ; 3^o enfin d'autres « mesmes censes assizes sur certains champs et vignes dénom-

(1) Inventaire de 1661. Cotes 106 et 107.

(2) Cette famille possédait le fief de mairie du bourg de Châtillon-sur-Courtine, appelé Autrisel. Henri d'Autrisel vivait en 1300. Jean d'Autrisel (1430) fut le père de Pierre et de Jeanne d'Autrisel, mariée à Pierre de Nancuisse. Pierre d'Autrisel, châtelain de Chatillon (1463), eut un fils Louis d'Autrisel dont il est ici question.

Le fief d'Autrisel entra dans la famille d'Ugna (voir le procès de 1559), puis dans celle de Beaurepaire ; vendu en 1657, il échut par mariage aux Alviset. — De Lurion. Nobiliaire de Franche-Comté, p. 39 et 40. — Rousset, tome II, p. 34.

L'inventaire de 1661 appelle les d'Autrisel : d'Autriche. Cette dernière famille d'origine lorraine n'a rien de commun avec les châtelains de Chatillon.

més aud. tiltre ». Nous verrons que cette donation fit plus tard l'objet d'un procès au Parlement entre les familiers et l'héritier de Louis d'Autrisesel, au sujet de la faculté que celui-ci s'était réservée de « pouvoir raimber, reavoir et reachepier lesd. drois desd. dismes toutes et quantes fois que luy » plairait (1559-1560). Cette fondation était encore acquittée régulièrement un siècle et demi plus tard (1).

La prospérité naissante de la familiarité de Saint-Lupicin, le développement de son patrimoine et l'augmentation du nombre de ses membres lui firent une obligation d'établir ses « statuts » ; véritable acte de société, dont l'approbation par l'autorité ecclésiastique devait lui donner la personnalité morale et établir des règles fixes pour les conditions d'admissibilité et les obligations professionnelles de ses membres.

Ces statuts ne sont point parvenus jusqu'à nous ; pourtant suivant toute probabilité ils doivent exister, en original ou en copie, dans les archives de l'évêché de Saint-Claude (2). L'inventaire des titres de la familiarité dressé en 1661, en fait mention dans les termes suivants, sous la cote deux : « Un livre de parchemin « contenant en langue latine et en cinq feuillets et « quart escripts, les statuts de la familiarité dud. « Sainet-Lupicin, signé par D^m R^{dsmum} Dunoto et « scellé du scel de Monseigneur le R^{dissime} archevêque « de Besançon, enfermé dans une bouëtte de sapin « pendante, datté du vingtième daoust mil-cinq-cent « vingt et un ».

(1) Règlement des offices par l'officialité à la requête du curé Marquis. Voyez infra.

(2) Ces archives, que Dom Benoit seul parmi les érudits, a été admis à parcourir, renferment des documents fort intéressants sur l'Abbaye de Saint-Oyan que l'on a prudemment réservés lors du transfert de ce fonds au dépôt départemental.

En l'absence de ce document dont l'étude serait pour nous fort intéressante, il est permis de penser que ces statuts devaient être rédigés dans le même sens que ceux de la familiarité la plus voisine, celle de Saint-Romain, deuxième paroisse de la ville de Saint-Claude.

Ces derniers furent établis le 14 août 1496 et approuvés par le cardinal d'Épinay, archevêque de Lyon (1). Ils comprennent en vingt deux articles, « les anciens règlements édictés par les chapelains, en y apportant les modifications jugées nécessaires, afin que nul dans le présent et à l'avenir ne puisse, sous prétexte d'ignorance, les enfreindre en quelque manière (2) ».

Le postulant doit avoir une vie irréprochable et une science suffisante, savoir chanter, lire les évangiles et satisfaire à l'obligation dite « nati et renati in loco ». Il doit, après avoir payé ses droits de réception, prêter serment d'observer les statuts et de conserver les droits de la familiarité. À la mort d'un familier, les autres élisent son successeur. Les familiers doivent assister aux cérémonies du dimanche et des jours de fêtes, et célébrer les messes de fondation. Ils se réunissent à l'église au son de la cloche pour délibérer sur leurs affaires ; les décisions se prennent à la majorité des voix. Un procureur est nommé pour gérer les intérêts communs et un économe prend soin des ornements, livres et vases sacrés dont il est responsable. Toute contravention à la règle, tout manquement à la discipline sont punis d'amendes qui varient suivant la gravité des fautes.

Tels sont les règlements qui très probablement régissent la familiarité de Saint-Lupicin. Le procureur

(1) Dom Benoît, tome II, page 284, indique par erreur comme date de cette approbation le 8 août 1496.

(2) Dom Benoît, tome II, p. 282 et 283. Archives de l'évêché de Saint-Claude.

s'appelait receveur, ses fonctions étaient annuelles ; les droits ou lettres de réception variaient entre six et neuf francs. Le nombre des familiers fut, à l'origine fixé à sept, mais il changea fréquemment et tendit plutôt à diminuer qu'à augmenter.

Parmi les familiers de cette époque, quelques-uns seulement sont connus : le curé Jean Clément, Pierre Nicod, Guillaume Charnage (1), Pierre Damas, reçu en 1526 (2), Claude Favier (3), Guillaume Dronier qui succéda au familier Jean Nicod à la cure de Masiles (4), et qui remplaça le curé Jean Clément dans les fonctions de notaire à Saint-Lupicin (5), Pierre Girard (6), enfin Pierre Clément, curé de Frangy (7).

La formation, par acte régulier, de la familiarité eut pour conséquence d'accroître le nombre des libéralités des fidèles, certains de voir leurs fondations acquittées régulièrement, dans la suite, par les membres de la communauté.

L'inventaire de 1661 en fournit la preuve par les nombreux titres de fondations et de prêts consentis à des particuliers, dont il fait mention, et qui attestent l'importance de sa fortune à cette époque : Reconnaissance d'une dette de dix francs par Jean Bel, de Cuttura,

(1) Obligation Bel, 8 octobre 1525.

(2) Reconnaissance de dette de 6 francs, 8 gros pour sa réception, 26 juin 1626.

(3) Obligation Barondel, 16 décembre 1523, reconnaissance de dette par les échevins de Cuttura, 8 juillet 1526, transaction entre la familiarité et François du Breuil, 21 août 1528.

(4) Obligation Bel, 8 octobre 1525.

(5) Obligation Thorat-Nicod, 21 février 1523. Il reçut aussi l'acte du pont de Lizon du 22 mars 1529.

(6) Obligation Bel, 8 octobre 1525. Reconnaissance de dette par lui et son père Claude, 25 février 1531.

(7) Obligation Bel, 8 octobre 1525, et celle des échevins de Cuttura, 8 juillet 1516. Transaction du 21 août 1528. Obligation Barondel, 16 décembre 1533. Frangy, village de l'arrondissement de Louhans (Saône-et-Loire).

8 octobre 1525, obligation de 60 francs par les prud'hommes et échevins de Cuttura, 8 juillet 1526. Six familiers figurent dans le premier de ces actes et quatre dans le second ; souvent plusieurs familiers représentent les autres dans ces traités dont la liste serait trop longue à citer.

Une nouvelle générosité de la famille de Pra vint encore augmenter le patrimoine de la familiarité. Le 10 novembre 1526 (1), devant le notaire A. Sappel, intervint entre « noble Nicolas de Pra et demoiselle Guyonne Glasne sa femme, d'une part et Hector, fils de Claude de Pra, de Meussia », neveu de ces derniers, d'autre part, une transaction relativement « aux derniers de mariage de ladite Guyonne. » Les reprises de celle-ci furent fixées à la somme de cent florins qu'Hector de Pra fut chargé de payer à sa tante, moyennant la cession « d'une grange dite es Amourades, proche Saint-Lupicin, avec ses dépendances. » Par acte postérieur du 20 février 1527 (2) reçu des notaires Romanet et Louyset, Guyonne Glasne fit donation à la familiarité de Saint-Lupicin de sa créance de cent florins sur Hector de Pra. Cette donation fut consentie à charge par les familiers de célébrer une messe « à haulte voix en l'autel de saint Sébastien » dans la chapelle de Pra, « tous les mercredys de l'année ». A la fin de cette messe qui devait être sonnée « à sept coups de berlement de la grosse cloche » ils devaient ajouter « un respond des trépassés sur la tombe des d. sieurs de Pra ». Quelques années plus tard, à la mort de Guyonne de Pra, les familiers durent prendre une délibération à l'effet de poursuivre contre Hector de Pra, l'exécution de ses engagements (3).

(1) Inventaire de 1661, cote 103.

(2) Ibidem, cote 104.

(3) Ibidem, cote 111.

L'importance de cette libéralité constitua, pour la familiarité de Saint-Lupicin, une véritable fortune. Tant que les largesses des fidèles n'avaient pas dépassé quelques pièces de terre ou quelques rentes d'une valeur relative, le Prieur n'en avait pas pris ombrage. Mais quand il s'aperçut que, par ses richesses, la familiarité devenait une puissance redoutable pour son autorité, il résolut de réagir. Mécontent aussi de voir que cette association s'était constituée sans son consentement et qu'elle avait prospéré grâce à son absence et à celle de ses prédécesseurs; jaloux de n'en point partager les revenus, de jour en jour plus considérables, il voulut faire sentir à ces prêtres roturiers qu'il était le maître et seigneur dans son prieuré.

Quelques années après la prise de possession de son bénéfice prieural, François du Breuil partit en guerre contre la familiarité. Il se prétendit, à tort du reste, « vrai recteur, chef et patron de l'église de Saint-Lupicin. » Le curé et les familiers s'empressèrent de lui dénier le droit de prendre ces titres. En effet, si dans les siècles passés, le prieur de Saint-Lupicin avait été recteur, c'est-à-dire curé primitif de la paroisse monastique, il y avait longtemps que par suite de la sécularisation de la paroisse et l'abandon du service pastoral par les moines (1) les prédécesseurs de François du Breuil avaient cessé d'être curés de Saint-Lupicin. Depuis plusieurs siècles aussi les prieurs avaient dédaigné d'habiter le prieuré et de s'occuper des affaires de la paroisse pour vivre luxueusement à l'abbaye du revenu de leurs offices claustraux. S'ils avaient conservé par vanité et par intérêt le titre de prieur, ils n'avaient plus gardé aucune autorité morale sur les paroissiens, aux yeux desquels le véritable chef spirituel était le

(1) Voyez *supra*, chapitres IV et V.

curé desservant. Enfin le droit de patronage (1) sur la cure de Saint-Lupicin appartenait sans conteste, non pas au prieur mais à l'abbé de Saint-Claude. Celui-ci avait toujours nommé les curés et il exerça ce droit, sans interruption, dans la suite.

Les prétentions de François du Breuil étaient donc, à cet égard, injustifiées. La familiarité avait pu valablement se constituer et recevoir l'approbation de l'archevêque sans que le Prieur ait eu à donner son consentement, car cette institution ne portait aucune atteinte aux privilèges de son bénéfice. Mais où l'on voit la véritable préoccupation du Prieur, c'est moins dans la revendication de ses droits honorifiques que dans son désir jaloux de participer aux revenus de la nouvelle association. Il soutint que lui et ses prédécesseurs, tant absents que présents, avaient toujours « eu le droit, en fournissant le pain et le vin pour l'administration du service divin, de prendre double portion des biens donnés et fondés annuellement, ainsi que les deux tiers des oblations, sépultures et autres droits provenans en icelle église ». A cela les chapelains répondirent, avec raison, que le règlement des droits curiaux entre le Prieur et le curé, ne les regardaient point ; que le patrimoine de la familiarité était absolument distinct de celui de l'église. De même qu'eux ne prétendaient rien percevoir dans les droits curiaux afférents au service pastoral exercé autrefois par le Prieur et depuis par le curé, de même ils entendaient que le Prieur ne participât point aux revenus propres de la familiarité. Le Prieur refusa d'admettre cette distinction juridique si facile à saisir et si conforme aux lois les plus élémentaires de la logique. Un procès s'engagea.

(1) Ou collation était le droit pour une personne ou une abbaye de nommer aux bénéfices créés par elle, quand ces bénéfices venaient à vaquer. — J. GÉRARDIN, *Etude sur les bénéfices ecclésiastiques aux xvi^e et xvii^e siècles*. Nancy, 1897, p. 25.

François du Breuil s'empressa « d'impêtrer ung
« monitoire de vénérable et religieuse personne Messire
« Pierre Chol, prieur de Vaux soub Poligny, conser-
« vateur des privilèges de lad. abbaye et monastère
« dudit Sainet-Oyan et membre dicelle. » Ce monitoire
tendait à faire déclarer la familiarité de Saint-Lupicin
« nulle et de nulle valeur, les chappellains n'ayant
« aulcun pouvoir de faire ny ériger en lad. église aulcune
« familiarité » sans que le consentement du Prieur
« ny fust antévenu. »

Pierre Chol, qui n'avait rien à refuser à un de ses confrères de l'abbaye, délivra le monitoire que le Prieur fit aussitôt mettre à exécution (1). Les familiers répondirent que « la monition ci-dessus désignée était « obressiffe » que leur société existait depuis longtemps et « que jamais iceluy sieur Prieur ny ses prédéces-
« seurs ny avoient mis empeschemand ». Ils obtinrent du Parlement de Dôle des lettres patentes en vertu desquelles ils firent commandement « aud. sieur aulmonier et prieur de cesser et faire cesser les poursuites et exécutions dud. monitoire. » Le prieur répliqua « que lesd. sieurs curé et chappellains avoient obrep-
tissement et subreptissement exposé à ladite cour souveraine le contenu de leur supplication. » Il menaça de « les tirer en court de Rome immédiatement. » Mais, s'étant ravisé, il adressa un placet à Marguerite d'Autriche, gouvernante des Pays-Bas et princesse souveraine de la Franche-Comté (2) pour obtenir l'autorisation de plai-

(1) Voir la transaction du 24 août 1528.

(2) Marguerite d'Autriche (1480-1530), fille de Maximilien archiduc d'Autriche et de Marie de Bourgogne, fille unique de Charles-le-Téméraire.

A la mort de Philippe-le-Bon (1505), qui avait été reconnu souverain des Pays-Bas, l'empereur Maximilien confia la régence de ce royaume à la veuve de celui-ci et la créa princesse souveraine de la Franche-Comté, jusqu'à sa mort.

der devant la cour du Parlement de Dôle. Sa requête fut agréée. La cour était saisie et avait déjà fixé un ajournement, quand, à la médiation du grand Prieur de l'abbaye (1), une transaction intervint entre les parties.

Cet acte important qui servit de base, dans la suite, pour le règlement des droits respectifs des prieurs, curés et familiers, fut passé le 21 août 1528, au cloître du monastère de Saint-Oyan, pardevant les notaires Jean Blanchoz, Jean Azinguet, Philibert Girod et Jean Huguet (2). Les parties contractantes étaient d'une part le Prieur François du Breuil et de l'autre : Jean Clément, curé de Saint-Lupicin, Guillaume Dronier, curé de Masiles, Pierre Clément, curé de Frangy, Claude Favier et Pierre Damas, familiers déjà connus, agissant tant en leurs noms que comme se portant forts des autres chapelains. L'archevêque de Lyon, Charles de Cyvria, chantre et grand Prieur de Saint-Oyan, prieur de Cunfin (3), Jean de Marlia, enfermier, prieur de Ciroz (Sirod), Pierre de Viry, chambrier, prieur de Sessoit (Cessy) (4), Humbert Ougnier (d'Ugna), rectorier, prieur de Chasnes, Guy Bonnard et Pierre de la Tour, tous religieux de l'abbaye, assistèrent à la rédaction de ce traité. Il fut convenu ce qui suit :

Les parties se désistèrent respectivement de leur action en justice et reconnurent le fait acquis. « La

L'administration de Marguerite d'Autriche fut pleine de fermeté et de sagesse. Elle protégea les lettres et les arts : c'est elle qui fit construire la superbe église de Brou. — BLONDEAU DE CHARNAGE, Abrégé de l'histoire de Marguerite d'Autriche. Paris, 1764, in-12. Bibliothèque de Pontarlier.

(1) Charles de Cyvria, voyez infra.

(2) Archives départementales du Jura. Fonds du Prieuré de Saint-Lupicin. Parchemin et copie assez inexacte sur papier, du xvii^e siècle.

(3) Diocèse de Langres. Pouillé du xv^e siècle. Dom Benoît, Tome II, p. 116.

(4) Diocèse de Genève. Ibidem.

familiarité de lad. église dud. saint Lupicin demeurera érigée et sera maintenue perpétuellement en icelle église, laquelle led. sieur aulmonier et prieur a louée, ratifiée et approuvée, loue, ratifie et approuve par cestes.»

Le prieur aura droit, non pas, comme il les réclamait aux deux tiers mais à « double pourtion des fondations, « donations et légats fais et à faire en lad. familiarité, « quest à entendre le double ou deux fois austain que « lung desd. familiers, pour lesquels il sera tenu de « faire desservir en lad. église comme l'ung deux.» C'est pour satisfaire à cette obligation que, dans la suite, le prieur, en amodiant les revenus du prieuré, chargea le fermier, clerc ou laïc, de pourvoir à la desserte en son nom.

De plus, comme le prieur, en vertu des anciens usages, touche des paroissiens certaines redevances et « qu'il prend double pourtion, il mestera pain, vin et luminaire à ses frais pour le service dicelle église perpétuellement.»

Les fondations, acquisitions de rente ou de censes seront faites aux noms du prieur, du curé et des chapelains. Ces derniers en rendant compte annuellement des revenus de la familiarité, devront appeler le prieur ou son amodiataire.

Lors de la présentation d'un nouveau familier, « le prieur ou son commis aura la première voix pour iceluy recepvoyr ou refuser », l'élu prètera serment entre les mains du prieur en présence du curé et des chapelains.

Les titres de fondation seront renfermés après inventaire dans un coffre fermant à trois clefs, dont l'une restera entre les mains du prieur, la seconde sera remise au curé et la troisième à l'un des familiers.

Enfin une dernière condition, assez pénible pour l'amour-propre des familiers, leur est imposée : « les

curé et familiers seront tenus obéir aud. prieur et ses successeurs es cas raisonnables concernant le divin office de lad. familiarité et église, partant que de raison.» Par suite de l'absence des prieurs et de leur indifférence presque générale pour les affaires de la communauté, les familiers n'eurent pas, dans la suite, trop à souffrir de la domination de leurs chefs ; seuls les derniers prieurs firent sentir lourdement le poids de leur autorité.

Ce traité devant les sages prescriptions duquel chacun n'hésita pas à s'incliner, ramena la paix entre le prieur et les familiers de Saint-Lupicin. Contrairement à ce qui se passe d'ordinaire entre gens d'église, chaque partie pratiqua loyalement vis-à-vis de l'autre le pardon des injures, suivant le vœu du Christ.

François du Breuil fit plus. Voulant donner à la familiarité dont il devenait le chef, une preuve de sa générosité, il fonda en l'église de Saint-Lupicin « une messe à haulte voix qui se doit dire tous les vendredys de l'année.» Par l'acte reçu du notaire J. Azinguet le 3 juin 1529 (1), il « délivrat aux sieurs familiers soixante et dix francs et assignat semblable somme de soixante et dix francs, parfaissant sept vingt, sur quantités de pièces de terre spécifiées aud. tiltre, sizes aud. lieu de Saint-Lupicin.» Ce fut pour répondre à l'intention du prieur que les successeurs de François du Breuil, usufruitiers des terres ajoutées par lui au patrimoine du Prieuré, durent acquitter une rente annuelle de cinq francs au profit de la familiarité. Bien peu d'entre eux se soucièrent jamais de la payer.

D'autres donations suivirent celle du prieur, parmi lesquelles il y a lieu de citer celle d'un anniversaire à la chapelle des Crozets, où chaque dimanche un familier

(1) Inventaire de 1661, cote 4. Ce titre n'existe plus dans le fonds du Prieuré.

allait dire la messe, fondé par Jean Barondel, dit Ripa, dud. lieu. Dans l'acte reçu le 16 décembre 1533 figure un nouveau familier : Hugues Damelet (1), neveu de l'ancien chapelain Hugonin Damelet. A la même époque, le village des Crozets fournit à l'église de Saint-Lupicin, un nouveau prêtre : Jean Tournier (2) qui ne fit partie de la familiarité que fort peu de temps.

La fortune mobilière de la familiarité s'augmenta bientôt par de nouveaux dons, notamment celui de cinq écus d'or par « Loys Maréchalet et Marguerite sa femme » (acte Fusier du 23 janvier 1543). Le 27 juillet 1544, la familiarité vendit un pré à Leschères, lieud. la Feste, provenant d'un legs pieux, ce qui lui permit de consentir, à titre de placements de fonds, de nombreux prêts à des particuliers de la paroisse et des environs (3). L'un des débiteurs, Claude Margueron-Grossard, de Saint-Claude, ayant nié sa dette et refusé de payer, les chapelains, qui n'avaient pas de titre de créance, le menacèrent de la vieille arme, déjà rouillée à cette époque, de l'excommunication. Comme autrefois entre les mains de Guy Amelnet (4) les foudres de l'église restèrent impuissantes contre la mauvaise foi du débiteur. Excommunié et interdit par l'officialité de Lyon le 26 septembre 1538, Margueron-Bossard ne paya pas le moindre « petit blan », malgré une « aggravation de lad. excommunication », une « réaggra-

(1) Présent à un acte de reconnaissance de dette Tournier du 20 janvier 1531.

(2) Obligation par lui et son frère Claude à la familiarité, acte, ci-dessus du 20 janvier 1531.

(3) Reconnaissance de dette de 15 écus d'or par Guillaume Dronier, curé de Masilles et Nicolas Dronier, curé de St-Pierre, au profit de la familiarité, du 22 janvier 1543, « de onze vingt et quatorze francs (234) » par les consorts Clément, de Cuttura, du 23 novembre 1544.

(4) Voyez supra, chapitre VII.

vation pour la seconde fois » et même « plusieurs réaggravations » ultérieures (1).

Dans la deuxième partie du xvi^e siècle, la familiarité de Saint-Lupicin fut particulièrement prospère. En 1540, elle reçut dans son sein deux nouveaux « chapelains desservans » Pierre et Jean Clément frères, de Cuttura (2), neveux de Pierre Clément, curé de Frangy, et deux ans après, Claude Gascon, qui devint plus tard chanoine et surchantre à l'église métropolitaine de Saint-Etienne à Besançon (3). Celui-ci, par acte du 10 septembre 1542, fonda son anniversaire avec « miserere, gloria patri et de profundis » sur la tombe de ses parents, en l'église de Saint-Lupicin. La même année, la familiarité reçut encore Claude Fusier (4) qui fut, dans la suite, fermier du Prieuré. En 1544, le nombre des familiers s'accrut encore par la réception de Guillaume Chavériat (5) et de Pierre Putet (6).

Nicolas Dronier, de Ravilloles, entra dans la familiarité en 1541, sous les auspices de son oncle Guillaume Dronier (7). Il était de plus curé de Saint-Pierre-Daillien (8). A la mort du curé Jean Clément, il lui succéda et conserva ses fonctions pendant trente années environ.

(1) Inventaire de la familiarité (1661) : « cinq petites bandes parchemin signées Roy. »

(2) Acte du 23 novembre 1540. Vente du Pré de la Feste, 27 juillet 1544.

(3) Quittance de ses « livres de réception », 23 novembre 1544 et 10 mars 1545.

(4) Fondations Gascon des 3 et 10 novembre 1542. Quittance de « six livres estevenantes, à cause de sa réception », 23 novembre 1544,

(5) Vente du pré de la Feste, 27 juillet 1544.

(6) Obligation Fusier, 28 novembre 1544.

(7) Obligation Maréchal, 11 octobre 1544.

(8) Obligations de 15 écus d'or par lui et son oncle à la familiarité, 22 janvier 1543.— Saint-Pierre-Daillien, localité inconnue aujourd'hui.

Le vieux curé Jean Clément s'éteignit à l'automne de 1544 (1). Il avait fait, durant sa vie, de nombreuses fondations à l'église et augmenté celles de Benoit Clément, son père, et de Pierre Clément, dit Benoit, son frère. Jean Clément, dit Benoit, son autre frère, et Romain Clément, son neveu, qui recueillirent son héritage, engagèrent un procès devant l'officialité de Besançon, pour faire régler la part à la charge de chacun d'eux dans ces fondations. A la médiation du familial Girard, une transaction intervint devant le notaire Varondel, le 6 mars 1549.

L'année précédente (1548), la familiarité avait perdu son premier recteur, le Prieur François du Breuil.

(1) Nicolas Dronier paraît comme simple familial dans la vente du pré de la Feste, le 27 juillet 1544 et comme curé à la quittance des droits de réception Fusier, du 28 novembre 1544.

CHAPITRE IX.

Les Prieurs. — François du Breuil (suite). — Blaise Payot.

L'administration du prieuré de St-Lupicin par François du Breuil fut sage et éclairée. Loin d'en gaspiller les biens comme le firent certains de ses successeurs, il les accrut.

Le 16 septembre 1528, par devant le notaire Jean Azinguet (1), il se rendit acquéreur « pour luy et ses successeurs prieurs dud saint-Lupicin, d'une pièce de terre arable assise au territoire dud. St-Luppicine au lieu appelé « en Pomier » contenant environ une pose et demy, touchant devers souloil (soleil) levant, vent et bise, la terre de Etienne Vuaille et ses parsonniers sauf ses aultres meilleurs et plus vrays confins » moyennant « le pris et somme de vingt escuz dor au souloil et de pois, heuz et receuz » comptant. Cette acquisition fut faite de « Loys de la Tourt de saint Luppicine escuier tant en son nom comme de Françoise de Léa sa femme absante et de Messire Pierre de la Tourt religieux du monastère de saint Oyan-de-Joux, son frère aussi absant » dont il promit la ratification.

Cet immeuble, ainsi que ceux acquis par les précédents prieurs ou concédés par l'abbaye, formèrent un petit domaine contenant environ six poses ou journaux « continentes sex posas vel circa » (2) au lieudit en

(1) Archives départementales du Jura. — Fonds du prieuré, parchemin.

(2) Voyez infra le traité de 1529.

Pomier « loco appellato en Pomier » qui avait pour limites : « juxta commune dicti loci ex boreis, juxta ortum Antonii Vuaille ex oriente, juxta commune appellatum le Chaney ex vento et juxta vividarium [le verger] dicti prioris ex occidente, salvis suis aliis verioribus confinibus. » Or il arriva que bientôt le prieur fut troublé dans la paisible jouissance de sa propriété. La vaine pâture existait à St-Lupicin de temps immémorial « animalia villae et communitatis dicti loci sancti Lupicini comedabant vanam paturam, in omni tempore, fructibus earundem terrarum levatis. » Et comme la coutume du pays permettait de clore les vergers, mais non les prés et les champs « non erat assuetus illas [terras] claudere vel barare » les animaux venaient manger l'herbe des prés achetés par le prieur aux consorts de la Tour, entraient dans le verger du prieuré et souvent rongeaient l'écorce des arbres fruitiers.

François du Breuil, désireux de remédier à cet état de chose, consentit à un sacrifice considérable. Le 2 mars 1529, par acte du notaire Guillaume Dronier, il acheta de la communauté de St-Lupicin le droit de clore ses propriétés « jus facultatem et potestatem dicto domino elemosinario (le prieur était également aumônier de St-Oyan) pro se et suis successoribus, ut ipse possit et valeat in futurum perpetuo tempore, claudere et fermare dictum pratum de Pomier supra confinatum. » Le tout à ses risques et périls « taliter quod animalia non possint in eodem loco intrare » et même sans recours contre ceux des habitants qui, par mégarde, y laisseraient paître leurs bestiaux « et casu quo intrarent quod dictus dominus elemosinarius non possit illos aut aliquem illorum ponere in emendam, nec etiam debeat se facere satisfacere damnum. » Pour prix de cette concession le prieur versa à la communauté quatre écus d'or. De plus il s'engagea à faire

achever à ses frais les réparations devenues nécessaires au pont de Lizon (1), qui étaient à la charge des habitants de St-Lupicin et même à acquitter en leur nom ce qu'ils pouvaient encore rester devoir sur les frais de construction de ce pont, les déchargeant en outre, pour l'avenir, de toute contribution à cet égard « quod dictus dominus elemosinarius tenebitur, prout id facere promisit, dictos habitatores de sancto Lupicino facere exemptos, quod ut tenebuntur esse contribuales ad reparationem pontis de Lizon et illos etiam facere tenere quittos de impensis predictos de sancto Lupicino, occasionne dicti pontis facti. » Dans ce traité (2), dont le protocole porte le nom de Pierre de la Baume, abbé de St-Claude (3), la communauté de St-Lupicin est représentée par Antoine Vuaille et Claude de la Tour ses prud'hommes et leurs conseillers, Jean Fusier et Claude Michaud ; Jean Clément, curé de St-Lupicin, et Etienne Baroz, curé de St-Claude, y figurent également comme témoins.

L'année suivante, le prieur arrondit encore son domaine par l'acquisition qu'il fit le 11 mai 1530, « vice nomine et ad opus sui et suorum dicti prioratus sancti Luppicipini in futurum successorum » des frères Louis et Jean Symon de St-Lupicin. L'acte (4) d'achat reçu par Jean Clément, prêtre et notaire, en présence d'honorable Louis de la Tour, écuyer (scutifier), et du familier Pierre Clément, désigne de la manière suivante l'immeuble vendu : « videlicet unam raissiam ortus sitam in villagio dicti sancti Luppicipini, loco dicto en

(1) Hameau de St-Lupicin sur la rivière du même nom.

(2) Archives départementales du Jura. — Copie délivrée par Pierre Clément en vertu d'une commission de Louis de Rye le 25 avril 1548.

(3) Voyez supra, chapitre VII.

(4) Archives départementales du Jura. — Fonds du Prieuré, parchemin dépourvu de sceau.

curtil de petit Simon, continentem seynailliam unius bichonis canapis vel circa, juxta pratum communalem ex oriente, juxta ortum dictorum venditorum ex borea, juxta Symisterium (le cimetière) sancti Luppicini ex occidente et juxta et a longo ortum dicti domini prioris, qui illum acquisivit a dictis Symon venditoribus (1) ex vente. » Le prix est de quatorze francs « quatuor decimorum francorum monaia currante in comitatu Burgundiae, habitorum et receptorum per dictos Symon venditores a dicto domino emptore. »

Le repos dont le prieur espérait pouvoir jouir dans sa paisible demeure de St-Lupicin ne tarda pas à être encore une fois troublé. Le soin particulier qu'il apportait à l'embellissement de son prieuré lui fit oublier son office claustral et le patrimoine des pauvres dont il avait la charge. L'administration de l'aumônerie de St-Oyan avait été très négligée par ses prédécesseurs. Leur incapacité et leur incurie avaient laissé les comptes en désordre, les revenus se dissiper, les meubles se perdre et les bâtiments tomber en ruines. François du Breuil ne sut point ou ne voulut point réagir contre cet état de choses. Il fallut que la justice civile intervint. En 1532, le Procureur général du Parlement de Dôle intenta un procès à l'aumônier et fit mettre sous séquestre les biens de son office. Après de longues enquêtes et expertises, la cour rendit son arrêt le 14 février 1533. Elle rappela à François du Breuil et à ses successeurs les obligations de leur charge, qui étaient de faire distribuer des secours aux pauvres à la porte de l'aumônerie, de loger et héberger pour une nuit les pauvres passants, de leur fournir un repas et enfin de les faire soigner s'ils étaient malades. Elle prescrivit d'entretenir à l'hôpital du monastère au moins « huit lits garnis de leurs linceux, coïtires et couvertures » et

(5) Ce titre n'existe plus.

de maintenir un convers et une converse pour s'occuper des pauvres (1).

Cet avertissement paraît avoir, pour le moment du moins (2), produit quelque effet. François du Breuil s'occupa, d'une façon plus active, de son office et de la seigneurie de Chaumont dont les dîmes formaient le plus clair des revenus de l'aumônerie. Il adressa le 24 mai 1533 une requête au Grand Juge Jean le Moyne, pour faire nettoyer la rue de la Villette, près du Bugnon, le long des murailles de l'hôpital de l'abbaye (3). Il fit faire des réparations à cet édifice et obtint du chapitre, le 15 mars 1547 des subsides pour payer les travaux de la couverture d'un nouveau dortoir.

Malgré ce surcroît d'occupations, François du Breuil n'en continua pas moins à faire de son prieuré de St-Lupicin sa résidence préférée qu'il quitta momentanément en 1540 comme député par le chapitre pour visiter les prieurés de la Bourgogne et de la Savoie (4). De 1530 jusqu'à sa mort, il parut non seulement dans la plupart des assemblées capitulaires de l'abbaye, mais encore dans divers actes concernant des particuliers de St-Lupicin. Son nom figure dans de nombreux titres d'achat ou d'échange pour lesquels il lui est payé, à cause de sa directe, des droits de lods. Il consentit également plusieurs affranchissements réels ou personnels au profit de sujets de son prieuré. Le principal est celui des Girard de Cuttura.

(1) Archives départementales du Doubs. — Parlement de Dole. — Archives de la ville de St-Claude. — Dom Benoit, tome II. p. 312-318.

(2) Le désordre continua sous les successeurs de François du Breuil, à tel point que le 3 mars 1620, l'abbé Ferdinand de Rye dut supprimer la perpétuité de cet office et en fit une commission temporaire et révocable.

(3) Dom Benoit, tome II, p. 311.

(4) Dom Benoit, tome II, p. 325.

Notre Province fut, dans tous les temps, une pépinière inépuisable de soldats. Au xvi^e siècle, de nombreux francs-comtois s'enrolèrent dans les armées de Charles-Quint. Beaucoup le suivirent dans ses luttes incessantes en France, en Espagne, en Flandre, en Italie, en Hongrie et à Tunis. Leur courage et leur fidélité étaient si appréciés que plusieurs se rencontrèrent dans l'entourage même de l'empereur-roi.

L'un deux, Claude Girard dit Groz de Cuttura, fils d'un mainmortable de la terre de St-Claude, quitta son village « de son jeune âge et de son propre mouvement et jugement naturel suyvis la court et service de l'empereur Charles cinquième du nom. Auquel service iceluy Claude a desja heu par sa vertu et dextérité de sa personne de grandes et honestes charges, mesmes sur le faict des guerres que sa majesté a heu au royaume de Thunis (1535) et ailleurs, tant par mer que par terre contre les Turqz et infidelles, esquelles sad. majesté a obtenuz grande et glorieuse victoire à la louange de Dieu... Esquelles led. Claude sest aidez (aidé), honestement conduict et acquités de manière que sad. majesté désire lavancer et extoller à plusieurs grands honneurs et estat telz que ses mérites le requièrent (1). » A la cour, Claude Girard remplissait les mêmes fonctions que Hugues Cousin, frère du chanoine Gilbert Cousin, de Nozeroy (2) ; tous deux étaient écuyers fouriers, c'est-à-dire préposés à l'organisation intérieure de la maison impériale. Charles-Quint, chez qui la reconnaissance était une des principales qualités, n'oublia point les deux francs-comtois. Hugues Cousin qui, par sa naissance, appartenait déjà à la bourgeoisie fut anobli, ainsi que ses quatre frères, par lettres du 17

(1) Voyez infra l'acte d'affranchissement de 1543.

(2) Voir : La Famille Cousin de Nozeroy. — Mémoires de la société d'Emulation du Jura 1899, p. 271-272.

octobre 1555, quelques jours avant l'abdication de l'empereur. La générosité de celui-ci se fit moins attendre à l'égard de Claude Girard.

En 1541, Pierre de la Baume, archevêque de Besançon et de Genève, abbé commendataire de St-Oyan de Joux, se trouvait à la cour impériale. Charles-Quint lui parla de son fidèle serviteur ; « le seigneur de Rye, baron de Neufchastel, Rahon, Longepierre, etc., son premier sommelier de corps et le Seigneur de la Chaulx, gentilhomme de sad. majesté » louèrent la vertu du serf du Jura. Tous trois, sur le désir exprimé par Claude Girard, prièrent le cardinal-abbé, dont le fourier était sujet mainmortable, de l'affranchir de sa condition servile. L'empereur lui-même remit à Claude Girard une lettre datée de Lucques du 17 septembre 1541, dans laquelle il manifestait sa volonté à cet égard. Pierre de Baume ne put que s'incliner devant l'ordre de son souverain.

Revenu dans son abbaye, il consentit, par acte du 14 juin 1543 (1) un affranchissement personnel au profit non seulement de l'écuyer-fourier de l'empereur, mais encore de Claude Girard son père, Jean et Jean Girard ses oncles, Nicolas et Jean Girard ses cousins, Claude, Claude, Jean et Jacques, enfants de son frère décédé Claude Girard, Humbert, Pierre, Lupicin et Antoine, fils de l'un de ses oncles, prénommé Jean, et enfin de Jean et Claude, fils de son autre oncle, portant le même prénom de Jean, tous communs en biens. De plus, il accorda à cette famille l'affranchissement réel de toutes leurs propriétés sises dans la paroisse de St-Lupicin, dont l'acte contient la longue énumération. De son côté l'abbé reçut pour prix de cet affranchis-

(1) Archives départementales du Jura. — Fonds du Prieuré de St-Lupicin : copie de 14 feuillets faite par les notaires Clément et Gascon.

sement « deux cens escuz dor au souleil de bon et juste pois ». Cette façon commode, pour l'empereur, de faire des largesses avec la bourse d'autrui, ne plut que médiocrement aux religieux de St-Claude et surtout au prieur de St-Lupicin à qui appartenait la directe seigneuriale sur plusieurs terres des Girard.

A cette époque, l'abbaye cruellement éprouvée par la perte de ses possessions en Suisse, ne songeait pas à résister à l'empereur d'Allemagne, son seul soutien contre les protestants. Dans une assemblée capitulaire du 26 mars 1544, à laquelle assista François du Breuil, elle ratifia l'affranchissement au profit des Girard. Cependant elle ne le fit pas sans arrière-pensée, car ceux-ci ayant demandé au Parlement de Dole l'enregistrement de leur acte d'affranchissement, le chapitre forma opposition. Par un arrêt du 15 décembre 1545 (1), la cour les maintint dans l'exercice de leur privilège ; notification de cette décision ayant été faite au chapitre, celui-ci, profitant de la mort de Pierre de la Baume, arrivée peu auparavant, résista encore. Il fallut la menace d'une séquestration générale de tous leurs biens, pour venir à bout de la mauvaise volonté des moines. Enfin, par une délibération du 30 mai 1548 (2), le chapitre se décida à donner procuration à Claude Balet, Anatoile Poly, Hugues Denys et Jean de St-Maurice, notaires à Dole, pour consentir à l'exécution de l'arrêt de 1545.

Cet acte est le dernier dans lequel figure le nom de François du Breuil. Dès 1544, courbé sous le poids des ans, il avait obtenu l'autorisation de résigner en coadjutorie, à son neveu Antoine du Breuil, l'office d'aumô-

(1) Archives départementales du Doubs. — Fonds du Parlement.

(2) Archives départementales du Jura. — Cahier de l'affranchissement Girard, copie du xvi^e siècle.

nier dont il jouissait à l'abbaye de St-Oyan (1). Il en garda le titre et les prérogatives jusqu'à son décès, résigna définitivement ses fonctions de sacristain de Nantua et ne conserva que les bénéfices prieuraux de Clairvaux-en-Montagne, de Sirod et de St-Lupicin. Dès l'année 1542, il avait désigné comme administrateur du temporel de ce dernier prieuré, Pierre Clément, l'un des familiers de l'église.

Rousset (2) dit que François du Breuil conserva la jouissance de son prieuré de St-Lupicin jusqu'en 1538 et qu'il fut remplacé par François du Bruet, nommé par le Pape en 1540. Ces deux indications sont inexactes. François du Bruet, cité par l'auteur du dictionnaire des communes du Jura n'est autre que François du Breuil, nommé dans divers titres tantôt du Breuyl, du Breuil, et tantôt du Bruel ou du Bruet. Les actes analysés plus haut prouvent, sans qu'il soit besoin d'autre commentaire, que ce prieur vivait encore en 1548. La date exacte de son décès n'est pas connue, car on a pas encore retrouvé l'obituaire de l'abbaye de St-Claude correspondant à cette époque ; on peut la placer d'une manière à peu près certaine dans le courant du mois de septembre 1548.

François du Breuil fut le dernier des religieux de St-Oyan légitimement pourvu par l'abbaye du prieuré de St-Lupicin. Jusqu'alors, la collation de ce bénéfice avait toujours appartenu aux abbés de St-Claude qui, depuis des siècles, avaient nommé un moine de leur couvent. La mort de François du Breuil donna naissance à un conflit qui devait se perpétuer pendant près d'un siècle entre l'abbaye de St-Claude et la Cour de Rome.

Dès le commencement du xv^e siècle, le pape Martin V, désireux de mettre un terme aux abus commis par les

(1) Ibidem. — Fonds de l'aumônerie. — Procès de St-Mauris.

(2) Dictionnaire des communes du Jura. Tome IV. p. 48.

bénéficiers ainsi qu'aux fraudes et aux intrigues auxquelles donnait lieu la résignation des bénéfices, avait cherché à se substituer aux collateurs, dans l'attribution des bénéfices ecclésiastiques. Conformément aux décisions du concile de Constance, tenu en 1414, il avait établi la règle dite « de mensibus » ou « des mois du Pape. » Cette règle de Chancellerie lui attribuait la disposition de tous les bénéfices de la chrétienté, réguliers ou séculiers, venant à vaquer pendant les mois de janvier, février, avril, mai, juillet, août, septembre, octobre et novembre, les quatre autres mois de l'année demeurant réservés aux anciens collateurs (1).

Son œuvre fut continuée par les papes Alexandre III et Grégoire X. Le concordat passé entre le pape et le roi de France en 1516, régla, à l'égard de ce pays, les conditions de vacance et de collation des bénéfices, par périodes de trois mois. Le concile de Trente en supprimant les mois du pape (2), déclara que « le droit d'institution ou de collation appartenait naturellement aux évêques, c'est-à-dire aux Ordinaires ; que le pape en qualité d'Ordinaire des Ordinaires (*ordinarium ordinantium*) avait le droit de prévention sur tous les collateurs et que les ayant prévenus, ses provisions l'emportaient sur les leurs. »

C'est en vertu de ce principe, et par application des décisions du concile de Trente, dont les interminables sessions venaient à peine de s'achever, que le pape donna l'ordre à l'archevêque de Besançon de lui désigner un candidat pour le prieuré de St-Lupicin.

Le siège archiépiscopal de Besançon était alors occupé par Claude de la Baume (3) neveu et successeur

(1) Jean Gérardin. *Etude sur les bénéfices ecclésiastiques aux xvi^e et xvii^e siècles.* p. 75.

(2) Session XIV. De reformatione, chapitres 12 et 13.

(3) Il avait été nommé coadjuteur en 1543.

du cardinal Pierre de la Baume, abbé de St-Claude, décédé le 4 mai 1544. Ce dernier avait été remplacé à la tête du monastère de St-Oyan et dans la dignité purement nominale d'évêque et prince de Genève, par Louis de Rye (1). Claude de la Baume et Louis de Rye se mirent d'accord pour présenter comme nouveau prieur de St-Lupicin : Blaise Payot.

Celui-ci était issu d'une famille de petite noblesse d'Orgelet (2), portant pour armes : d'argent à trois poires, tigées et feuillées au naturel (3). Quoique prêtre, Blaise Payot paraît avoir préféré les études scientifiques à la théologie. Il était docteur en médecine et comme tel, familier de Louis de Rye avec lequel il habitait la résidence de l'évêque-abbé : l'abbaye d'Acey. Il était déjà pourvu de la cure de Mache, dans le diocèse de Troyes (4) et obtint en commande le prieuré de St-Lupicin, pour augmenter ses revenus

Nous n'avons pas sa bulle de provision, mais il y a lieu de penser qu'elle ne date que du mois d'octobre 1549. En effet, Blaise Payot assiste comme témoin, avec le seul titre de docteur en médecine, à un acte d'ascension consenti par Louis de Rye, abbé de St-Claude, à Claude Guyon-Vuillet, de la Chaux-Neuve, d'un bois au Noirmont et passé à l'abbaye d'Acey le 17 octobre 1549 (5).

(1) Cinquième fils de Symon de Rye, chambellan de l'archiduc Philippe et de Jeanne de la Baume-Montrevel. Nommé évêque de Genève, dont le siège archiépiscopal fut transféré à Annecy, en 1543, il fut abbé de St-Claude de 1544 à 1550.

(2) Voyez infra son epitaphe.

(3) Sceau apposé sur la vente de la Tour du 14 mars 1550 aux archives départementales du Jura, fonds de St-Lupicin.

(4) Il était un des successeurs du curé de Mache qui fut délégué par Louis XI pour assister à la levée du corps du bienheureux Jean de Gand, ermite de Ste-Anne près St-Claude. Dom Benoit, tome II, p. 85.

(5) Archives communales de Chatelblanc.

Le nouveau prieur se rendit peu après à St-Lupicin pour prendre possession de son bénéfice. Peu désireux d'y établir sa résidence, il s'empessa d'amodier à « Messire Pierre Clément alias Benoy dud. lieu, prêtre » les revenus de son prieuré « et tous les proffit diceluy tant en bled, loux (lods), mainmortes, roles, censes, dixmes et aultres » par acte dressé au couvent de St-Oyan d'Humbert, notaire, le 10 décembre 1549 (1). Cette amodiation fut consentie pour trois années des « le premier jour du mois d'octobre que fut en l'an 1548 (2) et finissan en l'an quinze cens cinquante et ung. » Sur le prix total du fermage fixé à trois cents francs, le prieur reçut la somme de cent francs pour la première année. Pierre Clément s'obligea à payer le surplus par fractions de cinquante francs, le premier avril suivant, le 31 octobre 1549 et les derniers cent francs aux mêmes époques de la troisième année. Il s'obligea en outre à « desservir et faire desservir led. priorey in divinis et à supporter toutes charges deluces à cause diceluy accoustumées et non accoustumées. » Blaise Payot se réserva enfin « deux bonnes livres de beurre et trois livres de fromage », mais abandonna à son fermier « tous les loux qui pouroyent être delus tant du temps du feu sieur prieur son prédécesseur qua luy son successeur. » Tranquille désormais, il retourna à Acey, où son protecteur, déjà miné par la maladie, ne tarda pas à mourir.

L'année suivante, un orage détruisit une partie du toit du prieuré. Blaise Payot, se souciant peu de prendre sur sa fortune personnelle, la somme nécessaire à cette réfection et à d'autres réparations dans la maison prieurale, eut recours à un moyen des plus simples : Il aliéna l'un des fonds du prieuré.

(1) Archives départementales du Jura. Fonds de St-Lupicin. copie écrite à la suite d'une vente Gascon du 1^{er} mai 1551.

(2) C'est-à-dire à compter du décès de François du Breuil.

Dans un acte reçu par le notaire Martin et passé au prieuré de Marast (1) le 11 mars 1550 (2). Blaise Payot explique sa détermination : « Estant advenu comme une petite grange assise auprès de nostre prieuré est tombée en ruïne puis quelque temps, en ca laquelle par cy après se pourra consumer et ruïner totalement, si par nous ny est pourveu. Pourquoi de nostre certaine science et bonne volonté pour nous et noz successeurs aud. prioré avons accensé et abergé, accenssissions et abergeons par cestes purement et perpétuellement à Claude de la Tour dud. Sainct-Luppicin, absent, vénérable seigneur Messire Charles du Maix, seigneur de Chaulmont, religieux et aulmonier du monastère de St-Oyan de Joux (3) ayant charge dud. Claude, lad. grange ensemble de ses fonds, traffondz, appartenances et autres deppendances. »

Cet ascensement qui n'était qu'une vente déguisée eut lieu à charge par Claude de la Tour de « mettre lad. grange en bonne et dehue réparation » et moyennant « la cense annuelle et perpétuelle de troys groz monnoye de Bourgogne » payable « un chacun an à la feste St-Martin divers » (d'hiver). Enfin « pour les entraiges dud. accensissement et abergeage, nous confessons » dit le prieur « avoir heu et receu dud. Claude de la Tour par les mains dud. sieur aulmonier, six escuz dor au souloil et de pois (poids) lesquels nous avons convertiz et employez tant à la réfection de la couverture de nostre prieuré, lequel par oraige estoit en partie decouvert que en aultres réparations diceluy. » La légalité d'un pareil contrat était des plus discutables

(1) Dans le baillage d'Amont : dont Philibert de Rye était prieur.

(2) Archives départementales du Jura. Fonds du prieuré. Parchemin avec sceau.

(3) Successeur de François du Breuil et d'Antoine du Breuil dans l'office d'aumônier.

puisque le prieur aliénait un immeuble qu'il ne possédait qu'en qualité d'usufruitier et dont l'entretien était à sa charge. Aussi servit-il de prétexte aux réclamations des religieux de St-Oyan, lorsque trente ans plus tard, l'abbaye fut pour la deuxième fois exclue de son droit de collation sur le prieuré de St-Lupicin.

Dans le but de se procurer à nouveau de l'argent, Blaise Payot accorda par acte du notaire Humbert en date du 20 juillet 1550 un affranchissement réel à « Messire Nicolas Dronier, de Ravilloles, prêtre et curé de St-Lupicin » ainsi qu'à divers membres de sa famille. Ces lettres d'affranchissement, auxquelles Philibert de Rye, nouvel abbé de St-Claude (1) donna son assentiment, concernaient une maison et un curtil à St-Lupicin dépendant de la directe mainmorteable du prieur.

Le 11 juin 1551, Blaise Payot appuya une requête que « les habitants de St-Lupicin, Lavans, Patay, Cuttura, Pontoux, Lizon, Ravilloles, Leschères, Angellon, Villars d'Héria, Chastel, Crozets, la Rixouse, les Villars, Lezat et ceux de la prévôté de Pra » adressèrent à Philibert de Rye, à l'effet de solliciter un délai pour le paiement d'une taille de cinquante franes, un gros et neuf deniers due par eux « à cause de la bienvenue et nouvelle » du seigneur-abbé « en son abbaye et terre de St-Oyan, le 25 mai dernier passé. » Philibert de Rye accorda comme délai jusqu'à la fête de la nativité de St-Jean-Baptiste (2).

L'amodiation du prieuré consentie au profit de Pierre Clément prit fin le 1^{er} octobre 1551. Avant de la renouveler, Blaise Payot qui pensait, avec juste raison,

(1) Sixième fils de Symon de Rye, frère de Louis de Rye et son successeur au siège abbatial de St-Claude ainsi qu'à l'évêché de Genève, de 1550 à son décès 17 juin 1556.

(2) Archives départementales du Jura. Inventaire de 1785. Cote 1695.

pouvoir en retirer à l'avenir un prix plus élevé, exigea que son fermier établît un état des charges et revenus du bénéfice ; ce qui fut fait. Il existe (1) plusieurs copies de l'acte qui fut dressé à cette date et qui comprend, comme celui du prieur Claude Venet de 1476 plusieurs chapitres dont les articles ont peu changé à 75 ans d'intervalle.

Les terres du prieuré sont celles dont nous avons donné la nomenclature. L'ancienne maison prieurale a fait place à l'élégante demeure que l'on peut encore admirer aujourd'hui. Le verger du prieuré a été agrandi par les acquisitions de François du Breuil.

Les censes sont déjà moins nombreuses. On y remarque celle de « cinq sols de Roy » remplaçant les trois gros vieux dus par Claudin de la Tour « pour la grange qu'il tient d'accensie joignant la maison du prieur » en vertu de l'acte de 11 mars 1550. Le prieur a droit, comme par le passé, pour lui et son fermier, de moudre, sans émines, son blé au moulin de Cuttura. Jean Clément, le meunier, paie une cense annuelle de neuf bichons de froment et de neuf bichons d'avoine ; Jean Clément, dit Benoit, qui a construit un autre moulin à côté du premier paie la même redevance.

Les dimes de charrue, de chanvre et d'animaux ne sont pas changées, les premières se paient deux fois l'an, le jour de la St-Martin d'hiver (11 novembre) et le 1^{er} mai. Les villages de la paroisse de la Rixouse et celui de Cernon acquittent encore un droit supplémentaire par feu ou faitage des maisons.

Les droits curiaux de sépultures, oblations, maréglerie, relevailles et les lettres de recedo se partagent toujours entre le prieur, pour deux tiers et le curé, pour le surplus.

L'état du 1^{er} octobre 1551 contient une disposition

(1) Archives départementales du Jura, fonds du prieuré.

nouvelle, conséquence de la convention passée entre François du Breuil et les familiers de l'église le 21 août 1528 : « led. sieur prieur ou son lieutenant participe avec les curés et familiers dud. St-Lupicin en la familiarité dillec en double portion et distribution. »

Les devoirs et charges du prieur sont les suivants : il « doit célébrer et dire la grand messe aux festes de Noël, Pasques et Toussaint, doit ouvrir et fermer l'église, sonner pour les temps [d'orage], sonner toutes messes parochiales et vespres ; doit fournir en l'église pain, vin, torches, cierges, huyle, chandoiles et généralement tout ce qu'il faut concernant le divin service, nest les saints sacrements qui appartiennent au curé seulement. »

Selon toutes probabilités, Blaise Payot renouvela au profit de Pierre Clément l'amodiation de son prieuré pour trois nouvelles périodes annelles. Nous n'avons pas les traités intervenus à cet égard, nous possédons seulement le suivant, qui est du 27 août 1560.

Par acte reçu du notaire Humbert, au château de la Tour du Meix, résidence d'été des abbés de St-Claude, « vénérable et discrete personne Messire Blaise Payot, prieur de St-Lupicin et curé de Marche amodie à Messire Pierre Clément de St-Lupicin, curé, sond priorey et tous les revenus diceluy » pour « le terme et temps de six ans, six fois venans, commençant et qui commenceront le premier jour du mois d'octobre prochain venan » (1560). Le prix est pour « une chacune desd. six années de sept vingt et dix frans monnoie (150 fr.) cen livres de fromages bons et recepvables et vingt cinq pintes de bon beurre et bien cuyt ». Le tout payable en « deux termes assavoir soixante quinze frans deans la feste adnonciation Nostre-Dame prochain venan et autres soixante quinze frans dans la nativité Nostre Dame » chaque année. L'ancien familier devenu

curé « Messire Pierre » s'engage en outre « a desservir et faire desservir in divinis led. priorey et dehuement au contentement des prochiens, à maintenir en bonne et dehue et suffisante réparation et couverture la grange dud. priorey » et à faire des réparations à la maison prieurale jusqu'à concurrence de « vingt solz ». Enfin il est tenu de « défrayer led. sieur prieur et sa compagnie, venan aud. St-Lupicin quand bon luy semblera ».

Comme on le voit, cette nouvelle amodiation était beaucoup plus avantageuse pour le prieur que la précédente. Le fut-elle aussi pour le curé ? Il est permis d'en douter ; car il était à la fin de son bail fort en retard dans le paiement de ses fermages. Le 22 avril 1566 Blaise Payot, qui se trouvait de passage à St-Lupicin, régla son compte avec Pierre Clément. Celui-ci lui redevait notamment « douze soillettes de bon beure et deux quintaux de fromages ». Le 24 mai 1566, le prieur reçut un acompte de 24 écus et le « 2 avril après Pasques 1567, Nicolas Monnier d'Orgelet, prêtre, curé de Soucia et Rotonay » en qualité de mandataire du « docteur Blaise Payot » reçut de « Pierre Clément jadis admodiateur du priorey, la somme de trente escus dor au souleil » pour le reste du prix de l'amodiation.

Le nouveau fermier du prieuré fut Jean Clément, prêtre et familier de l'église, ainsi que le constate un acte de procédure du 2 janvier 1571, relatif à une difficulté entre lui et les échevins de St-Lupicin. Par un traité du 2 mars 1529 (1) le prieur François du Breuil s'était engagé, moyennant l'abandon de certains droits, à payer à la décharge des habitants les frais de reconstruction d'un pont à Lizon ainsi que les réparations qui deviendraient nécessaires dans la suite à ce même pont.

Durant l'hiver de 1569 « comme par la volonté de

(1) Voyez Supra.

Dieu led. pont » fut « entièrement ruyné par les grands débordementz et innondatz deaulx » (1), il fallut encore une fois le reconstruire. Le prieur « attendu son absence notoire dois longtemps » et son fermier Jean Clément, faisaient la sourde oreille aux réclamations des habitants et refusaient de faire exécuter les travaux. Craignant de « recevoir intérêts et encouriremende », la communauté de St-Lupicin adressa une requête à l'abbé de St-Claude, pour obliger le prieur à remplir les engagements de son prédécesseur. Le 30 janvier 1570, Marc de Rye ordonna « au premier maitre sergent requis » de faire commandement au prieur ou à son fermier de contribuer, au lieu et place des habitants à la dépense de réfection du pont, sous peine d'être assigné devant la grande Judicature de St-Claude. L'affaire dura un an et se termina par la soumission du prieur.

Blaise Payot qui s'intéressait de moins en moins à son prieuré, fut, à cette époque, élevé à une des dignités les plus enviées par le clergé de la province. Le 15 juillet 1571, après les funérailles de Guy Prost, chanoine de l'église métropolitaine de Besançon, archidiacre de Luxeuil, titulaire de la prébende de Louvatange, le chapitre procéda, suivant la coutume, à l'élection de son successeur. Quatre candidats étaient en présence, Blaise Payot eut la préférence. Par une délibération (2) prise le même jour, il fut élu chanoine et prébendier de Louvatange. Le chanoine Chrysophore Guibert, son procureur spécial, prêta serment en son nom et fut conduit dans les stalles du chœur de l'église St-Etienne par les chanoines Pierre Bourquin et Léonard Clerc.

(1) Requête du 30 janvier 1570.

(2) Registres des délibérations du chapitre métropolitain. — Archives départementales du Doubs, série G, n° 197, p. 164 et 165.

Dès lors, Blaise Payot, qui était venu s'installer à Besançon ne cessa d'habiter sa maison canoniale et prit une part active aux nombreuses délibérations du chapitre. Neuf ans après, une nouvelle dignité lui fut conférée. Le 23 juillet 1579, à la mort du chanoine Louis de Lantenne, titulaire de la prébende de Berthelange, il fut élu à sa place et reçut ce bénéfice en échange de celui de Louvatange. Cette distinction le fit entrer au chapitre de l'église de St-Jean l'évangéliste où il siégea jusqu'à son décès arrivé dix ans après.

Les revenus relativement importants de son canonicat, permettaient à Blaise Payot de négliger ses autres bénéfices. Peu après son entrée au chapitre, il avait résigné purement et simplement sa cure de Mache; il résolut de céder son prieuré de St-Lupicin à son neveu Aymé Jarray dit Badriet, d'Orgelet. Celui-ci, jeune encore, venait d'entrer dans les ordres et n'était que sous-diacre. Craignant que l'abbé ou les religieux de St-Claude ne lui fissent des difficultés, parce que n'ayant point la prêtrise, Aymé Jarray était inhabile à remplir les fonctions sacerdotales attachées à la qualité de prieur, le chanoine s'adressa directement à Rome. Par une bulle dont la date n'est pas connue exactement, mais qui se place entre 1579 et 1587, le Pape autorisa Blaise Payot, à résigner, en faveur de son neveu, son prieuré de St-Lupicin, en coadjutorie.

Ce droit que les souverains Pontifes donnaient aux bénéficiers, de se désigner à l'avance des successeurs, coadjuteurs « *cum futura successione* » quoique contraire à l'ancienne discipline de l'Eglise et aux décisions des conciles était toléré, dans les pays d'obédience. Le pape l'accordait même, comme dans ce cas, « à ceux que leurs bénéfices n'astreignaient pas à la résidence et qui n'avaient jamais besoin d'être remplacés dans l'administration d'un spirituel qui ne leur était pas

confié » (1), ou qu'ils n'exerçaient pas eux-mêmes. Comme les bénéficiers titulaires choisissaient généralement, pour coadjuteurs, leurs plus proches parents, les bénéfices devenaient en quelque sorte héréditaires dans les familles.

(1) J. GÉRARDIN. — Études sur les bénéfices ecclésiastiques, p. 101, 102, 103.

CHAPITRE X.

Le prieur Aymé Jarray dit Badriet. La paroisse et la familiarité de St-Lupicin de 1549 à 1629.

La nomination d'Aymé Jarray, comme coadjuteur de son oncle au prieuré de St-Lupicin, constituait une nouvelle atteinte au droit de collation de l'abbaye. Les religieux de St-Claude, qui n'avaient pas pour Blaise Payot la même bienveillance que les de Rye, en conçurent un violent dépit. Peu soucieux de recommencer, contre leur puissant abbé, une lutte qui avait si mal réussi à leurs devanciers (1), ils s'attaquèrent à un ennemi moins redoutable, son protégé, le modeste sous-diacre d'Orgelet.

Le chapitre commença par dénoncer le prieur pour avoir ascensé le 11 mars 1550, à Claude de la Tour, une grange voisine du prieuré (2). Il n'en avait pas le droit, disait-il, parce que cet immeuble appartenait à l'abbaye et que, même s'il faisait partie des biens prieuraux, le droit canon s'opposait à toute espèce d'aliénation, par un bénéficiaire, des biens de son bénéfice. Blaise Payot dut user de son influence auprès des de Rye. En qualité de « jadis prieur commendataire », il joignit ses « supplications et requêtes » à celles de « M^{re} Aymé Jarray soubdiacre, moderne prieur ». Par acte donné « en la cité de Besançon » le 21 août 1588, Joachim de Rye, tout en déclarant que cette grange, « tombant en

(1) Voyez *supra*, chapitres IV et VII. Difficultés entre Etienne Fauquier et le chapitre.

(2) Voyez *supra*, chapitre IX.

ruine » appartenait autrefois à l'abbaye, reconnu que « d'ancienneté, elle étoit, mouvoit et dépendoit dud. prioré de St-Lupicin », et ratifia l'acte irrégulier fait trente ans auparavant, par le médecin de son oncle. Les chanoines ne se tinrent pas pour battus.

Depuis plusieurs siècles, les abbés commendataires, éloignés de St-Claude par leurs fonctions, avaient cessé de s'occuper de l'administration des biens de l'abbaye. A l'exemple des autres bénéficiers, ils en affermaient les revenus, moyennant une redevance fixe, à « un admodiateur » ou Procureur général, lequel s'adjoignait un ou plusieurs co-associés. De tout temps, ceux-ci suscitèrent des difficultés aux prieurs de St-Lupicin, en raison de l'incertitude des droits respectifs de l'abbaye et du prieuré, sur certains biens mainmortables. Depuis l'établissement du livre des reconnaissances de 1414, ces biens avaient passé en des mains si diverses, que, dans la suite des temps, il était devenu très difficile d'en retrouver l'origine de propriété.

Les religieux surent adroitement tirer parti de cette mésintelligence ; ils conseillèrent aux fermiers de l'abbé, François Granval et Antonin Pariset, de partir en guerre contre le prieur. Ceux-ci firent naître des difficultés entre Aymé Jaray et ses administrés et soutinrent énergiquement la résistance de ces derniers.

Sous tous les régimes, les contribuables n'ont jamais acquitté leurs impôts avec enthousiasme ; au 16^e siècle, comme de nos jours, beaucoup ne se faisaient aucun scrupule de frustrer le trésor, par des actes fictifs ou frauduleux (1).

En 1588, Claude fils de Guillaume Symon de St-Lupicin étant devenu insolvable, vendit à Louis Symon, son cousin, une partie de la maison paternelle, une

(1) La loi du 23 août 1871 défend la dissimulation dans le prix des ventes,

autre maison appelée « Louriau » et un petit curtil « pour semer trois ou quatre escuelles de chesneval ». Afin d'éviter le paiement des droits de lods au prieur, les parties simulèrent un échange de ces immeubles contre un pré « lieud. En Clerc biefz, contenant une soipture et demye ». L'acte fut dressé par Pierre Thomas de St-Lupicin, notaire à St-Claude, le 13 février 1588. Quatre mois après, l'affaire vint aux oreilles du prieur (1) ; *inter cognatos fraus facile præsumitur*, dit un vieux brocard de droit. Aymé Jarray réclama aussitôt les lods « à luy delus au tier denier du prix » des biens soumis à son droit de mainmorte. Sur les conseils du familial Humbert Girard, créancier du vendeur et aussi à l'instigation des fermiers de l'abbé, Louis Symon refusa de payer. Le 9 septembre, Aymé Jarray présenta requête à Henry Romanet lieutenant de la grande judicature et fit assigner Louis Symon. Un procès s'engagea, dans lequel on fit intervenir Claude Symon. Aux premières écritures du procureur Berthet occupant pour le prieur (26 septembre 1588) les défendeurs par la bouche de leur procureur Martin répondirent par des « protestations » dans lesquelles perçe la mauvaise humeur des moines. Ils déniaient purement et simplement à « vénérable messire Aymé Jarray diet Badriet, se disant prieur de St-Lupicin », la qualité de prieur légitime et proposent de repousser sa demande comme incertaine et ne précisant pas suffisamment l'objet du litige. Le prieur obtint sans difficulté du grand juge « un mandat compulsorial » au vu duquel le notaire Thomas dut lui délivrer une copie de l'échange du 13 février 1588. Or il se trouva que, dans cet acte même, les parties avaient déclaré « les immeubles eschangés estre et mouvoir de la directe de discrette personne messire Aymé Jarray, prieur et commendataire du priorey de St-Lupicin et

(1) Ecritures du prieur du 26 septembre 1588.

envers luy chargés de leurs charges anciennes et foncières ».

Dans ses nouvelles conclusions le prieur offrit de fournir la preuve « par gens de bien » que les parties étaient convenues de faire « ung pur et simple vendaige » pour le prix de 105 francs, mais que Louis Symon avait « pratiqué led. Claude Symon à passer » un échange fictif de trois immeubles relativement importants contre un pré sans valeur. Le différent paraissait bien simple à résoudre ; pourtant le procès dura deux années. Il y eut tant en incidents de procédure qu'en jugements préparatoires, vingt-trois remises d'audience ordonnées par le grand juge « noble homme et saige messire Guillaume de Boissei, seigneur Desperey (d'Eperey) » et l'affaire ne reçut de solution favorable au prieur qu'avec la clôture d'un deuxième procès.

Celui-ci, plus important, mettait en litige le principe même du droit seigneurial, exercé de temps immémorial par le prieur, en vertu duquel il percevait les lods sur tous les contrats à titre onéreux concernant des biens soumis à sa directe.

En 1587, les biens de Claude fils de Romand Gascon de St-Lupicin avaient été vendus sur décret et adjugés à Claude Clément dit Benoit, parent de plusieurs familiers.

Lors de la distribution du prix de vente, le prieur dut former une opposition afin d'être payé « de redevances et prestations annuelles » dont ces héritages étaient affectés. Il obtint, dans l'acte de « nantissement » une collocation à cet égard, mais quand il voulut réclamer à l'acheteur ses droits de lods, celui-ci ne voulut rien payer. François Granval « procureur d'office de la terre et grande judicature pour monseigneur le révérend abbé de St-Oyan de Joux » et Antonnin Pariset « admodiateur des revenus de l'abbaye » qui avaient conseillé la

résistance, prirent ouvertement parti contre le prieur et conduisirent le procès. Sur l'assignation lancée contre Claude Clément le 9 septembre 1588, ils obtinrent du grand Juge d'être reçus « intervenans » dans la cause. Ils soutinrent que les immeubles discutés « situés en et rière la terre de St-Oyan de Joux » se trouvaient, par ce fait, soumis au droit de seigneurie générale de l'abbé sur toute la principauté monastique. Le prieur répliqua que, sans vouloir porter atteinte aux droits de l'abbé, il était indiscutable que plusieurs siècles auparavant, son bénéfice avait été doté de droits seigneuriaux « relaschés » par l'abbaye au profit de ses prédécesseurs et que notamment, de temps immémorial, la directe sur la plupart des « meix, maisons et héritages du village de St-Lupicin » appartenait aux prieurs.

Dans l'impossibilité de représenter ce titre de concession, à supposer qu'il en ait jamais été fait (1), Aymé Jarray produisit divers actes relatifs à des transmissions antérieures de ces propriétés. Il prouva que ces immeubles provenaient à Claude Gascon d'acquisitions ou échanges faits soit par lui, par son père Romand Gascon, son aïeul Jean Gascon, soit par son bisaïeul Jean Gascon (2) et que dans tous ces titres, il était déclaré, que les immeubles dont il s'agit était « mouvans » de la directe du prieur. Pourtant parmi ces derniers se trouvaient une maison dite grange Gascon, ainsi que des près et des champs acquis par Claude Gascon et son frère Jacques de leur oncle Claude Gascon, chanoine de l'église St-Etienne à Besançon. Or, dans l'acte passé devant Christophe Humbert, secrétaire de Philibert de

(1) Voyez supra, chapitre IV. Partage des biens monastiques.

(2) Pièces diverses jointes au dossier du procès ou mentionnées à l'inventaire du 28 septembre 1588.

Rye, et notaire le 16 mars 1550, on avait déclaré, par erreur, que les biens vendus étaient de « la doutable seigneurie et mainmortables de Monseigneur l'abbé ». Il avait été reconnu plus tard que ces immeubles étaient au contraire « mouvans de la directe seigneurie de Monsieur le Prieur ». Les acheteurs en avaient fait la déclaration le 1^{er} mai 1551 et acquitté les droits de lods entre les mains du familial Pierre Clément, alors fermier du prieuré.

Mis au courant de ces difficultés le vieux prieur Blaise Payot résolut de prendre en main la cause de son neveu ; il adressa une requête à l'abbé de St-Claude, Joachim de Rye (1). Dans cette pièce, il déclare que lui et ses prédécesseurs, prieurs de St-Lupicin, ont toujours joui des droits de lods, concédés en dotation par l'abbaye de St-Oyan. Il apprend à l'abbé, ce que celui-ci ignorait certainement, que son procureur général lui donne « empeschement » de les toucher. Il rappelle que déjà précédemment l'abbé Pierre de la Baume avait dû intervenir (1518) pour faire cesser « les troubles advenus par le procureur estant alors ». Il adjure l'abbé de « deffandre » à son procureur Granval « de faire telle et indigne poursuyte » et de commander au Grand Juge de lui faire justice. Le 11 janvier 1589, Joachim de Rye, accueillant cette requête, ordonna à son procureur général « de se départir de la poursuite » de ne « bailler aucun empeschement » et pria le Grand Juge de « faire prompte et bonne justice sans aulcune délation ».

L'affaire semblait terminée, mais les fermier refusèrent de s'incliner devant la décision de l'abbé qui venait

(1) Deuxième fils de Gérard de Rye et de Loyse de Longvy, qui prit possession de l'abbaye de St-Claude en 1577, par résignation de son frère Marc de Rye, lequel venait de prendre du service comme colonel d'un régiment bourguignon, dans l'armée du roi d'Espagne.

de résigner son bénéfice en faveur de Ferdinand de Rye, archevêque de Besançon (1), espérant que celui-ci ne partagerait pas la manière de voir de son frère. Blayse Payot « chanoyne à St-Jean de Besançon et Aymé Jarray, *diacre*, moderne prieur de St-Lupicin » en appelèrent de nouveau à la justice de l'abbé. Le 20 juillet 1589, au château de Gy, sa résidence d'été, l'archevêque de Besançon appointa la requête. Rappelant les « ordonnances ja sus semblable cas cy devant rendues et faictes par feu Messire Pierre de la Baume et Joachim de Rye » ses prédécesseurs, il déclare que nonobstant son « droict seigneurial et généralité par toute la terre dud. St-Oyan de Joux », les censes et droitz de lods réclamés par le prieur lui appartiennent légitimement. Il réitère les ordres de son frère au procureur général et au grand juge « chargeant néantmoins led. prieur de deans trois ans prouchains, procurer et faire rentier et recognoissance des censes et droictz dud. priorey ». Cette formalité fut encore négligée à cette époque et le procès continua devant le grand juge.

Guille de Boisset rendit sa sentence le 7 janvier 1590 et donna gain de cause au prieur. Claude Clément, sur le dos duquel on s'était battu et François Granval qui venait d'arriver au terme de son amodiation se déclarèrent satisfaits ; mais Antonin Pariset et Regnauld Michalet, les nouveaux fermiers de l'abbaye, firent appel devant le Parlement. Par arrêt du 27 février 1591, la cour de Dole confirma purement et simplement la première décision (2).

(1) Dernier, fils de Gérard de Rye. 1556-1636. Prieur de St-Marcel de Gigny, de Morteau, puis abbé de Cherlieu et d'Acey, archevêque de Césarée. Haut doyen du chapitre, puis archevêque de Besançon en 1587. Maître des requêtes honoraire au Parlement de Dole, gouverneur de la Franche-Comté en 1630.

(2) Archives départementales du Doubs. Fonds du Parlement. Registres des arrêts, 1590 à 1591. série B, n° 1090.

Blaise Payot n'eut pas la satisfaction de voir la fin de ce procès. Il mourut à Besançon le 23 janvier 1590 et fut enterré dans l'église de St-Etienne (1). Par son testament, passé devant le secrétaire du chapitre, de Flagey, il légua à cette église 120 francs pour son anniversaire (2) et institua pour héritiers ses neveux Henri et Jean Jarray. Le lendemain de son décès, le chapitre élit comme successeur à sa prébende de Berthelange, Jacques Mosmier (3).

Après la mort de son oncle, et pendant une période d'environ six ans, Aymé Jarray, qui avait enfin reçu l'ordination (4), paraît avoir demeuré presque continuellement dans son prieuré. Il donna son approbation aux contrats passés à cette époque entre ses mainmortables et reçut lui-même, avec le plus grand soin, ses droits de lods. Précédemment, il avait affermé les revenus de son bénéfice soit aux curés soit à l'un ou à l'autre des familiers et en avait abandonné l'administration à son frère Jean Jarray, dit Badriet (5). Par contrat du 28 juin 1579, Pierre Clément, curé de St-

(1) L'épithaphe de sa tombe était la suivante : « Hic jacet venerabilis vir Dnus Blasius Payot Orgeletani opidi oriundus. presbiter dum viveret insignis doctor medicus. canonicus bisuntinus et prior commendatarius de sancto Lupicino, qui obiit die 22 mensis janv. anno Dni MDXC. Dilectus Charvus juxta decumbit amicum ». Les inscriptions de la cathédrale de St-Etienne à Besançon. Recueil de Jules Chifflet, abbé de Balerna (1659), par Mr Jules Gauthier. — Mémoires de l'Académie de Besançon, 1881.

(2) Archives départementales du Doubs. Fonds du chapitre métropolitain. Cahier des anniversaires.

(3) Archives départementales du Doubs. Même fonds. Registre des délibérations, série G, n° 199.

(4) Vente Gascon à Thomas. 2 mars 1593. — Quittance des lods par Aymé Jarray, d'Orgelet, « prêtre » prieur commandataire. — Fonds du Prieuré.

(5) Procédure contre Claude Clément, acte du 13 novembre 1588. Voyez supra.

Lupicin, devint fermier du prieuré et conserva ses fonctions jusqu'en 1584. En 1588, elles passèrent entre les mains du familial Claude Fusier.

Vers 1596, Aymé Jarray se retira définitivement dans son pays natal. Après avoir fait dresser un état complet et détaillé des revenus de son office (1), il afferma ceux-ci au curé Humbert Clément, au familial Humbert Girard et à « honorable homme Antonin de la Tour » pour une période de quatre années. Ceux-ci, par un traité du 13 octobre 1596, convinrent de partager, par égale part, les revenus, de supporter les charges dans les mêmes proportions et de porter quittes le curé et son frère Claude Clément de deux termes annuels de la cense qu'ils devaient au prieur pour le moulin de Cuttura.

Cette stipulation se rapportait à une demande de « réduction de lad. cense » formulée depuis de nombreuses années par la famille Clément et à laquelle le prieur avait sans cesse résisté et résistait encore.

Les Clément, propriétaires de temps immémorial d'un moulin à Cuttura, qui leur avait été donné en ascensement par l'abbaye, payaient une double redevance dont le taux avait varié à travers les âges (2). En dernier lieu, ils devaient à l'abbé « cinq quartes de bled par moytié froment et avene et huit sols estevenans d'argent payables un chascun an, la moytié au jour de feste Nativité Notre-Seigneur et lautre moytié au jour de feste Nativité St-Jean Baptiste », et aux mêmes termes, au prieur de St-Lupicin « la cense de deux quartes de bled » moiitié froment et avoine. A côté du moulin, les Clément, dit Benoît, branche cadette de la famille, avaient construit un battoir de chanvre, et plus

(1) Cahier de douze feuillets. — Archives départementales du Jura.

(2) Voyez *supra*, chapitre IV.

tard racheté de leurs parents l'ancien moulin ; de sorte qu'à la fin du xvi^e siècle, l'ensemble de ces usines appartenait à Claude Clément, père de Humbert Clément, curé de St-Lupicin, et de Claude Clément, dit Benoit.

Or, il arriva que le cardinal-abbé Pierre de la Baume ayant ascensé aux Dronier de Ravilloles (1) le droit de construire un autre moulin sur le Lizon à Cuttura, moyennant « une petite cense d'argent » la concurrence commerciale ne tarda pas à faire des deux meuniers, deux rivaux. Les Dronier, meilleurs négociants, attirèrent « depuis la construction de leur molin et bapteur, tous ceux ou la plus grande partie de ceux qui souloient (avaient coutume de) aller moudre leur bled et baptre leur chenesve. » Les Clément se lamentaient et se plaignaient que leur moulin ne tarderait pas à « tomber à ladvenir en ruine par faulte d'entretenement » (2).

Pour comble d'infortune, en 1584, « par les grandes eaux advenues, les ayreux (3), escluses et chanaux desd. molin et bapteur furent demolis et ruynés » ; de sorte que « depuis cette orvale » les meuniers ne pouvaient « ny moudre ny baptre. » Claude Clément adressa alors ses doléances à l'abbé et au prieur, les priant de réduire le taux de ses redevances. Aymé Jarray, déjà aux prises avec les difficultés que lui avaient suscitées sa nomination, fit la sourde oreille. Plus magnanime, Joachim de Rye reconnut le préjudice causé aux Clément par la générosité du cardinal à l'égard des Dronier. Par un acte donné à St-Lupicin même, le 8 juin 1584, il consentit « les modication, remission et changements » demandés. L'ancienne cense en nature et les

(1) Probablement à la fin du xve siècle ; ce titre n'existe plus.

(2) Archives départementales du Jura. Fonds du Prieuré. Copies faites à l'occasion d'une procédure du xviii^e siècle.

(3) Agrès du moulin. — Dictionnaire de du Cange.

huit sols estevenants d'argent furent convertis en une redevance unique de « dix francs monnoye de Bourgogne. » De leur côté, Claude Clément s'engagea à payer une indemnité de 80 écus d'or que l'abbé commendataire déclara vouloir employer « tant à la réfection de la maison abbatiale, ruinée par orvale de feu la dernière année (1) » qu'en « journées et vacations des commis députés par l'autorité de la Cour souveraine du Parlement de Dole, à faire la recoynissance des censes et autres redevances dehues à la grande Celererie. » Pour que cette convention fut parfaite, il fallait la ratification du chapitre de l'abbaye ; les Clément ne l'obtinrent que moyennant le versement de 20 écus d'or (2). Claude et Humbert Clément mirent six ans pour acquitter leur dette ; lors de leur libération, 16 octobre 1590, Ferdinand de Rye ratifia l'acte consenti par son frère et eut la générosité de n'exiger aucune indemnité pour le retard apporté dans le paiement.

Malgré de pressantes démarches, Aymé Jarray refusait obstinément de consentir une réduction de même nature à ses censitaires. Le mécontentement des Clément et l'âpreté du prieur furent la cause du procès survenu à propos des lods de la vente Gascon, qui dura de 1588 à 1591 (3). Après le triomphe du prieur devant la Grande Judicature et l'échec des fermiers de l'abbaye devant la cour de Dole, le curé Humbert Clément, devenu fermier du prieuré, ménagea un rapprochement entre son frère et Aymé Jarray.

Une nouvelle crue du Lizon ayant dévasté presque

(1) L'incendie eut lieu le 30 octobre 1579. Don Benoit. Tome II. P. 411.

(2) Délibération capitulaire du 15 août 1584 portant que cette somme a été employée « à la réparation de l'église du monastère, naguère orvalée de feu. »

(3) Voyez supra.

complètement le moulin et le battoir de Cuttura, et le vieux meunier étant venu à mourir, le prieur se laissa enfin attendrir par « les supplications de Claude Clément et du curé. » Par pitié et « en considération que euls et leurs prédécesseurs ont employés tout le temps de leurs vies et une grande partie de leurs biens pour l'entretienement desd. moulin et bapteur », il consentit le 7 septembre 1601 à réduire la redevance à une cense annuelle de 4 francs, mais moyennant le versement d'une somme de 80 francs. Il se réserva pour lui et son fermier le droit perpétuel de moudre et battre gratuitement pour leur usage « immédiatement après ce qui se trouvera en l'entrevoir (entonnoir) et de coucher esd. moulin. » Le droit du meunier de prendre trois repas par an au prieuré, fut également réservé.

La paix se rétablit ainsi entre le prieuré, la cure et le moulin ; mais les fermiers de l'abbaye n'avaient pas encore lâché prise. A la première occasion leur âpreté au gain ralluma le brandon de la discorde. Un mainmortable de St-Lupicin, Pierre Symon, étant mort sans héritier, ses biens furent mis en vente par ordonnance du Grand Juge, en date du 2 decembre 1609 ; Humbert Girard, fermier du prieuré, réclama le prix des meubles, des immeubles et des vêtements, dus à son commettant par droit « d'échute ». Aussitôt les amodiataires de l'abbé, au nom de Ferdinand de Rye, présentèrent une requête au Grand Juge pour que ce prix leur soit attribué, prétendant que Pierre Symon était mainmortable de l'abbaye, comme tous les habitants de St-Lupicin. Pour éviter un nouveau procès, Aymé Jarraz accepta, le 28 décembre 1609, comme arbitres le grand prieur et celerier de St-Oyan, Claude de la Mare et le Grand Juge Henry Boguet. Leur décision, intervenue le 30 avril 1611 fut favorable au prieur, elle déclara que Pierre Symon était mainmortable du prieuré et que ses

héritages dépendaient de la directe d'Aymé Jarray (1).

Un dernier litige restait encore en suspens. Les biens de Lupicin Gascon avaient été, en 1602, « vendus par autorité de justice et adjugés moyennant 1485 francs au curé Humbert Clément, à Pierre Charnage, Outhenin Pariset et Jean Margueron. En attendant que l'état des biens dépendant de la directe du prieuré fut dressé conformément à l'ordre donné par l'abbé le 20 juillet 1589 (état qui ne fut jamais dressé), le procureur général de l'abbaye et Aymé Jarray avaient convenu de partager les droits de lods par moitié. De ce fait le receveur de la terre de St-Claude, Vuillod toucha « seize huit vingt francs ». Sur la demande du prieur, le Grand Juge désigna, le 20 octobre 1602, pour procéder à « l'égalation » des biens vendus, Humbert Clément et Claude Meynier. L'affaire traîna en longueur pendant treize ans, par suite de l'absence et de la maladie de Claude Meynier. Enfin le fermier de l'abbé s'avisa de réclamer aux acquéreurs la totalité des droits de lods. Il fallut que, sur une requête à lui adressée par le prieur, Ferdinand de Rye intervint encore une fois. Par un appointment donné de sa maison forte de Montrond l'archevêque-abbé renouvela « auxd. commis leur commission à charge de vaquer au plus tôt » et ordonna à son « Procureur de cesser les poursuytes par luy intentées. » L'affaire se termina encore à l'avantage du Prieur (2).

Ces difficultés incessantes et le peu de sympathie que lui témoignaient ses administrés, eurent pour effet d'éloigner définitivement Aimé Jarray de son prieuré de St-Lupicin. Retiré à Orgelet, il en abandonna l'administration à ses fermiers. Quelques-uns des traités d'amodiation consentis par lui et parvenus jusqu'à

(2) Inventaire de 1783 cotes 1705 et 1706.

(1) Ibidem cote 1706.

nous renferment des clauses assez curieuses. Celui du 12 juillet 1612 (1), passé avec le curé Humbert Clément comme ayant charge du familial Humbert Clément, son neveu, donne à ce dernier le droit de percevoir pendant neuf années « les fruits, prouffits et revenus du Prioré, en tout ce qu'il consiste soit en oblations, menses, rentes, corvées, lodz, estelles, droicts, commises, dismes, mainmortes et mareigles, sans touttefois de pouvoir affranchir et faire remise aux subjects mainmortables dud. sieur prieur. » Le prix de l'amodiation est de « neuf vingt dix (190) francs » payable à Orgelet « moytié le jour de l'Annonciation Notre-Dame et moytié le jour de feste Assomption Notre-Dame, plus 150 livres de fromage bon et recevable, à façon de Septmoncel chacun an et aussy trente-cinq pintes de bon beurre bien cuit et scalé (salé). » Le « retenant » doit encore « chacun an envoyer aud. Orgelet deux chappons graz et quatre perdrix. » Le prieur se réserve en outre le droit d'être deffrayé, par le fermier, lui et trois personnes de sa suite, lorsqu'il lui plaira de venir à St-Lupicin, mais seulement pour « trois demis jours. »

Le 15 septembre 1621, Aymé Jarray fit un voyage à St-Lupicin pour passer devant le notaire Daniel Dunod, de Lavans, un nouveau bail à ferme avec le curé Humbert Clément et le familial Humbert Girard. Les conditions de ce traité furent les mêmes que celles du précédent, sauf la réduction du fermage à « huit vingt quatorze (174) francs (2). »

Le 24 septembre 1622, les deux co-fermiers convinrent de se partager le produit des corvées de charrues

(1) Acte de J.-B. Carolle, notaire à Orgelet. Archives départementales du Jura.

(2) Le texte de ce traité est suivi des comptes établis entre les parties pour les années 1622 et 1623 avec une quittance pour solde.

et dimes de chanvre faisant partie des revenus par eux affermées. Pour les premières, le curé qui avait perçu celles des années 1620 et 1621 les conserva et abandonna au familial les deux années suivantes ; il fut convenu qu'après, les corvées se partageraient par moitié. En ce qui concerne les dimes de chanvre, le curé s'adjudgea celles qu'on avait coutume de percevoir à Saint-Lupicin, Lavans, Patay, Pra, Villars, et aux Crozets ; Humbert Girard retint celles de Cuttura, Ravilloles, Ponthoux, Leschères et Angelon. Pour les années suivantes, chaque fermier devait alterner sa perception avec celle de son co-associé.

Cette combinaison ne fut pas de longue durée ; en 1624, le familial Humbert Girard étant décédé, Aymé Jarray dut, par acte de Jacques Michalet, notaire à Saint-Claude, le 14 octobre 1623, passer un nouveau traité, aux mêmes conditions que les précédents, et pour une durée de huit années avec le curé Humbert Clément et Henry Pyard des Crozets, vicaire de Saint-Lupicin (1).

Le 15 juin 1625, Aimé Jarray, sur la demande de « Messire Claude Dronier, prêtre, Etienne Dronier, son frère communier, Claude, fils de feu honorable homme Nicolas Dronier, de Ravilloles », ratifia l'affranchissement consenti par son oncle Blaise Payot, le 20 juillet 1550, au profit de Nicolas Dronier, curé de St-Lupicin, d'une maison et de diverses pièces de terre. Cette ratification eut lieu moyennant le prix de 25 francs, que le prieur employa à la réparation de la couverture de sa maison prieurale.

Le 19 août de la même année (1625), Claude de la Mare, Grand Prieur et Celerier de St-Oyan et François

(1) Fonds du Prieuré. La minute de cet acte porte les divers règlements entre le prieur et ses fermiers jusqu'en septembre 1619.

de la Rochelle, chancelier du monastère, « commissaires desputez » de l'abbaye, se transportèrent à St-Lupicin pour procéder à la visite du prieuré. Leur but était de rendre compte au chapitre de l'état dans lequel la longue absence d'Aymé Jarray avait laissé l'administration de son prieuré et aussi d'aviser aux moyens à prendre, au moment assez prochain de la mort du vieux prieur, pour resaisir la collection de ce bénéfice en résistant à une nouvelle intervention du Saint Siège.

En « l'absence du Prieur quoique préalablement averty et assigné », les commis furent reçus par le curé Humbert Clément, Philibert Baillin, son vicaire, et Claude-Philibert Clément, le futur curé, alors diacre. « Après avoir salué le saint Sacrement et fait » leurs « dévotions » ils visitèrent l'église et la sacristie ; de l'église « par une allé à voulte » ils entrèrent dans la maison prieurale. Humbert Clément leur communiqua ensuite le manuel des revenus du prieuré, contenant la désignation des droits respectifs du prieur et du curé. Après avoir fait dresser acte de leur visite par le scribe du monastère, Pierre Pernet, Claude de la Mare et François de la Rochelle se retirèrent, en se déclarant satisfaits.

Courbé sous le poids des années et impuissant à assurer à l'un des siens la survivance de son bénéfice, prévoyant sans doute les difficultés qui s'élèveraient à son décès, Aymé Jarray se désintéressa de plus en plus de son prieuré de Saint-Lupicin. Il se contenta d'en percevoir, avec la plus grande exactitude, les revenus ; la dernière quittance qu'il donna à ses co-fermiers est du 3 septembre 1629 (1).

Il mourut à Orgelet peu de temps après, sans être regretté, ni par ses administrés, avec lesquels il avait eu de nombreux démêlés, ni par les familiers, qui ne

(1) Voir à la suite du traité de 1623.

connurent pas plus sa générosité que celle de son oncle. Quoique « recteurs » de droit de cette association ecclésiastique, ces prieurs paraissent s'en être éloignés volontairement, ou peut être en avoir été écartés par l'antipathie de leurs confrères. La période qui s'étend de la mort de François du Breuil (1549) à celle de Blaise Payot (1570), marque un temps d'arrêt dans le développement de la familiarité de Saint-Lupicin. Celle, au contraire, qui correspond au priorat d'Aymé Jarray fut plus prospère.

Durant la deuxième partie du xv^e siècle les vocations religieuses furent peu nombreuses, dans la paroisse de Saint-Lupicin. En 1549, la familiarité comptait, outre le curé Nicolas Dronier (1), neuf familiers dont nous avons vus plusieurs, à la période précédente, contemporains du prieur François du Breuil : Pierre Clément, curé de Frangy (2), qui ne tarda pas à disparaître ; Jean Clément, neveu du précédent (3) ; Pierre Clément, dit Benoit, notaire public (4), receveur de la Grande Celererie pour l'abbé de Saint-Oyan (5), et amodiataire du Prieuré (6), qui fut plus tard curé de

(1) Affranchissement à son profit par Blaise Payot du 20 juillet 1550. Voyez supra.

(2) Reconnaissance de dette par lui à la familiarité, 11 août 1545. Fondations Gascon, 10 septembre 1542 et 23 septembre 1545.

(3) Obligations des 23 novembre 1544, 21 juillet 1549 et 5 juillet 1551. Vente Fusier-Gascon 5 juin 1556. Obligation Michallet, 14 décembre 1557.

(4) Reçoit un échange Simon, 23 juillet 1541, une vente Simon à Prélet, 7 mai 1542, deux ventes Benoit à Gascon, 16 octobre 1543 et 16 février 1544, la vente du pré de la feste, 27 juillet 1544, délivre une copie du traité pour le pont de Lizon, 25 avril 1548 et dresse un échange Bruyand-Gascon, du 24 septembre 1566.

(5) Ascensement par Marc de Rye à Pierre Clément, dit Benoit, « recepveur en notre grande celererie de Saint-Oyan » 7 décembre 1571 ; quittance de lodt du 26 juin 1574.

(6) Amodiation des 10 décembre 1549 et 27 août 1560. Quitances des 22 avril 1566 et 2 avril 1567.

Saint-Lupicin ; Hugues Damelet (1) ; Pierre Girard (2) ; Claude Dronier (3) ; Claude Fusier (4), chanoine de l'église Saint-Etienne à Besançon (5), un autre chanoine d'abord familier de la même basilique, Claude Gascon, en même temps curé de la petite église de St-André qui avoisinait cette basilique, plus tard sous-chantre en 1565, mort le 15 novembre 1562 (6) ; enfin Jean Favier, dit de Favier, chapelain de Charles-Quint et son neveu Jean Favier, le jeune, tous deux chanoines de l'église métropolitaine de Saint-Jean de Besançon (7). Ceux-ci obtinrent du roi d'Espagne, Philippe II, la confirmation de leurs titres de noblesse, par lettres données à Gand, le 28 août 1559, enregistrées au Parlement le 28 juillet 1563 et ratifiées par Marc de Rye, abbé de Saint-Claude, le 27 septembre 1570 (8).

(1) Vente du pré de la Feste, 1544, transaction entre les héritiers Clément 7 mars 1549. Fondation Jacques-Gascon, 24 juin 1549.

(2) Transaction entre les héritiers Clément 1549, obligation Pierre Clément, 11 août 1549.

(3) Echange Bruyand-Gascon, 1566.

(4) Vente du pré de la Feste, 27 juillet 1544. Echange Simon 13 février 1588. Vente par lui à Jacques Gascon, 5 juin 1556.

(5) Il ne figure dans aucune délibération du chapitre à cette époque, ce qui laisse supposer qu'il préférerait à la ville le séjour à la campagne.

(6) Fonds du Prieuré. — Obligation par lui à la familiarité, 10 mars 1550, vente par lui à ses neveux Jacques et Claude Gascon, 1^{er} mai 1551 ; vente Fusier-Gascon, 5 juin 1556. — Voir catalogue des Incunables de la bibliothèque de Besançon, par Castan, p. 73 et 232.

(7) L'ainé fut élu le 23 mai 1526 et institué pour un an procureur général du chapitre, le 8 mai 1540.

Le jeune fut admis en coadjutorie, le 24 juillet 1560, à l'une des prébendes de Pouilley et en devint titulaire le 1^{er} septembre 1564. — Archives départementales du Doubs, registre des délibérations du chapitre.

(8) Dans leur requête au roi, les chanoines Favier et leur frère Claude Favier, de Moirans, exposent que « leurs prédéces-

Durant cette deuxième période, les donations à la familiarité furent moins nombreuses que celles du passé. L'une de ces dernières, consentie le 23 avril 1521 (1) par Michel Jeannin et Jeanne de Boisset donna lieu à d'assez graves difficultés. Les donateurs, en l'acquit de leur fondation à l'église de Saint-Lupicin, avaient cédé aux familiers certaines terres et censés sur des particuliers de Saint-Savin, Bareteine, Champvaux et Poligny, acquises par eux de Louis d'Autrisel par acte du 23 décembre 1504 (2). Dans ce traité, le vendeur s'était réservé, pour lui et ses héritiers, la faculté de rachat et, postérieurement, par acte du notaire Jobelin du 15 décembre 1511, avait vendu le surplus de ses droits au couvent de Notre-Dame de Poligny (3). Plus de

seurs et desquels ils sont descendus par léal mariage étoient écuier au château de Moirans et prévôts de Saint-Romain de Roche », que « étant iceluy château, par succession de tems ruiné, feu Humbert de Favier écuier et autres ses prédécesseurs se remuèrent et allèrent demeurer aud. Saint-Romain », qu'alors « Messire Etienne Faulquier, abbé de Saint-Oyan prétendoit que led. fû Humbert fut mainmortable aud. abbé » mais « pour à quoi obvier et remédier et maintenir sa noblesse, iceluy fû Humbert présenta aud. abbé ses lettres de noblesse et requis le maintenir en icelle. Lequel après avoir tout vu.... déclara que led. fû Humbert Favier, pour lui, ses hoirs et successeurs, nobles et tant que de besoins.... les annoblis avec les privilèges de jouir de toutes libertés, droitures et premièrement de noblesse et pouvoir porter les armes spécifiées et déclarées aud. privilège.... » — Copie du XVIII^e siècle. — Archives de la famille Favier.

Les armoiries des Favier ont varié : on rencontre les suivantes : D'or à trois pommes de pin de sable ; d'or à trois cosses de fèves de sable ; d'azur au croissant d'argent accompagné de trois étoiles de même. — Nobiliaire de Franche-Comté par M. de Lurion.

(1) Voyez supra. — Chapitre VIII.

(2) Acte Jobelin. — Archives paroissiales de Saint-Lupicin.

(3) Inventaire de la familiarité de 1661. Voyez infra. — Cote 108. — Archives départementales du Jura.

trente ans s'étaient écoulés, durant lesquels les familiers de Saint-Lupicin avaient perçu, sans difficulté, ces redevances, quand Philibert d'Ugna, petit-fils de Louis d'Autrisel, voulant exercer son droit de rachat, leur fit des offres suivies de « consignat judiciaire » d'une somme de 320 francs. Les familiers, qui avait intérêt à percevoir ces redevances, supérieures aux revenus du capital offert, résistèrent en opposant la prescription.

Philibert d'Ugna fit alors parvenir une requête au roi d'Espagne lui-même (1). Il exposa que né du mariage d'Etienne d'Ugna et d'Etienne d'Autrisel, fille de Louis d'Autrisel et de Loyse de Mesnois, il avait perdu sa mère depuis dix-huit ans. « Etant moins d'aïe » (mineur) sa tutelle avait été confiée d'abord à sa grand mère maternelle, âgée de 80 ans et décédée depuis 8 ans, puis à son père ; l'un et l'autre avaient négligé son patrimoine. Plus tard, « ayant suivy les armes de sa majesté en ses deux dernières guerres, comme lieutenant d'une compagnie de gens de cheval », il ne lui avait pas « été loisible de compulser papiers et lettraiges dépendant de sad. hoirie ». A l'heure actuelle, il entendait faire valoir ses droits, aucun délai n'ayant été fixé pour l'exercice du « raimbage ». Par appointement donné à la cour de Bruxelles le 15 janvier 1559, le roi saisit de la question le Parlement de Dôle.

Assignés le 16 juin 1559, les familiers essayèrent de résister (2) ; mais reconnaissant le mal fondé de leurs prétentions, ils acceptèrent les offres et reçurent le 22 juin 1560 la somme de 360 francs, pour prix du rachat et de tous frais relatifs à la vente du 23 décembre 1504 (3).

(1) Archives parossiales de St-Lupicin.

(2) Ecritures et pièces du procès, Ibidem.

(3) Inventaire de 1661, cote 109.

En 1559, le curé Nicolas Dronier mourut et la charge curiale fit retour dans la famille Clément. Le 28 juin de la même année (1), le familier Pierre Clément, dit Benoit, nommé par le cardinal Claude III de la Baume, archevêque de Besançon (2), sur la présentation de l'abbé Marc de Rye, prit possession de la cure de Saint-Lupicin et fut installé par le familier Humbert Girard, en présence des chapelains. Il résigna sa charge de notaire puis celle de receveur de la Grande Celererie (3), mais conserva celle de fermier du prieuré (4) et y joignit celle d'amodiataire des marègles de la Rixouse, appartenant à l'office d'enfermier de Saint-Oyan (5). Il conserva ses fonctions pastorales jusque vers l'année 1586.

Pierre Clément prit une part très active aux affaires de la familiarité (6). Celle-ci fit, à cette époque, une nouvelle perte dans la personne du chanoine Jean Favier l'ainé, chapelain de Charles-Quint, décédé à Besançon le 31 août 1564. Son neveu Jean Favier le jeune,

(1) Cet acte est relaté dans un cahier manuscrit du siècle dernier, faisant partie des archives paroissiales de St-Lupicin. La date qu'il indique, 1579, est inexacte. Pierre Clément est indiqué comme curé de la paroisse dans plusieurs actes antérieurs, notamment une vente Mayot-Michalet du 11 septembre 1575. Le même cahier constate que Nicolas Dronier vivait encore en 1564 et qu'il fut remplacé en 1570 par Claude Fusier. Ces énonciations sont erronées puisque le 31 décembre 1562, Pierre Clément « dit Benoit, prêtre, curé de Saint-Lupicin », acquit de Jean Benoit un tiers d'une maison « sise en la montagne de Saint-Lupicin ». Claude Fusier n'était que familier.

(2) 1544 à 1584, successeur du cardinal Pierre de la Baume.

(3) Contrat de mariage de ses nièces grande Louise et petite Louise Clément du 6 janvier 1579 ; Pierre Clément « jadis receveur... » leur donne des habits et trousseaux.

(4) Amodiation du 26 août 1560. Quittance du 2 avril 1567. Amodiation du 28 juin 1579.

(5) Amodiation par Claude de Gigny, enfermier du 18 mars 1584.

(6) Il est présent à la plupart des actes dressés à cette époque.

ne tarda pas à le suivre dans la tombe (2 janvier 1585). La même pierre tumulaire recouvrit leurs dépouilles dans la cathédrale de Saint-Etienne (1). Leurs places à la familiarité de Saint-Lupicin, furent bientôt occupées par de nouveaux membres : Jean Bruyard reçu en 1574 (2), Humbert Girard, dit Perrin, de Cuttura (3), qui fut amodiataire des revenus de la cure en 1595 et de ceux du prieuré l'année suivante (4) ; Humbert Clément, fils de Claude Clément, dit Girard, de Cuttura, neveu du curé Pierre Clément et son successeur ; le neveu de ce familier portant les mêmes nom et prénom, Humbert Clément, notaire en même temps que chapelain (5) et amodiataire du prieuré en 1612 ; enfin Claude de la Tour, fils d'Antoine de la Tour, qui fut aussi, fermier du prieuré en 1595 (6).

(1) Cette tombe mutilée existe encore dans un corridor de la caserne de la citadelle à Besançon ; on y lit : *Immensam Dei misericordiam hoc sub saxo conditi expectant nobiles et venerabiles viri Joannes de Favier senior capellanus Caroli V r. imperatoris, et Joannes de Favier junior, ejus nepos ambo pbri, canonici hujus insignis ecclesiae qui obierunt scilicet idem dnus, antiquior die ultima aug. an. MDLXIV junior autem die II mensis Jan. an. MDLXXXV. Horum ani aeterna pace fruantur.* — Les inscriptions de la cathédrale St-Etienne à Besançon relatées par Chifflet. — M. J. Gauthier. *Mémoires de l'Académie de Besançon*, 1881, p. 355.

(2) Echange de la Tour, 20 juin 1574. Quittance de ses droits de réception, 4 janvier 1583.

(3) Echange Simon, 13 février 1588, vente Gascon Thomas, 2 mars 1593, réduction de cens du moulin de Cuttura, 7 septembre 1601.

(4) Avec le curé Humbert Clément ; amodiation du 13 octobre 1596.

(5) Reçoit les ventes Gascon Thomas, 2 avril 1591, et Simon Bourgeat, 14 mars 1623.

(6) Rente provenant de ses livres de réception, 18 juillet 1594. Son père lui succéda, après son décès, comme fermier du prieuré, acte du 13 octobre 1596.

A la mort du curé Pierre Clément, la cure resta quelque temps vacante. Désireux de décharger leur responsabilité, les échevins de la paroisse, Jean Thorat de Saint-Lupicin, Jean Vincent, de Lavans; Claude Meynier, de Lavans, et Nicolas Vuillard, de Leschères, firent remise entre les mains du familier Claude de la Tour, du trésor de l'église. L'inventaire, non daté (1), qui en fut établi, est curieux. Il comprend, outre la description du célèbre évangélaire (2) et du reliquaire du bras de Saint-Lupicin (3), celle d'un nouveau reliquaire du même saint : « le chef de Monsieur saint Lupicin en chasse d'argent » qui fut détruit en 1756 pour faire place à celui qui existe aujourd'hui (4). Parmi les richesses de l'église, l'inventaire signale « ung tableau où sont plusieurs belles saintes reliques, une image de Monsieur saint Sébastien (5) au pied de laquelle est une pièce de bras diceluy, une image de Sainte Barbe au pied de laquelle est une pièce du col dicelle, ung os dung des dix mille martirs et la bulle, étant le tout en une boyte dyvoire, enfin une image de Notre-Dame ».

L'inventaire n'indique pas un certain nombre de tableaux de cette époque que l'on peut voir encore actuellement à l'église et au prieuré, et qui sont dignes d'attirer l'attention. L'un d'eux, d'une réelle valeur artistique, représente la Vierge et l'enfant Jésus dans

(1) L'absence du nom d'un curé en place la date entre la mort de Pierre Clément et l'installation d'Humbert Clément; il est dans tous les cas antérieur au décès de Claude de la Tour, 1596.

(2) Voyez supra, chapitre II.

(3) Voyez supra, chapitre V.

(4) Marché entre les fabriciens et le sieur Rosset, orfèvre à Saint-Claude, du 6 juillet 1756. Archives paroissiales de Saint-Lupicin. Voyez infra. Le métal de l'ancien reliquaire qui entra dans la composition du second pesait « deux livres et un quart ».

(5) Donné probablement par la famille de Pra qui avait érigé à l'église un autel en l'honneur de ce saint.

les nuages, dominant trois personnages debout : au centre saint Lupicin, à droite sa sœur sainte Yole et à gauche sainte Catherine (1), en bas les armoiries des Charnage, surmontées d'un casque empanaché et enfin la date de 1560. Ce tableau est dû, à n'en pas douter, à la générosité de la famille Charnage et probablement à celle de Pierre Charnage de la Tour, prévôt de Saint-Lupicin, frère de Catherin Charnage, curé de la Rixouse. Un autre représente l'ange gardien guidant un jeune enfant, on y remarque en bas et à gauche un blason portant une croix à double branche. Un troisième tableau, qui se trouve actuellement dans l'ancienne maison prieurale, a beaucoup souffert des injures du temps. On y distingue un prêtre portant des moustaches, en habit de chœur, à genoux et les mains jointes ; derrière ce donateur inconnu se tient une femme qui paraît être sainte Philomène ou sainte Catherine ; au second plan on aperçoit une ville sur un coteau.

L'inventaire contient en outre la nomenclature d'un grand nombre d'ornements et de vêtements du culte, chappes, chasubles de satin et de damas, nappes d'autel, draps d'or et étoffes précieuses, avec quelques noms de donateurs. On y voit aussi des livres d'heure et des missels, des chandeliers de laiton et « cinq lyons dairain doré » qui ont depuis disparu (2).

Le curé Pierre Clément eut pour successeur son neveu, le familial Humbert Clément, qui résigna ses

(1) Patronne de la famille Charnage dans laquelle les prénoms de Catherin et de Catherine étaient très fréquents.

(2) On y remarque les « habis » suivants :

« Une chappe de satin blanc achetée par les échevins au nom des prochiens ; une autre de satin rouge donnée par feu M. Pierre Vuaille, prêtre, une chasuble de damas rouge figurée, donnée par feu vénérable M^{re} Jehan de Sivry, à son vivant prêtre chanoine de l'église cathédrale de Besançon, une autre enrichie de figures et de soleils donnée par feu M^{re} Guille

fonctions en 1628. Ce dernier fut amodiataire du prieuré sans interruption de 1596 à 1629 (1). Son dévouement pour ses paroissiens et la compagnie des chapelains, paraît avoir rendu à la familiarité sa prospérité d'autrefois. On peut seulement lui reprocher d'avoir manqué d'ordre et de méthode dans l'administration des biens de la paroisse.

En 1596, le familier Claude de la Tour mourut (2), mais il fut remplacé par d'autres familiers : Jean Fusier (3) reçu en 1604, et Nicolas Vuaille en 1605 (4), Jean Regaud, curé de Soucia (5) ; Benoit Janod (6) ; François Dronier de Ravilloles, curé de Lect (7), et son oncle Etienne, dit Claude-Etienne Dronier (8). A la même époque, la familiarité s'enrichit par de nombreux

Marrylier, à son vivant de St-Lupicin, prêtre : item une aultre chasuble, enrichie de lyons et de léopars en fil d'or et d'argent, donnée par le feu curé de Sainct poing, plus une aultre chasuble de tafetas blanc armoyriée des armes de croyssant, item un autre de damas rouge autrefois achetée par lesdits prochiens, un drap de damas blanc figuré ensemble; un petit drap baptin en or lequel fut donné par feu M^{re} Jehan de Lyson, chanoine de Besançon, auquel est le nom diceluy, item une chasuble de... changeant donnée par feu M^{re} Claude Gascon, de son vivant prêtre ».

(1) Amodiation des 13 octobre 1596, 12 juillet 1612, 15 septembre 1621 et 14 octobre 1623.

(2) Amodiation du prieuré par son père, 13 octobre 1596.

(3) Testament de son père Philibert Fusier, 18 octobre 1604, vente à son profit du 7 octobre 1629.

(4) Reconnaissance de 6 livres estevenantes pour sa réception, 6 septembre 1605, transaction du 16 mai 1619 et quittance du 15 octobre 1623.

(5) Vente par lui à Lupicin Gascon, 13 novembre 1608.

(6) Réduction de cense du moulin de Cuttura, 7 novembre 1601, vente Bourgeat, 14 mars 1623.

(7) Procédure Jarray, 26 juin 1612.

(8) Echange de la Tour, 29 juin 1597. Droits de réception, 6 septembre 1605. Vente Reffait, 18 mai 1604. Procédure Jarray, 26 juin 1612.

ses fondations pieuses, parmi lesquelles on remarque celle de Jacquema Regauld, d'une rente de « quatre blans, aux quatre chasses » (22 février 1572), celle d'une rente de vingt-trois pièces de vin de Gevingey, au profit des familiers, par Claude Blanchard dudit lieu (acte Dronier du 14 août 1569, reconnu le 15 décembre 1587), enfin celle de 29 francs 4 gros « à la dévotion de noble Vaulehier Calay et Jeanne d'Yvonne (de Divonne sa femme » reçu par le notaire Dunod le 18 juillet 1594. Par son testament dicté au même notaire le 27 décembre 1611, Jean, fils de Pierre Favier, de Lavans, légua à la familiarité une « cense de 6 gros » pour une messe « en la chapelle à élever à Lavans ».

En 1595, les Vaudois, ayant pour la troisième fois envahi la terre de St-Claude, poussèrent leurs incursions jusqu'aux portes de Moirans. La paroisse de St-Lupicin et principalement le village de Lavans, menacés par le passage des troupes ennemies, durent organiser une milice ; les suisses furent repoussés. « Pour subvenir à l'acquit de plusieurs dettes de la communauté de St-Lupicin, pour deniers empruntés pour subvenir aux frais supportés pendant la guerre » s'élevant à 112 francs, les habitants de St-Lupicin vendirent, par acte du notaire Meynier du 21 janvier 1596, à leur curé Humbert Clément et à son frère Claude, le droit perpétuel de lever tous les fruits d'une parcelle de terre appelée le Pré des Bans, sur lequel les Clément possédaient déjà un droit de première coupe. Par contrat passé devant le notaire Vuillard, le 17 janvier de la même année, les échevins de Lavans avaient concédé aux frères Clément, le droit de pâturage sur le même immeuble (1), qu'ils possédaient depuis 1494 (2).

(1) Archives départementales du Jura, fonds de l'aumonerie, procès de 1752.

(2) Dom Benoît, tome II, p. 136.

La première des confréries établies en l'église de St-Lupicin, celle du Rosaire, le fut le 2 juin 1613 avec permission de l'officialité accordée le 1^{er} avril 1614. Le promoteur de cette œuvre fut le capucin Théodose de Bergame (1), qui en rédigea les statuts concernant les droits, privilèges et obligations des confrères. Il plaça à sa tête, comme recteur, le curé Humbert Clément auquel il adjoignit un prieur, un sous-prieur, un trésorier et deux conseillers annuels.

Les derniers prêtres reçus dans la familiarité, à cette époque, furent : Denis Jantet de Ravilloles (2), Claude Dronier le jeune (3), Philibert Baillin (4) et Henry Piard des Crosets (5), ces deux derniers vicaires de Saint-Lupicin ; Claude Girard, de Cuttura (6) ; Pierre Vuaille (7) ; Claude-Philibert Clément, neveu du curé Humbert Clément (8), et Pierre Vincent, reçu en 1617 (9).

En 1628, la vieillesse obligea H^t Clément à abandonner ses fonctions pastorales ; il fit nommer à sa place Claude-Philibert Clément, mais n'en resta pas moins familial pendant assez longtemps.

L'année suivante, 1629, marque le décès du chef de la familiarité, le prieur Aimé Jarray, dit Badriet.

(1) Archives paroissiales de Saint-Lupicin. Petit cahier de 8 feuilles en parchemin.

(2) Vente à son profit du 10 juin 1622. Quittance de ses droits de réception 1^{er} décembre 1624.

(3) Rente Bourdier, 1^{er} septembre 1623; vente Thomas, 7 mars 1627.

(4) Visite du prieuré, 19 août 1625.

(5) Amodiation par Aymé Jarray, 14 octobre 1623. Vente Thomas, 1627.

(6) Obligation par lui à la familiarité, 11 septembre 1616.

(7) Fondation par lui et ses frères, 25 janvier 1625.

(8) Sous-diacre le 11 juillet 1623. Compte de l'amodiation du prieuré, du 15 septembre 1621. Diacre lors de la visite du prieuré, 19 août 1625.

(9) Quittance de ses livres de réception, 13 décembre 1618. — Inventaire de 1648.

CHAPITRE XI.

Le schisme au prieuré. — Anatoile de Scey. — Jacques Maton. — Denys Patornay. — Philibert Soillot. — Antoine Varod. — Gaspard de Vaudrey. — Jean de Wateville. — Claude Briseuf.

La mort d'Aymé Jarray mit en conflit direct Rome et l'abbaye de St-Claude, au sujet de la nomination de son successeur. Le pape, armé des décisions du concile de Trente (1), qui lui attribuaient un droit général de collation sur tous les bénéfices de la chrétienté, nomma, au Prieuré de St-Lupicin, un prêtre originaire d'Arinthod, Jacques Maton.

L'abbé de St-Claude, Ferdinand de Rye, poussé par son chapitre, répondit, par la nomination d'un autre prieur, en vertu de son privilège immémorial de collation dans la principauté de St-Oyan. Par lettres datées de son château de Vuillafans, du 15 décembre 1629 (2), il désigna Anatoile de Scey Grand Célérrier de son monastère et, comme à sa qualité d'archevêque de Besançon, il joignait encore celle de maître des requêtes honoraire du Parlement de Dôle (3), il obtint facilement de ce dernier (4) l'enregistrement de ses lettres-patentes ainsi que l'envoi en possession du nouveau bénéficiaire (10 janvier 1630). Dès le 18 février suivant, François

(1) Voyez supra, chapitre IX.

(2) Voir l'acte de prise de possession du 18 février 1630.

(3) Dom Benoit, tome II, p. 302.

(4) Répertoire du Bulluaire du Parlement de Dole, fol. 171. — Archives départementales du Doubs.

de la Rochelle, Grand Prieur et camérier de St-Oyan, en qualité de procureur et ayant charge du Grand Célérus, se rendit à St-Lupicin et requit de l'ancien curé Humbert Clément, sa mise en possession du bénéfice. Il fut immédiatement procédé à cette cérémonie, en présence du curé Claude Philibert Clément (1).

Ce fut alors le commencement d'un véritable schisme.

Jacques Maton n'osa pas engager la lutte contre le puissant abbé de St-Claude, son archevêque ; il ne se fit point mettre en possession de sa charge et ne parut même pas au Prieuré. Bientôt, à la menace d'un procès que ses ressources ne lui permettaient pas de soutenir, il se démit purement et simplement (2) de son bénéfice (1631).

Aussitôt le Pape Urbain VIII, refusant de reconnaître Anatoile de Scey comme prieur légitime de St-Lupicin, s'occupa de pourvoir au remplacement de Jacques Maton. Par une bulle datée de « la veille des Kalendes de may » (30 avril) 1632 enregistrée au Parlement de Dole (3), il conféra le Prieuré de St-Lupicin « non conventuel, ordre de St-Benoit » à Denys Patornay. Celui-ci n'occupa sa charge que de nom et démissionna moins d'une année après son institution. Une nouvelle bulle d'Urbain VIII « du troisième jour des ides de février » (11 février) 1633, lui désigna comme successeur, Philibert Soillot (4).

La résistance de l'abbaye fut acharnée. Pendant plusieurs années, il y eut entre François de la Rochelle, l'archevêque de Besançon et la Cour de Rome, échange d'une volumineuse correspondance au sujet des diffi-

(1) Fonds du Prieuré. Archives départementales du Jura.

(2) Répertoire du Bullaire du Parlement.

(3) Ibidem, p. 44, fol. 204.

(4) Ibidem, p. 45, fol. 234.

cultés relatives à la collation de plusieurs bénéfices de la terre de St-Claude et notamment du Prieuré de St-Lupicin. Chacun fit usage des textes et des arguments les plus compliqués du droit canon et défendit ses droits avec la plus grande vigueur (1).

Cependant, depuis sa prise de possession du Prieuré, Anatoile de Scey semblait s'en désintéresser complètement, laissant ses puissants supérieurs hiérarchiques se passionner sur la question du patronage de son bénéfice. Il se contenta de désigner, pour remplir les devoirs de sa charge, l'un des familiers de l'église (2), Claude David. Celui-ci amodia le 26 juin 1630 les marègles de St-Lupicin, Pra et Patay, comme ayant charge du prieur, mais ce dernier soit que les amodiataires lui aient paru insolvable ou les prix insuffisants, les amodia lui-même à nouveau avec celles des autres villages de la paroisse, le 7 juillet suivant. Il profita de sa présence au prieuré pour faire dresser un état des revenus de son office, à la suite duquel il inscrivit les procès-verbaux d'amodiation. Ce fut là le seul acte d'administration fait par Anatoile de Scey. Il laissa Claude David gérer à sa guise son bénéfice prieural ; aussi les revenus n'en furent perçus que partiellement et les mainmortables s'empressèrent de cesser de payer leurs redevances. Les terres non louées « demeurèrent en frisches, les prels et vergers sans clostures » (3) et Claude David ne recevant plus de rémunération, cessa complètement le service en 1632.

En présence de l'indifférence coupable du Prieur, le curé de la paroisse dut intervenir. « En la saison voisine de la solemnisation des festes de Pasques (4)

(1) Archives départementales du Jura. Fonds de l'abbaye de St-Claude.

(2) Voyez infra. Déclaration Pariset, de 1650.

(3) Fonds de l'abbaye de St-Claude. Inventaire de 1784, cote 1706.

(4) Ibidem.

en l'année 1633, Claude-Philibert Clément réunit les familiers, parmi lesquels Humbert Clément et François Favier, ainsi que les échevins de la paroisse : Claude Dunod, Aymé Clément, Jean Meynier et Etienne Symon.

Il leur exposa que « tant pour la continuation du service divin que pour la desserte du prieuré vaquant, il étoit entièrement nécessaire de commettre un personnage capable pour ladite desserte. » Les assistants désignèrent « unanimement Messire Humbert Clément le vieux », familier de l'Eglise et ancien curé. Celui-ci, en raison de son grand âge et des difficultés à récupérer les revenus du bénéfice, voulut se récuser et pria que l'on choisit Messire François Favier, mais celui-ci refusa net. On insista alors auprès d'Humbert Clément, lui « remonstrant qu'il avait été entremis par plusieurs années à iceluy (prieuré) jusque par de là la vie de fut Messire Jean Jarray jadis prieur, particulièrement dois l'année 1623, jusques en l'an 1629 (1) en laquelle il décédât. » Le vieux familier finit par céder et accepta la desserte du Prieuré aux mêmes conditions que celles contenues dans l'amodiation passée entre lui et le précédent prieur le 14 octobre 1623. Toutefois, en raison de la diminution probable des revenus du Prieuré, le prix d'amodiation fut réduit à « huit vingt francs » payables au prieur légitimement pourvu « le jour de feste Saint-Martin ». Aymé Clément, frère du curé et neveu d'Humbert Clément, se porta caution de cette somme (2).

L'année suivante (1634), la situation était toujours la même : pas de prieur pour assurer la desserte *in divinis*, pas d'amodiataire pour percevoir les revenus du prieuré. D'autre part, Humbert Clément ayant tiré du

(1) Voyez supra, chapitre X.

(2) Inv. 1783. Cote 1706.

Prieuré une somme si minime « qu'il ne scavoit à qui il se pourroit adresser pour le paiement de ses peines et salaires, comme encour des fournitures qu'il avoit suporté dois lad. vacuance, avoit faict entendre au sieur curé et aux aultres familiers dicelle église qu'il ne désiroit continuer lad. desserte. » Les échevins s'adressèrent alors, le 24 mars 1634, à Antoine Patornay, docteur en droit, Grand Juge de la terre de St-Oyan et à Jacques Perret, procureur substitué du seigneur-abbé. Ils exposèrent que le prieuré était vaquant et qu'on avait « aulcune nouvelle ny appercevance de la provision diceluy » ; que pourtant il était nécessaire, surtout à l'approche des fêtes de Pâques dans lesquelles le prieur ou son commis devait officier en personne à l'église, de désigner quelqu'un pour le service, afin d'éviter « un très grand scandale des paroissiens de lad. église et d'ailleurs. » Enfin il fallait affermer les terres du Prieur.

Le dimanche suivant 26 mars, Antoine Patornay et Jacques Perret assistés du notaire Antoine Margueron, se transportèrent à St-Lupicin. Ils arrivèrent à la fin de la messe paroissiale et rencontrèrent « Maitre Daniel Dunod et Aymé Clément, eschevins qui tant en leur nom que de leurs autres consors eslus aud. eschevinage dois le même jour de feste Annonciation Notre-Dame » qui leur firent part des plaintes des paroissiens, du curé et de la familiarité.

On se mit d'accord pour affermer aux enchères les terres du prieuré. Et, « d'autant que la maieure part des paroissiens estoit encor assemblée sur le cimetière », devant l'église, les officiers de justice firent « scavoir par Guillaume de la Tour sargent » qu'ils allaient procéder à la location et « délivrance des terres du Prieuré au plus offrant et dernier enchérisseur. » Le total des prix atteint par les enchères fut de quatre-vingt-dix-

huit francs et demi. Puis le Grand Juge s'occupa de trouver quelqu'un qui fut « capable, suffisant et solvable tant pour l'administration du temporel que du spirituel du Prieuré. » Le curé, les familiers et les échevins désignèrent encore Messire Humbert Clément et l'engagèrent à ne pas persister dans son premier refus, d'autant plus que par le moyen de l'adjudication, par autorité de justice, des terres du prieuré, il était assuré d'en toucher le prix. Le vieux familier déclara « que pour l'affection qu'il avoit à la desserte dud. Prieuré et afin que le service divin y fut continué sans mécontentement des paroissiens, ayant déjà commencé le service dois le temps de la vacance diceluy, il estoit juste de continuer les bons offices qu'il y avoit rendu. » Il accepta donc pour « une année qui finiroit environ la Saint-Martin prochain venant » (1634) et paierait au Prieur d'alors la même somme que celle fixée pour l'année précédente, c'est-à-dire « huit vingt frans. » Afin de sauvegarder les droits du futur prieur, un état des revenus du prieuré fut dressé en 1633 à la participation du familier Claude Dronier et continué pour les deux années suivantes (1).

Pendant que ces difficultés s'agitaient, la paroisse de St-Lupicin avait pris la grave résolution de réparer le vieux bâtiment de l'église dont les toits menaçaient ruine. Le curé Claude-Philibert Clément, son oncle Humbert Clément, les anciens familiers. Denis Jean-tet (2), Benoit Janod (3), Claude Dronier (4), Henry

(1) Cet état rédigé sans ordre ni précision ne donne aucun autre renseignement que ceux contenus dans les états précédents.

(2) Rente constituée par lui le 8 décembre 1637.

(3) Rente Lupicin Gascon, 19 juin 1636.

(4) Décret des biens de l'huissier Thomas 7 mars 1627. Rente Lupicin Gascon 19 juin 1636.

Piard et les nouveaux ; Jacques Dunod (1), Jacques Joly, Claude David, Jean Pérrier dit Grand, vicaire des Crozets, François Favier et Toussaint Buat, de Pra (2), puisèrent à pleines mains dans le trésor de la familiarité, à la veille du jour où les calamités publiques allaient en achever la ruine.

Primitivement, comme dans les basiliques romanes, la nef de l'église ainsi que les collatéraux étaient fermés par des plafonds et couverts, non point par un toit unique, mais chacun par un toit particulier. La nef surélevée au-dessus des collatéraux par deux murs percés de fenêtres était recouverte par un toit à double égout, les bas-côtés, au contraire, n'avaient chacun qu'un simple toit en appenti à un seul égout (3). La nouvelle construction masqua les six fenêtres de la partie supérieure de la nef et nécessita un changement assez important dans l'extérieur de l'édifice, qui consista à couvrir les bas-côtés et la grande nef par une seule toiture à double égout (4). Le plafond de la nef fut supprimé et remplacé par une voûte en pierre. Mais au lieu de prolonger au-dessus de la nef la voûte romane du chœur, on eut encore, comme pour la chapelle de la Tour, la malencontreuse idée d'adopter le style ogival qui détonne avec l'ensemble du monument. Cette voûte, qui existe encore actuellement, porte d'élégantes nervu-

(1) Présent à la rédaction de ce dernier titre. Fut receveur de la familiarité.

(2) Voir les dépositions de ces familiers dans les déclarations de 1650. François Favier habitait au prieuré.

(3) Notice sur l'église paroissiale de St-Lupicin par l'architecte Camus, 9 mai 1851. Cahier manuscrit aux archives de St-Lupicin.

(4) Rapport sur l'église paroissiale de St-Lupicin par l'architecte J. Amoudru. Même cahier manuscrit. Ce document indique comme date de la construction de la voûte l'année 1536. La notice ci-dessus la signale comme antérieure au xvi^e siècle. C'est là une double erreur.

res qui retombent sur des chapiteaux adaptés aux anciennes colonnes. Chacun de ces chapiteaux porte un écusson sur lequel est gravé le nom d'un des échevins de la paroisse en exercice au moment de la restauration. Le premier porte le nom de Jean Meynier et la date de 1634 ; sur les autres on peut lire les noms de Daniel Dunod, N. Meynier et Cyprien Regad.

Les travaux, achevés avant la guerre de dix ans, n'étaient pas encore payés en 1637 (1) et ne furent soldés qu'en 1641.

Ni l'un ni l'autre des prieurs qui se prétendaient légitimes recteurs de l'église de Saint-Lupicin, ne contribua, pour la plus minime somme, à cette importante transformation.

L'ancien curé Humbert Clément mourut en 1637. Il n'avait pas conservé au-delà de ses engagements la desserte du prieuré (1633-1634). Les pourparlers entre Rome et Saint-Claude menaçant de se prolonger indéfiniment, le Pape avait résolu d'y mettre un terme. Il avait fait fulminer le 14 juin 1634 la bulle de nomination en faveur de Philibert Soillot, en obtint l'enregistrement au parlement de Dôle et ordonna au titulaire de se mettre en possession de son bénéfice. Philibert Soillot obéit, mais par prudence ne prit possession du prieuré que par mandataire le 19 juin 1634 (2). Puis, pour faire acte de maître, envoya à Saint-Lupicin, le 15 septembre suivant, Messire Claude Botton, de Dole, docteur en droit, avec pouvoir d'amodier pour un an le prieuré au familial Claude David (3).

(1) Rente de 10 francs et demi par Jean Meynier Dubry, de Cuttura et Cyprien Regaud, de Ravilloles, « somme employée à la confection de la voûte de l'église », 22 mars 1637. Inventaire de 1648, p. 4.

(2) Répertoire du bulluaire du Parlement, p. 45, fol. 254.

(3) Déclaration Pariset, 1650. Voyez infra.

L'année suivante, Philibert Soillot résigna son bénéfice entre les mains du Pape et Urbain VIII dut encore une fois pourvoir à cette collation. Il nomma Antoine Varod, d'Orgelet, chanoine du chapitre métropolitain de Besançon, qui accepta. La bulle d'institution « datée de Rome de la veille des nones d'octobre (6 octobre) 1635 » fut enregistrée au Parlement le 10 mars 1636 (1).

Par un acte du 30 octobre 1637 passé entre Jacques Volland, mandataire du prieur, et le familial Claude David, ce dernier conserva l'amodiation du prieuré qu'il tenait du précédent bénéficiaire. Le départ ou la mort du familial obligea Claude-Philibert Clément à continuer l'amodiation que « honorable Jean Varod, de Saint-Christophe, père du prieur, lui concéda le 4 novembre 1638 (2) pour une nouvelle période de six années et moyennant le prix de cent vingt-deux francs. Le curé ne conserva cette charge (3) que jusqu'au 18 mai 1640, date du décès du prieur Antoine Varod (4).

L'invasion des Suédois en Franche-Comté mit trêve aux dissentiments entre le pape et l'abbé de St-Oyan. Bernard de Saxe-Weimar, après avoir réduit en cendres Pontarlier, s'était jeté sur la terre de Saint-Claude et avait saccagé l'abbaye et la ville. La paroisse de Saint-Lupicin fut épargnée quoique les granges éparses du Grandvaux d'un côté et la ville de Moirans de l'autre aient été livrées aux flammes. « Les habitants (5) se

(1) Répertoire du bulluaire du Parlement, p. 46, fol. 254. Il avait été élu coadjuteur à l'une des prébendes du chapitre le 15 mars 1636 et acheta la maison du chanoine Guy Petremend, quelques jours avant son décès, le 12 mars 1640. Archives départementales du Doubs, fonds du chapitre.

(2) Archives départementales du Jura. Fonds du prieuré de Saint-Lupicin.

(3) Quittance du 5 janvier 1640, à la suite du traité de 1638.

(4) Conclusions de Jean Varod dans le procès avec Gaspard de Vaudrey, 1641.

(5) Rousser. Dictionnaire des communes du Jura. *loco citato*.

mirent sur un pied de défense tellement respectable, pendant la guerre de 1636 et les huit (1) années suivantes, que les Français n'osèrent jamais mettre le pied sur leur territoire. » Les montagards « gardèrent (2) avec soin et courage les avenues des forêts et les gorges où il fallait passer pour y arriver ; ils prirent même un convoi de quinze voitures que les Suédois emmenaient du sac de Saint-Claude. On montait la garde au clocher ; on avait construit des redoutes aux approches de la paroisse (3). Il y avait des sentinelles et des corps de garde aux coupures des rochers et aux gorges des montagnes, par où l'ennemi aurait pu surprendre. Par le moyen des signaux et la manière de sonner le tocsin, dont le son s'étendait fort loin, on savait de quel côté il fallait réunir et porter les bras armés pour la défense commune. On savait aussi dans quelles cavernes les femmes, les enfants et les vieillards devaient se retirer en cas d'attaque. » (4).

Durant l'invasion et après le décès de Ferdinand de Rye (20 août 1636) (5), le siège abbatial de Saint-Claude demeura quelque temps vacant. Un collège capitulaire, choisi parmi les religieux, eut la direction des affaires de l'abbaye. A sa tête fut placé un « administrateur au temporel » nommé par le Parlement : François de la Rochelle, grand prieur et chambrier. Celui-ci, au lendemain du départ des envahisseurs, s'occupa de la réorganisation du monastère et des prieurés.

(1) Voir notre opuscule : La messe de Lacuson. 1902.

(2) Manuscrits de BÉCHET. Archives départementales du Doubs.

(3) On voit encore les vestiges de celle de la Landoz, au débouché de la plaine du Grandvaux. BÉCHET.

(4) Une de ces cavernes située dans la gorge longue et étroite du Lizon, entre les Crozets et Ravilloles, était fermée par une porte à deux battants, comme on peut en juger encore par les vestiges des gonds qui étaient à l'entrée de chaque côté. BÉCHET.

(5) Dom Benoit, tome II, p. 302.

Depuis plusieurs années, le grand celerier, Anathoile de Scey, nommé par l'abbaye prieur de Saint-Lupicin, était mort, sans qu'aucun successeur lui ait été désigné. Le 20 mai 1640, le conseil capitulaire, prenant pour prétexte le décès arrivé à Besançon, deux jours auparavant, d'Antoine Varod, dernier prieur nommé par le pape, conféra le prieuré à l'un de ses religieux « Messire Gaspard de Vaudrey, réfecturier. » Les lettres de collation furent enregistrées au Parlement le 30 mai suivant (1) et dès le 8 juin Gaspard de Vaudrey s'empressa de se rendre à Saint-Lupicin où en présence du curé Claude-Philibert Clément, de Claude Maillot, son vicaire, de Benoit Janod, l'un des familiers, et d'honorable Aymé Clément, de Saint-Lupicin, il se fit mettre en possession du bénéfice par Sébastien Rodot, vicaire de l'église de Saint-Sauveur.

Le premier soin du nouveau prieur fut de réclamer au curé, dernier fermier du prieuré, le prix de son amodiation pour l'année écoulée. Claude-Philibert Clément ayant refusé, Gaspard de Vaudrey l'assigna, le 27 novembre 1640, devant la grande judicature de Saint-Claude (2). Antoine Varod, père du prieur décédé intervint au procès. Il prétendit, par la voix de Charles Pariset, son procureur, qu'en qualité d'héritier de son fils, il avait droit au prorata de fermage du jour de la Saint-Michel 1639, dernière échéance, jusqu'au jour du décès, c'est-à-dire pendant sept mois et vingt jours. Le demandeur ne s'opposant pas à cette déduction, le grand juge Antoine Patornay, par jugement du 30 juillet 1641, condamna le curé à payer deux francs et demy à Antoine Varod.

(1) Ces lettres ne figurent pas au bulluaire du Parlement : la date en est indiquée dans des conclusions du prieur Pierre-Jacques Girod, procès de 1691.

(2) Les pièces de ce procès sont aux archives départementales du Jura. Fonds du prieuré de Saint-Lupicin.

Pour le surplus, Claude-Philibert Clément émit la prétention de le compenser avec des dépenses faites par lui, pour le compte du prieur, le jour de la prise de possession de ce dernier. Marc Bonguyod, procureur du prieur, prit alors de longues conclusions dans lesquelles il déclara « tout exorbitante la somme de quarante francs pour le disner de quatre personnes à un jour maigre, ayant fourny le poisson qui y fut mangé. » Claude Coyrier, procureur du curé, réclamait en outre de l'argent remis par son client « aux jeunes hommes de Saint-Lupicin qui avoient tiré quelques salves » devant l'église, lors de la sortie du cortège. Le réfecturier, au contraire, prétendait avoir donné à ceux-ci « une pistole alors qu'ils présentèrent les armes » en même temps qu'un « patagon » au marguillier qui avait sonné les cloches.

Les parties étant, suivant un terme du palais, contraires en fait, le grand juge, après dix remises de cause, ordonna une enquête pour laquelle il se commit lui-même et qu'il reçut le 14 octobre 1641. Les déclarations des trois témoins entendus, Sébastien Rodot, Pierre Mazier, convers de l'abbaye, et Pierre Lignet, marchand de Saint-Claude, furent écrasantes pour le curé. Elles tendirent à démontrer, qu'à la vérité le prieur avait invité les personnes présentes à dîner chez Aymé Clément, père du curé, mais que « comme les nappes furent levées » Gaspard de Vaudrey ayant jeté sur la table « certaines pièces d'or » pour payer l'écot, Claude-Philibert Clément se refusat et qu'il ne vouloit pas son argent et que l'on ne payoit rien dans cette maison pour semblable sujet. »

Le curé, se sentant battu, demanda un supplément d'enquête (21 octobre 1641). L'intervention d'Aymé Clément au procès amena de nouvelles complications. Le procès menaçait de prendre les proportions de ces

longues procédures si goûtées des procureurs, quand le pape, d'un coup, trancha le nœud gordien. Sur la fin de l'année 1641, on apprit que le tenace Urbain VIII, refusant de sanctionner la nouvelle usurpation de l'abbaye, avait nommé, comme successeur d'Antoine Varod au prieuré de Saint-Lupicin, Jean de Watteville, évêque de Lausanne, abbé de la Charité, prince du Saint-Empire et oncle du célèbre abbé de Baume-les-Moines (1). Le Parlement enregistra la bulle le 21 janvier 1642. C'était le glaive du Gaulois jeté dans la balance !

Gaspard de Vaudrey oublia son procès avec le curé de St-Lupicin et se retira de l'arène, pour laisser la place à de plus illustres combattants. Le chapitre de St-Oyan, sur la demande du réfecturier prit, dans une délibération reçue de Margueron, notaire, le 30 décembre 1641 (2), fait et cause pour son protégé, mais à charge « que led. messire de Vaudrey supportera et tous les frais despens, dommages et interests à ce regard jusqu'à la definition du procès ».

(1) Reçu à la confrérie de Saint-Georges en 1612, envoyé en Suisse pour les négociations de 1636, mort en 1648 et enterré à la Charité. Ch. THUMET, la chevalerie de Saint-Georges en Franche-Comté. Poligny, 1878, p. 64. Il était le troisième fils de Nicolas de Watteville, marquis de Versoix et d'Anne de Joux. Son frère aîné, Gérard de Watteville, marquis de Conflans, était chez lui, à la Charité, en octobre 1636, avec le sire de Lorraine et Girardot de Nozeroy. Loxix, La dernière campagne du marquis de Conflans, p. 24. Son second frère, Pierre de Watteville, eut de son mariage avec Judith de Brébia: Charles, baron de Watteville, Jean de Watteville, abbé de Baume, et Marie-Angélique de Watteville, abbesse de Château-Chalon. Une collection de portraits historiques, les Watteville en Franche-Comté, par l'abbé BRUXE, Mémoires des Sociétés des Beaux-Arts et des départements, juin 1900 et notes manuscrites du même auteur.

(2) Archives départementales du Jura, fonds du prieuré de St-Lupicin.

Le 10 janvier 1642 « Messire François de la Rochelle, grand prieur et administrateur tant au spirituel qu'au temporel de l'abbaye de St-Oyan-de-Joux » présenta requête au Parlement, afin d'assigner devant la cour « illustrissime seigneur Jean de Vatteville évêque de Lausanne » se prétendant « préférable » pour jouir du prieuré de St-Lupicin « pour en être pourvu par le pape » alors cependant que « de temps immémorial, l'abbaye avoit le droit de collation de ce bénéfice ». Il invoqua, dans ses conclusions, signées de son procureur Brun le 6 février 1642, les privilèges et immunités dont jouissait l'abbaye depuis des siècles, notamment celui d'être « tiré de toute subjection et obéissance des archevêques et diocésains, » et pour être « subject au St-Siège, sans aucun milieu ». Il proclama bien haut que « les prééminences et prérogatives » de son monastère « par-dessus tous les autres bénéfices de la province » étaient dues à la générosité et aux « bienfaits des empereurs, roys et princes souverains ». Le grand prieur rappela que la collation des bénéfices « dépendant de lad. abbaye, en grand nombre dans les diocèses de Lyon, Besançon, Mascon, Langres et autres » avait toujours appartenu à l'abbé et que souvent le Parlement avait enregistré ses lettres de provision.

Malgré la valeur de ces arguments, la cour donna raison au Pape contre l'abbé.

Sur le rapport du conseiller Claude François Lulier, le Parlement de Dole rendit, à la date du 23 mai 1643 la sentence aussi radicale que peu motivée qui suit : « Veues les pièces des parties, la cour par arrest, faisant litiscontestation conclusions et renonciations en cause, maintient en garde led. impétrant (Jean de Vatteville) en la jouissance et possession du prieurey St-Lupicin, dont est question, fruietz, proufitez et revenus en dependans, et déclarant tant led. opposant (Gaspard

de Vaudrey) quintervenans (François de la Rochelle et les religieux de St-Oyan) non recevables en leurs oppositions et interventions, leur interdit de le troubler, molester ou inquiéter directement en sa jouissance et possession. Les condamnant encore « et en outre iceluy opposant de rendre et restituer aud. impétrant tous fruicts et levées qu'il se trouvera avoir perceu dudit prieurey et déduire néantmoins les frais de la desserte in divinis et les réparations par luy faictes en la maison et batiments en dépendans, selon que le tout sera recogneu et liquidé par commis que la cour députera. Les despens ceste part faicts entre les parties compensés » (1).

Il ne restait plus à l'abbaye qu'un parti à prendre : s'incliner devant cette décision de justice. Gaspard de Vaudrey renonça à son titre de prieur et laissa Jean de Watteville encaisser le 17 septembre 1643 de « noble Pierre Charnage admodiateur du prieuré » désigné par lui, les termes arriérés de l'amodiation soit la somme de « vingt pistoles d'or d'Espagne » (2).

Un an après, l'évêque de Lausanne fit cession de son bénéfice à Claude Briseuf protonotaire du St-Siège, prieur de Viry qui fut agréé par le pape Innocent X en octobre 1644 (3). Le 26 juillet 1645, par acte de Claude Nicolas Reymondet, notaire à St-Claude, Claude Briseuf renouvela pour trois ans et moyennant le prix

(1) Archives départementales du Doubs. Fonds du Parlement, série B, n° 925.

(2) Quittance datée de Chateaufvillain, résidence de la branche française des de Watteville. Original aux archives du Jura. Fonds du prieuré de St-Lupicin, portant la signature de l'évêque de Lausanne.

(3) Répertoire du bulletin du Parlement, p. 50, fol. 368. Il était le neveu de Claude Briseuf surchantre au chapitre de St-Jean à Besançon, décédé le 5 octobre 1639. Archives départementales du Doubs. Fonds du chapitre.

annuel de deux cents francs, l'amodiation des revenus du prieuré consentie par son prédécesseur à « noble sieur Pierre Charnage, seigneur de la Tour de St-Lupicin ». Ce dernier devait également assurer le service « in divinis » à la décharge du prieur et faire « recouvrir à clavins le quart du toict de la tour de l'escalier du prieuré ». Le service qui avait été assuré d'abord par les familiers Claude David et Jacques Joly, fut continué par ce dernier pendant un an, jusqu'à sa nomination comme vicaire de l'église St-Romain à St-Claude, et enfin par Michel Pariset, prêtre de cette ville.

Le curé Claude Philibert Clément mourut en 1646. Pour la première fois, l'abbaye mit en concours la cure de St-Lupicin ; ce fut Gérard Placavant, prêtre natif d'Orgelet, qui l'obtint et fut installé au mois d'août de la même année. Le curé défunt laissait non seulement une succession des plus embrouillées qui donna lieu à des difficultés entre ses héritiers (1), mais encore les affaires de la familiarité et de la paroisse dans le plus grand désordre. L'insouciance de son oncle, le curé Humbert Clément, les dépenses nécessitées par la restauration de l'église et les malheurs des guerres en étaient la cause principale.

Durant la vacance de la cure qui avait suivi le décès de Claude Philibert Clément, les échevins de St-Lupicin s'étaient chargés de la garde des archives paroissiales; ils prétendaient les conserver. Le 4 août 1647, Toussaint Buat, au nom des familiers, leur adressa une « interpellation », les sommant de lui remettre les titres de la familiarité « qui estoient égarés » (2). A la suite d'un monitoire délivré par le Grand Juge sur la requête des prieur, curé et familiers, le notaire Dunod dressa le

(1) Transaction du 20 septembre 1648 et vente du 31 mars 1649.

(2) Inventaire de 1661.

27 août 1647, un inventaire des titres de la familiarité, en présence du curé Placavant, de Michel Pariset représentant le prieur, des familiers et des échevins de la paroisse: « honorable Lupicin Nicod, noble sieur Pierre Charnage, sieur de la Tour, honorable Claude Humbert de la Tour, Henry de la Tour, honorables Humbert Bel et Humbert Favier » (1).

Parmi les titres inventoriés, les échevins de St-Lupicin trouvèrent celui du 2 mars 1529 passé entre leur communauté et le prieur François du Breuil. Ils le produisirent devant la grande Judicature à l'effet d'être déchargés de l'obligation de contribuer à une nouvelle reconstruction du pont de Lizon, emporté par une récente crue de la rivière. Les autres communautés de la paroisse furent contraintes de la payer par mandement du Grand Juge en date du 12 octobre 1647 rendu à la suite d'un arrêt du Parlement. Le « jetz de repartemen » pour les Crozets dressé par les échevins du lieu, Etienne Durand et Jean Grandmottet, devant le notaire Piard le 27 novembre 1647, s'éleva à 36 francs et 3 gros et demi (2).

Le 8 mai 1648 les six membres de la familiarité, dernières épaves d'une association autrefois si prospère, « le sieur Pariset représentant la personne du sieur prieur » Claude Briseuf, « Gérard Placcavant curé, Benoit Janod, Claude Dronier, Guille Thomas et Tous-saint Buat » se réunirent « capitulairement ». Après avoir collationné les titres de la familiarité sur une copie de l'inventaire de 1647, ils placèrent « tous les tittres y dénommés dans le coffre estant dans la sacristie de l'église, fermant à trois clefs » qui avait été construit

(1) Le premier inventaire des titres de la familiarité paraît avoir été dressé le 7 avril 1537. (Voir l'inventaire général de 1661).

(2) Archives départementales du Jura.

à la suite de la fameuse transaction du 21 août 1528 (1). L'une de ces clefs fut « mise entre les mains du sieur Pariset, l'autre en celles du sieur Placcavant curé et la troisième es mains dud. sieur Dronier, procureur et recepveur actuel de la familiarité ».

Peu après, Claude Briseuf ayant affermé les revenus de son bénéfice à Pierre Charnage et à Humbert Bel, ceux-ci passèrent avec Michel Pariset, devant le notaire Humbert Favier de Lavans, le 31 août 1648 (2), un traité pour la desserte du prieuré. Michel Pariset s'engagea à fournir « à ses frais le luminaire tant cierges que chandoilles, les osties tant grandes que petites et le vin convenable à la desserte ». Il devait retenir pour lui « toutes les offrandes, mortuaires, lettres de recedo et revenus de la familiarité competant et appartenant au sieur prieur » sauf les marègles et dimes de chanvre ; enfin recevoir une somme annuelle de vingt-quatre francs payable à la St-Martin d'hiver.

Cet acte ne reçut point son entière exécution. Le 8 mars 1649, Claude Briseuf ayant résigné son bénéfice entre les mains du pape, celui-ci, après un délai de quatre mois « pour la publication de lad. résignation » (3), nomma, par bulles du 19 novembre 1649, comme prieur de St-Lupicin, Michel Pariset le « commis » de l'ancien prieur. La bulle d'institution fulminée par l'Official de Besançon le 23 février 1650 et enregistrée à la Cour de Dole le 9 mars suivant (4), Michel Pariset prêta serment entre les mains de Jean Boyvin, président du Parlement et se fit installer au prieuré. La cérémonie à laquelle procéda, le 15 février 1650, le curé Placcavant, eut lieu conformément aux anciens usages : attou-

(1) Voyez Supra, chapitre VII.

(2) Archives départementales du Jura. Fonds du prieuré de St-Lupicin.

(3) Voir la prise de possession du 15 février 1660.

(4) Répertoire du bulluaire du Parlement, p. 53, fol. 440.

chement et baiser du maître-autel, son des cloches et entrée au prieuré (1). Les familiers Claude Dronier et Toussaint Buat y assistèrent ainsi que « honorable homme Sébastien Charnage, Marc Pariset, Didier Vuilloz, Claude Curte et Humbert Bel. Le notaire Sébastien Dunod en dressa l'acte (2).

Vers la même époque, la familiarité paraît avoir eu des difficultés avec Aymé et Humbert Clément, héritiers de leurs oncle et frère, les curés Humbert et Claude Philibert Clément. Elle prétendait répéter contre eux diverses sommes encaissées par ce dernier d'Abraham Michalet, pour un remboursement de rentes dues à la familiarité, et dont le curé défunt avait donné quittance le 2 décembre 1638.

Ensuite d'un appointement sur requête obtenu du Parlement le 20 février 1648, les prieur, curé et familiers se firent délivrer par « Antoine Margueron li-bellance en la grande judicature de St-Oyan de Joux » une copie de l'inventaire de 1647 et des deux quittances de 1638. Ce procès ne fut pas poursuivi. Selon toutes probabilités, les Clément ayant pu prouver que les sommes dont il s'agissait avaient dû être employées par Claude Philibert Clément à l'acquit des travaux de restauration de l'église.

Des difficultés plus sérieuses eurent lieu deux ans après relativement à quatre rentes constituées au profit de la familiarité par Jean Janier dit Benier et Petit Pierre Janier frères de St-Lupicin (3). Ceux-ci ayant vendu leurs biens (4) à Claude Reymondet marchand à

(1) Voyez Supra, la prise de possession de Claude Venet, chap. VI.

(2) Archives départementales du Jura.

(3) Le dossier de ce procès se trouve, partie aux archives départementales du Jura et partie aux archives paroissiales de St-Lupicin.

(4) Le 31 janvier 1650, inventaire de 1661.

St-Claude, « Claude Crestin amodiateur des revenus de la terre de St-Oyan » et les échevins de Patay, firent opposition à la remise des fonds entre les mains des familiers, créanciers délégataires. Une distribution fut ouverte devant Gaspard Balland, grand juge le 5 avril 1650. Dans ses conclusions, le curé Placavant prétendait que les créances de la familiarité portaient « hypothèque sur les biens vendus aud. Reymondet antérieure à tous autres outre », il disait « que ce sont des deniers d'église qui sont privilégiés et doivent estre payés avant tous » (1). L'ordre, clos le 15 juillet 1650, après de nombreux voyages et démarches de Toussaint Buat, la familiarité reçut pleine satisfaction.

L'année suivante, la familiarité s'enrichit d'une importante donation faite par « noble Sébastien Charnage, sieur de la Tour, bourgeois en la ville de St-Claude », d'une rente annuelle de quatorze francs, au capital de deux cents francs, aux termes d'un acte reçu par le notaire Chappel de St-Claude le 27 juin 1651. Moyennant cette libéralité, les familiers représentés par le curé Placavant s'engagèrent à célébrer une basse messe et l'office des trépassés le premier lundi de chaque mois et « six haultes messes aux jours de festes Ste-Catherine martire, Ste-Catherine de Sienne, St-Pierre, St-François, St-Christophle et St-Sébastien » (2). Cette donation fut augmentée le 6 juin 1655 par « noble Pierre Charnage, bourgeois de St-Claude », fils du fondateur.

(1) Ecritures des familiers.

(2) Copie aux archives départementales du Jura. Fonds du prieuré de St-Lupicin.

CHAPITRE XII.

Les Prieurs. — Michel Pariset. — Vacance du prieuré. — Thiébaud Voissard.

L'entrée dans la familiarité comme fermier du prieuré de Michel Pariset, prêtre étranger à la paroisse, avait provoqué chez ses confrères le plus vif mécontentement. Par un égoïsme jaloux (1) les familiers avaient toujours repoussé tout prêtre qui ne pouvait satisfaire à la singulière obligation des statuts : nati et renati ; suivant la même tradition, ils avaient jusqu'alors réussi à faire accepter un des leurs comme commis du prieur, chargé du service in divinis. N'ayant pas le droit d'intervenir auprès de Claude Briseuf dans le choix d'un commis, la familiarité n'avait reçu Michel Pariset qu'avec la plus méchante humeur. Cependant le zèle du nouveau desservant à rétablir l'ordre dans les finances de la familiarité, n'avait pas tardé à lui concilier, sinon la sympathie, du moins l'estime de ses co-familiers; sa nomination comme prieur en 1650 blessa profondément leur amour propre, excita à nouveau leur jalousie et mit le feu aux poudres.

Le curé partit en guerre le premier ; il « prétendoit et demandoit aud. sieur de le laisser jouyr et percepvoir toutes les oblations, droicts de sépultures et lettres de recedo, comme à lui appartenant en lad. qualité de curé ». Michel Pariset refusa d'abandonner sa part, soit les deux tiers de ces perceptions, dont avaient toujours joui ses prédécesseurs. Le 24 mai 1650, il adressa une

(1) Voyez Supra, chap. VIII.

requête au Grand Juge afin d'obtenir « mandement compulsoire contre le sieur Humbert Dunod notaire, en qualité de garde nottes des protocoles receus par fut sieur Daniel Dunod notaire son père, pour ce qui concerne les droicts, autorités, redevances et aultres concernant led. prieuré de St-Lupicin ». Jacques Vion, lieutenant du Grand Juge, autorisa la délivrance de copies collationnées sur les titres anciens, dont connaissance fut donnée au curé; mais cette justification ne réussit point à le convaincre. Gérard Placavant soutint que, depuis longtemps, l'usage et le consentement tacite des prieurs avaient changé le mode de répartition et que le curé retenait en entier ces perceptions. Il les fit mettre sous séquestre (1).

Un procès s'engagea devant l'officialité et les parties furent « appointées de faire preuves et enquêtes sur les faits posés es escriptures de part et d'autre ».

Cette enquête fut désastreuse pour le curé dont les prétentions furent contredites à la fois par les familiers et par les paroissiens (2). Le vieux familier Jean Périet dit Grand des Crosets, âgé de 85 ans, déclara au notaire Vion (6 septembre 1650) que de temps immémorial, les prieurs avaient joui des deux tiers des oblations, mortuaires, offrandes et lettres de recedo. Jacques Dunod, curé de Soucia avait bien vu, pendant l'année où il était receveur de la familiarité, le curé Claude Philibert Clément percevoir la totalité de ces droits, mais pour la raison qu'il cumulait alors les fonctions de curé et celle de fermier du prieuré. (Déclaration du 1^{er} octobre 1650). Claude David, familier de St-Romain à St-Claude qui fit le service in divinis en 1630 pour le grand Cé-

(1) Voir la transaction du 21 mars 1651.

(2) Ces déclarations, dont plusieurs en original et en copie forment un cahier de 30 pages, sont aux archives départementales du Jura. Fonds du prieuré de St-Lupicin.

lerier Anatoile de Seey, alors prieur de St-Lupicin, qui avait été amodiataire du prieuré pour Philibert Soillot en 1634 et pour Antoine Varod en 1637, de même que Henry Piard des Crosets ancien vicaire de St-Lupicin, devenu curé de Lect, qui avait affirmé le prieuré pendant six ans, affirmèrent (1) avoir perçu, dans les mêmes proportions, les droits de leurs mandants. Enfin « honorable Pierre Thomas notaire du village de St-Lupicin » attesta avoir reçu des traités d'amodiation pour Aymé Jarre au profit du familial Humbert Girard dit Perrin, dans lesquels il était stipulé que le prieur percevrait les deux tiers des offrandes et des lettres de recedo (2).

A ces attestations individuelles, Michel Pariset joignit celles que firent collectivement les notables de chacun des villages de la paroisse. Le 22 septembre 1650, devant les trois notaires de Lavans, Humbert Favier, Sébastien et Jean-Baptiste Dunod, se présentèrent dix chefs de famille de cette localité, (3) pour affirmer la légitimité des droits du prieur. Puis (26 septembre), le notaire Vion et Michel Pariset se transportèrent aux Crosets où six notables (4) firent serment que de tout temps, ils avaient vu le prieur retenir les deux tiers des oblations et offrandes faites à la chapelle des Crosets. L'un d'eux, Guillaume Fornier, s'était adressé au curé lui-même, trois ans auparavant, pour

(1) Déclarations des 3 octobre et 26 septembre 1650.

(2) Acte Vion du 28 septembre 1650.

(3) François Dunod 70 ans, Pierre Dunod son frère 66 ans, Benoit Favier 55 ans, Jacques Favier 47 ans, Humbert Favier 70 ans, Claude Chappel-Martenat 80 ans, Claude Juhen-Monnier 70 ans, Claude Patel-Corbet, Lupicin Forey, Etienne Dronier-Grosboz.

(4) Claude Antoine Grandperrier 53 ans, Claude Grandperrier 72 ans, Pierre Girod-Grand Vieux 72 ans, Etienne Durant 58 ans, Guillaume fils d'Etienne Fornier 38 ans et Pierre Girod le jeune, 62 ans.

lui payer les lettres de recedo de sa sœur Jeanne-Antoine Fornier ; Gérard Placavant lui avait répondu lui-même « quil ny pretendoit quun tiers et que les deux autres tiers arrivoient à noble Pierre Charnage, sieur de la Tour de St-Lupicin, en qualité d'admodiateur du prioré ». Le notaire enquêteur alla le lendemain, 27 septembre 1650, jusqu'au Petit-Villars, où cinq habitants lui firent des déclarations analogues. Le 28 septembre, toujours sur la réquisition du prieur, Antoine Vion consigna les dépositions de huit habitants de Cuttura (1) et de onze notables du village de St-Lupicin (2) corroborant pleinement les dires de Michel Pariset ; Humbert Bel avait fait lui-même les partages entre le curé Humbert Clément et Henry Piard, fermier du prieuré ainsi que ceux du curé Claude Philibert Clément avec Claude David et Jacques Joly, amodiataires du prieur évincé, Gaspard de Vaudrey. Humbert Damas avait vu Humbert Clément et Humbert Girard aller ensemble aux chapelles de Leschères et des Crozets, puis se partager les offrandes des fidèles ; le second, comme fermier du prieuré en prenait toujours les deux tiers et le curé le reste. Philibert Vuaille fit la même constatation quand il portait l'eau bénite aux processions de St-Lupicin et de St-Romain-de-Roche. Enfin Benoit Jambel avait payé au curé Placavant les lettres missives de son fils et le curé ne lui en avait ré-

(1) Claude Benoit dit pain blanc 50 ans, Nicolas fils de Jean Bat dit Perrin 30 ans, Sébastien Clerc 50 ans, Claude Clément-Blanchard 36 ans, Pierre Benoit 80 ans, Jean David-Chaffaudon 60 ans, Benoit Jambel 55 ans et Claude Fusier 40 ans.

(2) Honorable Humbert Bel 35 ans, Humbert Vuaille 45 ans, Henry de la Tour 50 ans, Philibert Vuaille 60 ans, Humbert Damas 60 ans, Claude Humbert de la Tour 52 ans, Sébastien de la Tour 36 ans, Claude Simon Dronier 50 ans, Pierre fils de Jean Prélet dit Brian, 31 ans, Claude Humbert Bel et Lupicin Nicod-Maréchal 60 ans,

clamé que le tiers. Dans leurs déclarations du 5 octobre 1650, quatre chefs de famille des Pontoux (1) répétèrent ce que tout le monde avait pu voir et ce que leurs co-paroissiens avaient déjà attesté. Enfin le 8 octobre, Michel Pariset, toujours flanqué de son tabellion, se rendit à Leschères et requit la déposition de quatre témoins(2). Ceux-ci déclarèrent qu'à leur chapelle, quand le prieur et le curé venaient officier pour la fête de St-Denis, les fidèles leur faisaient « ses offrandes de quelques deniers d'argent, comme de fromaiges et aultres choses » et que chaque année, comme ils l'avaient toujours « ouy dire à des anciens » les deux prêtres se les partageaient. Le prieur ou son commis prenait deux parts et le curé une seule.

Une pareille unanimité de suffrages ne pouvait manquer d'établir de la façon la plus évidente les droits, d'ailleurs légitimes du Prieur. Pourtant afin d'éviter de « faire et supporter de grands frais qui enveloppait les parties en de grandes peynes, les plongeoit de jour à aultre à de nouveaux différents », le Prieur et le curé eurent la sagesse de recourir à une transaction. Elle fut signée le 21 mars 1651, à Saint-Lupicin, devant le notaire Dunod, en présence de « Révérends sieurs messires Louis de Moyriac et Antoine de Jouffroy, seigneur de Vayre », religieux de Saint-Oyan, « noble sieur François Charnage, sieur de la Tour, des Villards proche la Rixouse, Messire Denis Regaud de Ravilloles et noble Jean-Baptiste Vuillod, docteur es-droits ». Les parties convinrent que tous procès seraient « estreints et assoupis » et qu'elles demeureraient « en bonnes paix et amitié », que les offrandes faites et à

(1) Pierre Dayet 70 ans, Philibert Amoz 60 ans, Claude fils de Pierre Dayet 48 ans et Guillaume Juhen 60 ans.

(2) Claude Fusier 40 ans, Claude Pichard 40 ans, Nicolas Fusier 32 ans et Nicolas Fusier dit Brelet 80 ans.

faire à l'église et aux chapelles de la paroisse ainsi que les droits de sépultures et de recedo se partageraient par moitié. Moyennant cette concession le curé reconnut au profit du Prieur, et ce, avec d'autant moins de difficulté que ce droit appartenait non pas à lui mais à l'abbé, le titre de « curé primitif de l'église de Saint-Lupicin ». On réserva seulement « tous autres droits des parties et leurs successeurs aud.-prieuré et cure ». Ainsi la paix fut, pour un instant, rétablie dans la familiarité.

Michel Pariset put alors prendre sérieusement en mains l'administration de son prieuré, trop longtemps négligée par l'absence de ses prédécesseurs et la négligence de leurs fermiers. Il adressa au Parlement de Dole une requête tendant à obtenir un mandement de terrier qui lui permette de connaître exactement les droits, privilèges, redevances et revenus de son bénéfice. La cour, à la date du 25 novembre 1652 désigna le notaire Charles Blanc, de Saint-Claude, pour en établir l'état. Cet acte est à peu de chose près, la reproduction des anciens manuels du prieuré, notamment ceux du xv^e et du xvi^e siècle. A la suite des redevances en blé et des censés dues par les particuliers, il établit les droits de charrues et de faitages ou feux, les dîmes de chanvre et d'animaux dus au prieur par les divers villages des paroisses de la Rixouse et Saint-Lupicin. Enfin figurent les droits curiaux : marègles, oblations, sépultures, droits de relevaille et de recedo (1), les

(1) Nous ne possédons aucun acte de recedo accordé par un prieur de Saint-Lupicin. Il en existe un très curieux aux archives départementales du Jura, du 7 avril 1393, dans lequel Guillaume de la Baume, abbé de St-Claude, accord à Jean Jacquet, dit Vieille, de St-Lupicin, l'autorisation de quitter ce pays pour aller habiter St-Sauveur et ce moyennant la somme de 6 francs d'or, représentant le tiers de ses biens mobiliers. « Nos habuisse et integre recepissemus dicto Joanne sex francos auri protertia parte bonorum suorum mobilia... » Inventaire de 1785 cote, 1474.

droits du prieur dans la familiarité et le patronage de Cernon. Les immeubles prieuraux sont encore moins nombreux que dans les manuels précédents, par suite des aliénations successives consenties par les prieurs.

Pour obtenir le paiement de ces redevances, le prieur ne paraît pas avoir été obligé de recourir à des formalités judiciaires ; le calme relatif dont jouissait la province depuis dix ans (1), avait ramené dans la paroisse de St-Lupicin un instant de prospérité qui en facilita le recouvrement.

Cependant la paix n'était qu'apparente entre le prieuré, la cure et la familiarité. Les vieilles discordes se rallumèrent bientôt au sujet de règlements de comptes. Toussaint Buat, receveur de la familiarité pour 1652, avait établi que la part de chacun, pour cette année revenait à 79 francs. Le prieur qui avait reçu sur ces deux parts (158 francs) « trois vingt deux francs d'un costé et cinquante quatre francs et demy daultre » (soit 116 francs et demi), prétendait que le receveur lui devait encore « quarante un francs et demy, sauf erreur de cacul (*sic*) ». De plus « Messire Claude-François Dronier, prêtre, docteur en sainte théologie », receveur pour l'année 1653, avait reçu pour la part du prieur « six vingt seize francs huit groz » qu'il refusait de lui verser, probablement parce que ce dernier ne voulait pas approuver le compte de l'année antérieure. Michel Pariset assigna, le 21 janvier 1654, les deux familiers devant le grand juge. Toussaint Buat n'eut pas de peine à prouver qu'en effet le prieur avait commis « une erreur de calcul » et l'affaire fut réglée à l'amiable.

La même année, Michel Pariset essaya de résister aux attaques, plusieurs fois entreprises contre ses pré-

(1) Armistice de Juillet 1642.

décesseurs, par l'abbaye et ses fermiers contre l'exercice de ses droits seigneuriaux.

Claude Simon Dronier de Saint-Lupicin, étant décédé sans héritiers, en octobre 1652, sa succession fut appréhendée, comme échute de mainmorte, par l'abbé de Saint-Oyan. Celui-ci était alors Dom Juan d'Autriche (1), fils naturel de Philippe IV, roi d'Espagne et vice-roi de Naples. Ses hautes fonctions le retenait fréquemment éloigné de son abbaye, il en avait confié l'administration à Antoine de Saint-Mauris, grand Prieur (2). Celui-ci, dès le 16 avril 1653, mit en vente les biens du mainmortable et le 22 juin suivant, Anathoile de Scey « grand Cellerier du royal monastère de Saint-Oyan de Joux » et François Vuillermé « admodiateur de l'abbaye » les adjugèrent aux enchères publiques à Saint-Lupicin. Michel Pariset protesta séance tenante et affirma que Claude-Simon Dronier était mainmortable du prieuré et non de l'abbaye. Il en fit dresser acte et demanda aux acquéreurs, Pierre Thomas, notaire, Humbert Damas (3) et Humbert Bel (4), une reconnaissance de la légitimité de ses droits. Dans cet acte, Michel Pariset prend le titre usurpé de « Prieur et Seigneur ès Prieuré de Saint-Lupicin » ; il ne paraît pas avoir réussi dans ses revendications.

En 1657, la communauté de Saint-Lupicin et celle de Lavans, voulant délimiter leurs territoires respectifs, prièrent le curé Placavant de choisir, comme arbitres, cinq personnes de chaque localité (5). Cette solution

(1) Né à Madrid en 1626 mort en 1679.

(2) Nommé le 1^{er} avril 1652 à la mort de François de la Rochelle.

(3) Acte du 8 octobre 1653 de Humbert Favier de Lavans.

(4) Acte du 9 octobre 1653.

(5) Le curé désigna le 29 août 1657 : Jean Jannier, dit Michaud, Humbert Clément, Claude Humbert de la Tour, Humbert Bel et

eut pour heureux effet d'éviter les frais d'un procès et de maintenir les bonnes relations d'amitié entre ces deux villages de la même paroisse.

Dans les derniers mois de l'année 1659, le prieur Michel Pariset mourut. Depuis plusieurs années, son grand âge ne lui permettant plus de faire le service, le familial Toussaint Buat s'en était chargé gratuitement ; il le continua jusqu'à l'installation du nouveau prieur (1).

Loin de porter à la connaissance du Saint-Siège le décès de Michel Pariset, Antoine de Saint-Mauris, vicaire général de la royale abbaye garda le silence et engloba le prieuré de Saint-Lupicin dans son administration. Le 25 mars 1660 « ensuite du billet affiché au lieu de Saint-Lupicin » et en présence de « Pierre Mercier, procureur de la ville et territoire dud. Saint-Oyan pour S. A. S. Dom Jean d'Autriche, abbé et seigneur dillec » Jean Borrey grand juge de la judicature adjugea la jouissance des champs du prieuré, pour un an à Humbert Bel, moyennant le prix de 48 francs. Le 26 mai suivant, on afficha la location des prés : Gérard Placavant en fit l'annonce au prône du dimanche (27 mai) et le 29, le grand juge les adjugea pour une année et le prix de 110 francs à « Pierre Charnage, seigneur de la Tour de Saint-Lupicin ». Pour plus de sûreté, il fut convenu que les prix de location seraient payés « quand ordonné sera soit au sieur prieur à ladvenir ou à ses obligeans ».

Le pape Alexandre VII, ayant eu enfin connaissance du décès de Michel Pariset, lui nomma comme successeur, par bulles du « troisième jour des nones (trois)

Humbert Damas, pour Saint-Lupicin, François Vincent, François Dunod, Claude Humbert Dunod, notaire, pour Lavans. Archives paroissiales de St-Lupicin.

(1) Protocole de l'inventaire de 1661.

de septembre 1660 », Thiébaud Voissard « cubulaire de sa sainteté et agent ecclésiastique à Rome » qui fut envoyé par le Parlement en possession de son bénéfice le 16 novembre suivant (1).

La nomination du nouveau prieur fut-elle une déception pour le curé ; la maladie ou la vieillesse fut-elle la cause d'une retraite précipitée ? On l'ignore. En tout cas, dès que l'institution de Thiébaud Voissard fut connue à Saint-Lupicin, Gérard Placavant résigna par permutation avec « Messire Anthoine Petitjean, prêtre et familier en l'église parrochiale d'Orgelet », son bénéfice curial contre la chapellenie de saint Jean-Baptiste en l'église d'Arinthod. Afin d'obtenir l'agrément de l'abbé de Saint-Claude, collateur de la cure de Saint-Lupicin, les deux prêtres s'adressèrent à « M. Foissotte, chevalier et conseiller de sa majesté catholique au souverain Parlement à Dole, intendant général et administrateur de tous les droits et revenus de l'Insigne abbaye de Saint Claude et de Saint Oyan de Joux ». François de Foissotte, après avoir reconnu « la capacité de Messire Anthoine Petitjean » lui donna, au nom de Dom Juan d'Autriche, « des lettres de présentation » le 5 novembre 1660. Le nouveau curé fut installé dans le courant du mois suivant (2).

Avant le départ de Gérard Placavant, Tous-saint Buat, receveur pour l'année 1660, dressa le premier état annuel, qui soit parvenu jusqu'à nous, des revenus de la familiarité. On y lit la liste des débiteurs des rentes et des fondations, dont nous avons examiné précédemment les plus importantes. Les revenus pour cette année s'élevait à 467 francs dix engrognes. L'ancien curé toucha le 29 novembre 1660 sa part de

(1) Répertoire du Bulluaire du Parlement, f° 60, n° 80. Archives départementales du Doubs.

(2) Interpellation Dronier du 28 janvier 1662. Voyez infra.

familiarité, à charge de rendre la somme de 38 francs 3 gros qu'il avait reçue pour diverses fondations (1) ; ce qu'il fit dès le lendemain (2).

Gérard Placavant partit aussitôt pour Orgelet ; sa belle-sœur « Dame Marguerite », qui était resté à St-Lupicin, fit, en présence des eschevins (3) et du notaire Bel, le 2 janvier 1661, remise à Toussaint Buat des meubles de la cure appartenant à la paroisse, ainsi que des registres de l'état-civil. Le nouveau curé en prit possession le 15 janvier suivant (4).

Le 26 mars 1661 « discrète personne Messire Guillaume Voyssard, prêtre, chanoine en l'église de St-Anathoile de Salins », comme procureur et ayant charge de son frère Thiébaud, prit possession du prieuré de St-Lupicin (5). Après la cérémonie, il se transporta à la sacristie avec Toussaint Buat, le curé Petitjean, un échevin de la paroisse (6) et quatre témoins (7). Le familial Buat, qui avait assuré le service *in divinis* du prieuré durant la vacance, représenta le trésor et le mobilier de l'église ainsi que les reliques (8). Guillaume

(1) Manuel de la familiarité pour 1660, in fine. Fonds du Prieuré aux archives départementales du Jura.

(2) Quittance et déclaration du 30 novembre 1660. Archives paroissiales de St-Lupicin.

(3) Claude Simon, Claude Pierre de Lavans et Jean Grandmottet, des Crozets.

(4) Reconnaissance à la suite de l'acte du 2 janvier 1661.

(5) Interpellation Dronier du 21 janvier 1662.

(6) Honorable Claude Simon.

(7) Humbert Bel, Anatoile Goy, Jacques et Sébastien de la Tour.

(8) « Le sacré chef M. saint Lupicin avec le bras... le saint apocalypse de St-Jean évangéliste contenant huit vingt et seize feuillets desquels sont coupés au bas et joignant les dernières lignes. Une image de la glorieuse Vierge Marie estant de bois relief dans laquelle sont plusieurs reliques. Un saint Sébastien en argent attaché à un arbre doré (donné probablement par la famille Charnage ; cet objet d'art existe encore actuellement).

Voyssard prit le tout en charge et le remit entre les mains du curé Petitjean à qui il venait de confier l'administration des revenus du prieuré. Il toucha également le 25 mai 1661 le prix de l'amodiation consentie par le Grand Juge des près du prieuré pour la dernière année et le 7 octobre suivant, celle des champs (1).

Durant la même année Antoine Petitjean ayant manifesté l'intention de faire procéder à un règlement de ses droits curiaux par l'officiel de Besançon, les paroissiens s'y opposèrent. Sur requête présentée au Parlement le 4 juillet 1661 (2) ils obtinrent un mandement de garde. Un accord intervint le 17 octobre suivant (3) entre le pasteur et ses ouailles. De son côté, la familiarité mit à exécution un projet depuis longtemps différé, celui de dresser un inventaire général et complet de ses archives. Ce travail, opéré « avec la plus grande circonspection » et d'une façon beaucoup plus précise que celui de 1647, nous a conservé à défaut de certains originaux, la relation de la presque totalité des titres de fondations et de rentes consenties au profit de la familiarité depuis son établissement dans la paroisse (4).

Le 22 juillet 1661, à onze heures du matin, Claude François Dronier, Toussaint Buat et Nicolas Vuaille « seuls à présent desservants lad. église » se rendirent à la sacristie en compagnie du notaire Humbert Bel. Ils

L'image de Ste-Barbe et de St-Sébastien le tout de bois en relief dans lesquelles sont encloses plusieurs reliques. Un vieil reliquaire plat de bois ; un calice d'argent avec la paterne de mesme métal et creux dans le pied duquel est rempli destain, un autre calice dont la coupe est d'argent et le pied de cuivre. »

(1) Quittances à la suite des amodiations des 25 mars et 29 mai 1660.

(2) Voyez infra, signification du mandement de garde du 19 novembre 1668.

(3) Cahier manuscrit de la paroisse. Ce titre n'existe plus.

(4) Archives départementales du Jura, fonds du prieuré.

trouvèrent le fameux coffre « muni de trois serrures et fermant à trois diverses clefs ». Deux d'entre elles étaient entre les mains de Toussaint Buat, l'une depuis la mort de Michel Pariset et l'autre qui lui avait été remise par le curé Placavant avant son départ de la cure. Claude Dronier possédait la troisième, comme receveur de la familiarité.

Malgré l'absence du curé Petitjean, on procéda à l'ouverture du coffre et, comme la sacristie était « jugée incommode tant pour la lecture que scripture à faire ceste part à raison du peu de place et de lumière » les papiers furent transportés « au deshabillement derrière le maistre autel. » Les premières pièces inventoriées par le notaire furent : l'inventaire de 1647, les statuts de la familiarité de 1520 et la transaction avec le prieur François du Breuil de 1528. Humbert Bel continua ses opérations les 23, 27 juillet et 18 octobre 1661 ; il fit la description de 167 cotes.

L'achèvement de l'inventaire fut retardé par quelques difficultés alors pendantes entre le curé et Claude-François Dronier au sujet du règlement des comptes de la familiarité pour l'année 1661. Le receveur, sous prétexte que le prieur n'avait pris possession de son bénéfice que le 26 mars 1661 et que le curé n'avait commencé le service paroissial qu'au mois de janvier de la même année, prétendait ne verser à Antoine Petitjean, pour ses droits et ceux du prieur, dont il était fermier, qu'une part et demy de familiarité (1). Le différend fut porté devant l'Official de Besançon (2), mais il fut réglé à l'amiable, sans jugement, deux ans après.

On put dès lors procéder à la clôture de l'inventaire commencé en 1661. Le 7 janvier 1664, en présence du

(1) Interpellation Dronier à Humbert Bel, acte Favier de Lavans du 28 janvier 1662.

(2) Citation du 21 janvier 1662.

notaire Jean-Baptiste Dunod, de Jacques Favier le vieux et de Romain Vuaille, échevins de St-Lupicin, Humbert Bel présenta aux curé et familiers les titres et leur inventaire achevé. Les papiers furent replacés dans le coffre de la sacristie, puis on remit une clef au receveur de la familiarité, Claude-François Dronier, et deux à Antoine Petitjean, comme curé et fermier du prieuré.

Ce dernier, à l'expiration du terme de sa première amodiation, avait fait le 28 octobre 1664 (1) un nouveau traité avec Marc Pariset, procureur du prieur Thiébaud Voyssard. Par cet acte, le Prieur, plus généreux que ne l'avaient été ses prédécesseurs et que ne le furent ses successeurs, abandonna au curé tous ses droits, pendant l'espace de six ans, moyennant la modeste redevance de vingt francs, payable chaque année à la St-Martin, à charge de « faire tous les offices et devoirs de huz et accoustumés faire par les sieurs prieurs. » Il lui céda en outre la jouissance de la maison prieurale « à la réserve de la chambre du poêle de ladite maison en hault, la plus proche de l'église (2) et de pouvoir loger un cheval à lescurie, tant seulement pour luy et non pour aultre et seulement pour une sepmaine par chasque fois qu'il y viendrat. » Thiébaud Voyssard paraît ne pas avoir quitté Rome jusqu'à la fin de sa vie et n'être jamais venu visiter son prieuré.

Antoine Petitjean mourut le 16 juin 1666 (3), la cure de St-Lupicin demeura vacante pendant plus de deux ans. Le 27 juillet 1666, Marc Pariset, au nom du prieur, donna décharge à Gilbert Petitjean, héritier du curé, du mobilier, du trésor de l'église et des reliques, en présence des notaires Claude Dronier et Humbert

(1) Acte Humbert Bel.

(2) Chambre à coucher du prieur donnant au levant et contigüe au petit oratoire du prieuré.

(3) Supplément à l'inventaire de 1661.

Bel. Il les confia au familial Claude-François Dronier, avec lequel il fit le même jour (1) un traité pour l'amodiation des revenus du prieuré. Dans cet acte, qui contient la même réserve que dans le traité précédent, d'un droit d'habitation, Marc Pariset abandonna au familial, pour un an seulement, « toutes les oblations, droicts de familiarité et aultres appartenant aud. sieur prieur et despendans du verrouël de l'église », à charge d'assurer le service et de « fournir pain, vin et luminaire, à la réserve des cordes des cloches et de la sonnerie », le tout moyennant le même prix de vingt francs. Ce traité fut continué par tacite reconduction durant une seconde année (2). Enfin le 3 décembre 1666, Laurent Petitjean, autre héritier du curé, requit Claude François Dronier de lui donner décharge des titres de la familiarité et lui remit, en présence des échevins (3), les deux clefs du coffre, desquelles le curé défunt était dépositaire (4).

Dans le courant de janvier 1668, l'abbé de St-Claude, Dom Juan d'Autriche, désigna comme curé de St-Lupicin Claude Marquis ; celui-ci n'entra en fonctions que le 16 décembre 1668.

On ne possède sur la famille et la jeunesse du célèbre curé que des renseignements très vagues. Il naquit à Besançon vers 1630, d'une famille bourgeoise de cette ville ; son frère était procureur (5). Les qualités militaires qu'il déploya dans la suite, son tempérament et ses habitudes guerrières ont fait supposer qu'il avait servi dans l'armée espagnole avant d'entrer dans les

(1) Acte Humbert Bel.

(2) Quittance du 29 mars 1670 à la suite du traité du 27 juillet 1666.

(3) Honorables Etienne Vuaille, Michaud, Etienne Girard, François Clément et Humbert Bel.

(4) Procès-verbal à la suite de l'inventaire de 1661.

(5) Voyez infra le procès de 1669.

ordres et que ses larges épaules avaient porté la cuirasse avant d'endosser la soutane. Cette tradition ne repose sur aucune donnée certaine. Elle paraît être une de ces nombreuses légendes que lui attribua le vulgaire en réunissant dans une admiration commune les noms des deux héros des guerres pour l'indépendance franc-comtoise : Lacuson et le curé de St-Lupicin.

Le jour de son installation, 16 décembre 1668, Claude Marquis reçut des mains de Marc Pariset, mandataire du prieur Voyssard et de Claude-François Dronier, receveur de la familiarité, le trésor de l'église ainsi que les reliques (1).

L'épopée du curé général commença de la façon la plus prosaïque, par un procès devant l'officialité, à propos d'une question d'argent. Dès son installation à la cure, Claude Marquis reprenant les prétentions de son prédécesseur, se plaignit de l'insuffisance du casuel. De temps immémorial les paroissiens avaient coutume de payer des redevances curiales dont l'importance avait augmenté avec l'accroissement de la population (2) et le taux de l'argent; les anciens pasteurs s'en étaient toujours contentés. En dernier lieu, le droit de moisson

(1) Procès-verbal à la suite de ceux de 1661 et 1666. Originaux et copies aux archives départementales du Jura. Fonds du prieuré de St-Lupicin.

(2) Les droits de sépulture, qui étaient primitivement (voyez supra, chapitre IV) de 18 gros vieux pour les grandes et d'un « petit blan » pour les enfants avaient été portés à « trente sols » douze deniers le sol pour les sépultures et mortuaires des grands corps et pour les petits non communians, à quinze blans ». Les lettres de recedo fixées d'abord à « 18 gros vieux le plus » étaient montées à « 30 sols ». A part les relevailles payées au début « une engrone seulement », les « baptistaires-gisantes, bénédictions ordinaires comme de gerbier » avaient été laissés « à la volonté des parains, gisantes et de ceux où se font lesd. bénédictions ». Enfin les mariages avaient été taxés à « une livre estevenante ».

était venu s'ajouter aux autres droits curiaux, sans que personne ait songé à protester (1).

Claude Marquis estimait non seulement qu'il n'était pas assez payé, mais encore, et avec une certaine raison, que le service divin, par suite du manque de familiers, était beaucoup trop chargé. Il réclamait l'établissement d'un maître d'école, des réparations à la maison curiale et un logement en attendant l'achèvement de ces réparations (2). Enfin il voulait contraindre les paroissiens « de après avoir recueilli au jour par luy préfixé par chaque année » son droit de moisson « luy conduyre et charoyer à leurs frais led. bled en son grenier aud. St-Lupicin » Cette façon cavalière de conduire ses ouailles, souleva un tollé général.

« Les échevins, manans et habitans de la paroisse » s'adressèrent à la cour de Dole et obtinrent le 19 novembre 1668 un mandement de garde les maintenant dans le droit « de ne pas payer aud. curé autre chose que ce qui a été cy devant accoutumé de payer » ; Claude Marquis les traina immédiatement devant l'officialité (3).

Le 19 mai 1669, devant le notaire Pierre Clément les

(1) Il consistait en « une mesure de froment et une dorge par chaque feu des villages de St-Lupicin, Lavans, Cuttura, Pra, Patay et Pontoux et leurs dépendances, deux mesures de froment et trois davoine par feu des villages de St-Romain, Petit-Villard et Petit Chatel et dépendances, une mesure de froment et une dorge combles par feu du village des Crozets et dépendances et deux mesures dorge et deux davoine par chaque feu des villages de Leshères et Angelon, le tout communément à la mesure de St-Claude ». Signification du mandement de garde du 19 novembre 1668.

(2) Procuration de la communauté de St-Lupicin, du 19 mai 1669.

(3) Les pièces de cette procédure sont déposées, partie aux fonds du prieuré de St-Lupicin aux archives du Jura et partie aux archives paroissiales de St-Lupicin.

échevins et principaux habitants du village de St-Lupicin, donnèrent plein pouvoir à François Clément et Humbert Bel de les représenter au procès. Humbert Favier, notaire à Lavans, reçut, dans les mêmes termes, les procurations des communautés de Petit-Villard-d'Héria, de Pra, St-Romain-de-Roche, Lavans et Petit-Chatel le 20 mai 1669 ; le lendemain, celles des habitants de Pontoux, Cuttura, Leschères et Ravilloles. Enfin les communautés des Crozets et Patay se joignirent à leurs co-paroissiens (actes Daniel Martin et Humbert Bel des 22 et 26 mai 1669).

Sur ces entrefaites, Marc Pariset, comme mandataire spécial du prieur Thiébaud Voyssard, intervint au procès. Par l'intermédiaire de son procureur François Rend et la voix de son avocat Jean Perrin, il réclama le titre de curé primitif et la reconnaissance de son droit à une double part des droits curiaux. Simon Perrin, procureur des paroissiens et Nicolas Albert Dubois, leur avocat évoquèrent la cause devant la cour de Dole, mais ils furent déboutés. Les prétentions du curé furent soutenues par Luc Marquis, son frère, procureur à Besançon et l'avocat Jean François Bourrier. La juridiction ecclésiastique, sans trancher les questions soulevées par le prieur, décida le 14 mai 1669 qu'il serait procédé par elle au règlement des droits curiaux de la paroisse de St-Lupicin.

Le 30 mai suivant « François Bonaventure Jobelot, prêtre, docteur es drois, chanoine et official de la cour archiépiscopale de Besançon », en présence du curé, son procureur et son avocat, après avoir prononcé défaut contre les paroissiens, établit ce règlement.

Cet acte, dressé d'après les coutumes généralement suivies dans la plupart des églises du diocèse, bouleverse de fond en comble les usages établis de temps immémorial dans la paroisse de St-Lupicin. Il augmente le taux de toutes les redevances du casuel ; les droits de

sépulture sont fixés à quatre francs pour les riches, trois francs pour les « médions » et vingt sols pour les pauvres ; les marègles au même prix dans les deux premiers cas et dix-huit gros pour le dernier ; les lettres de recedo se payent de même ; les relevailles six ou trois francs, suivant la fortune pour la bénédiction et six gros pour une messe. Seul le droit de moisson n'est pas changé.

Enfin le règlement fixe le prix de certaines cérémonies (1) qui n'avaient jamais été en usage dans la paroisse et impose même, dans certains cas, aux paroissiens l'obligation de payer le luminaire, dont le prieur avait été, par sa fonction, de tout temps chargé.

Ce tarif draconien, signifié aux échevins et habitants le 30 août 1669, porta à son comble la colère des paroissiens qui adressèrent leurs doléances à la chambre de justice du Parlement. Celle-ci à la date du 6 septembre, déclara qu'il serait sursis à l'application du nouveau règlement.

Pendant ce temps, l'officialité s'occupait de trancher les autres questions en litige. En ce qui concerne l'établissement d'un maître d'école, elle décida le 16 juin 1669 que le clerc Benoit Prélet qui, depuis plusieurs années, enseignait la jeunesse de St-Lupicin, continuerait ses fonctions jusqu'à « la Toussain de lad. année ».

Dans leurs écritures, les paroissiens prétendaient à juste titre, que cette question ne regardait pas le curé, mais eux seuls « ayant plus d'intérêts que luy à ce que leurs enfants soient enseignés ». Ils ajoutaient qu'un seul « mestre deschole » ne pourrait suffire, la paroisse étant composée de « treize villages assez esloignés les uns des autres » ; que d'ailleurs ce fonctionnaire dont

(1) Lettres testimoniales et « autres de prostatu », droits de fiançailles, obligation de faire célébrer « deux messes haultes ou basses », pour les mariages et une autre « de requiem » le lendemain, avec l'offerte d'un « petit pain blanc », les vêpres la veille, la bénédiction du lit, etc.

le traitement serait à leur charge, était inutile « de tant plus que les sieurs familiers » avaient toujours rempli « dignement sa place et fait, selon l'ordre et les rites de la sainte Eglise ce que la pauvreté des autres paroisses faisait faire par des laïcs ».

L'official Jobelot ne partagea pas cette manière de voir. Par décision du 17 août 1669 (1), il déclara que les familiers n'étant point tenus de faire les fonctions qu'ils remplissaient bénévolement, il y avait lieu d'adjoindre au curé un clerc, Benoit Prélet, dont les capacités seraient examinées ultérieurement. Il nomma comme maître d'école Humbert Bel. Il le chargea de répondre aux messes du curé, de l'accompagner dans l'administration des sacrements et finalement, dit « qu'il instruirait et enseignerait avec le plus grand soing, ainsi qu'il se pratique dans tout le diocèse, la jeunesse de la paroisse ». Les échevins durent s'incliner (2).

Depuis longtemps un règlement des offices de la familiarité était sollicité à la fois par le prieur, le curé et les rares familiers, sous prétexte que ces offices étaient « à grande charge auxd. sieurs vénérables, sans aucun terrain ou fort médiocre émolument ». Les uns « pour n'être suffisamment dotés ou en partie se trouver à présent entièrement destitués de dot ou fonds du moins certains et spécifiques ». Les autres à raison de la confusion où les avait réduit « l'ancienneté et le malheur des guerres, du manquement de faire déclarer dans les remplacements des sommes capitales données en rétribution de quelle part elles provenaient ».

Le vicaire général Jobelot, au nom d'Antoine Pierre de Grammont, archevêque de Besançon, procéda au

(1) Les frais peu élevés de ce procès : 6 francs, furent répartis savoir 4 francs à la charge des paroissiens et 2 francs à la charge du curé. Quittance du 26 octobre 1669, en marge de la requête appointée.

(2) Archives paroissiales de St-Lupicin.

règlement le 20 juillet 1670 (1). Tranchant dans le vif, il divisa les innombrables fondations de la familiarité en plusieurs catégories. Les fondations de messes à jour fixe de chaque semaine de l'année furent réduites à une messe par mois. Pour celles devant se célébrer à diverses fêtes de l'année, il en fixa une seule. Toute une série de messes particulières avec offices des morts fut ramenée à « une messe à haute voix chaque mardy des quatres temps ». Enfin un nombre considérable de fondations, pour lesquelles la familiarité avait reçu une somme de 2.626 francs qu'elle avait remployée sans affectation spéciale, fut remplacée par quelques offices chaque mois de l'année. Seules les fondations récentes furent respectées.

Un tel mépris de la volonté des fondateurs ne souleva, de la part des paroissiens, ni protestation, ni demandes en révocation de donations, tant était vive la foi des fidèles et leur obéissance aux décisions de l'Eglise ! Mais l'official venait de signer l'arrêt de mort de la familiarité de St-Lupicin. Ne recevant plus les dons des paroissiens mécontents, elle se trouva bientôt ruinée, délaissée et ne comprit désormais dans son sein que le prieur, le curé et son vicaire.

En 1670, Humbert Bel reprit l'amédiation des revenus du prieuré abandonnée par le familier Claude François Dronier et sous-amodia par acte du notaire Humbert Favier de Lavans du 23 mars 1672 (2) les corvées de charrue « sur les habitants et manants de Lavans et Patay » à Claude François Favier, pour trois années. Cet acte ne put recevoir son exécution.

Le prieur Thiébaud Voyssard mourut à Rome, au mois de décembre de la même année (1672).

(1) Parchemin aux archives départementales du Jura. Fonds du prieuré.

(2) Original sur papier au même dépôt.

SOCIÉTÉ D'ÉMULATION DU JURA

Procès-verbaux des Séances

Séance du 17 juillet 1906.

Présents : MM. Mias, *président* ; Perrod, M. Prost, Girardot, Cléménçon, Sirot et Carrez, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière réunion est adopté.

Au début de la séance, M. le Président, se faisant l'interprète de l'Assemblée, rend hommage à la mémoire de M. Guérin, membre de la Société d'Emulation, décédé à Arlay, et il adresse à la famille de notre regretté collègue, les plus sympathiques condoléances de tous les membres de la Société.

L'admission de Mlle Taviot, professeur au Lycée de jeunes filles, à titre de membre résidant au chef-lieu, retardée par suite d'une omission regrettable, est rendue définitive.

MM. Henri Prost, archiviste-paléographe, et Paul Lemoisne, attaché au Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale, présentés dans la dernière séance, sont admis à titre de membres correspondants.

Communication est faite des ouvrages reçus pendant les mois de juin et de juillet.

Le Secrétaire donne lecture de la correspondance. Il rend compte des démarches faites pour régulariser la situation de la Société au point de vue de la loi du 1^{er} juillet 1901. Actuellement, toutes les formalités prévues par l'art. 5 pour l'obtention de la capacité juridique ont été remplies ; mention en sera faite dans le nouveau règlement de la Société.

En ce qui concerne les fêtes du centenaire de la Société d'Agriculture, Lettres, Sciences et Arts de la Haute-Saône, lesquelles coïncident avec le 6^e congrès de l'Association franc-comtoise. MM. Cléménçot et Perrod se proposent d'assister aux réunions projetées. M. Perrod est désigné pour y représenter la Société d'Emulation.

MM. PERROD, CLÉMENÇOT et GIRARDOT font ensuite diverses communications fort intéressantes.

M. GIRARDOT informe l'Assemblée qu'il se propose de continuer les fouilles commencées à Doucier dans la station préhistorique du lac de Chalain.

En raison de l'intérêt tout particulier qui s'attache à ces recherches, la Société décide de mettre à la disposition du savant professeur un crédit de cinquante francs.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Séance du 30 octobre 1906.

Présents : MM. MIAS, *président* ; MONOT, GIRARDOT, M. PROST, PERROD, LOMBARD, DECLUME et CARREZ, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

Le Secrétaire donne lecture de la correspondance. Il dépose sur le Bureau les ouvrages reçus depuis la dernière réunion.

M. PERROD, délégué de la Société d'Emulation au congrès de Vesoul, rend compte des travaux auxquels il a pris part. Il informe ses collègues que le prochain congrès des Sociétés savantes de Franche-Comté aura lieu à Belfort dans le courant de 1907.

M. GIRARDOT donne communication du résultat des fouilles qu'il a fait exécuter en divers points du Jura, notamment sur le territoire du Frasnais et dans la station préhistorique de Chalain. Le crédit mis à sa disposition laisse un reliquat disponible qui sera affecté à l'exécution de quelques fouilles dans les ruines du château de Montmorot.

L'Assemblée décide ensuite que, vu son importance et l'intérêt qu'elle offre pour notre région, la traduction faite par M. Monot, de l'ouvrage de Gilbert Cousin « Description de la Franche-Comté » sera l'objet d'un tirage à part, aux frais de la Société, dans le format ordinaire des « Mémoires. »

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Séance du 15 janvier 1907.

Présents : MM. MONOT, *vice-président* ; H. PROST, M. PROST, GIRARDOT, PERROD, LOMBARD, DECLUME et CARREZ, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté.

M. MONOT, vice-président, donne lecture de la correspondance et analyse sommairement les ouvrages reçus.

Il communique à l'Assemblée divers numéros d'un

petit journal publié aux Rousses, contenant des documents précieux et inédits sur la vallée des Dappes. Il fait ressortir l'utilité qu'il y aurait à posséder la collection complète de ce journal en échange de quelques volumes des Mémoires de la société d'Emulation. Il écrira à ce sujet à M. Pécelet, directeur de cette publication.

Le travail de M. Pajot : « Explication du nom de Conliège », et celui de M. Hugon : « Les fouilles de la station préhistorique de la forêt de La Boissière » sont déposés sur le Bureau pour être soumis au Comité de lecture qui sera prochainement constitué.

Toutefois, l'étude de M. Pajot ne pourra prendre place dans les « Mémoires de la société d'Emulation du Jura », l'auteur ne faisant pas partie de cette société.

M. PERRON se propose de donner très prochainement une série de projections lumineuses sur le « Vieux Lons-le-Saunier », Monuments et Costumes du xvi^e siècle.

Ses collègues s'intéresseront certainement à une innovation aussi attrayante qu'originale.

MM. LOMBARD et MONOT présentent M. Lebrun, répétiteur au Lycée, à titre de membre résidant à Lons-le-Saunier. L'admission définitive aura lieu dans la prochaine séance.

Enfin, après un échange de vues entre les sociétaires présents, il est décidé qu'une Assemblée générale sera convoquée en avril, afin d'interpréter l'art. 8 du règlement et de procéder, s'il y a lieu, à l'élection du président annuel.

Le Trésorier présentera, en séance, le compte-rendu financier de l'exercice 1906.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Séance du 5 mars 1907.

Présents : MM. MONOT, *vice-président* ; LOMBARD, PERROD, GIRARDOT, LEBRUN et CARREZ, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière réunion est adopté.

M. Lebrun, répétiteur au Lycée, présenté à la séance du 15 janvier, est admis en qualité de membre résidant à Lons-le-Saunier. Il fait immédiatement une communication dont le compte-rendu est inséré à la suite du procès-verbal.

Le Secrétaire dépose sur le bureau les ouvrages reçus, pendant les mois de janvier et de février. M. MONOT donne lecture de la correspondance.

La demande d'admission de M. Spitz est ajournée.

M. GIRARDOT donne un souvenir ému à la mémoire de M. Marcel Bertrand, membre de l'Institut, récemment décédé, avec lequel il entretenait les plus cordiales relations. Il rappelle que l'éminent ingénieur portait une affection toute spéciale au Jura qu'il avait connu au début de sa carrière.

M. MONOT fait l'éloge de M. le Dr Coras dont la mort imprévue a laissé un grand vide dans nos rangs. Tous les membres présents s'associent aux regrets exprimés par M. le Vice-Président.

Enfin, MM. GIRARDOT et MONOT présentent M. Millot, Ingénieur des Ponts-et-Chaussées, à titre de membre résidant à Lons-le-Saunier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Communication de M. Lebrun. — M. LEBRUN présente un poignard en bronze ou en cuivre trouvé dans

ses dernières fouilles dans le lac de Clairvaux. C'est une lame triangulaire à base droite, percée de deux trous pour des rivets. Sa longueur est de 9 cm. 8, sa largeur 3 cm. 1, son poids de 20 grammes. L'ornementation consiste en dents de loup concentriques. M. LEBRUN rappelle que c'est le 4^e objet en bronze trouvé à Clairvaux, ce qui permet de conclure que cette station a été habitée pendant l'époque du bronze.

Séance du 30 avril 1907.

Présents : MM. MIAS, *président* ; DECLUME, D^r LÉGEROT, PERROD, M. PROST, SIROT et CARREZ, *secrétaire*.

MM. GIRARDOT et MONOT, empêchés d'assister à la séance, se sont fait excuser.

Le procès-verbal de la dernière réunion est adopté.

M. MILLOT, Ingénieur des Ponts-et-Chaussées, présenté le 5 mars dernier, est admis en qualité de membre résidant à Lons-le-Saunier.

Le Secrétaire donne lecture de la correspondance.

La demande de M. Spitz, à l'effet d'être admis dans la société d'Emulation à titre de membre correspondant, est soumise à l'Assemblée. M. Spitz sera invité à vouloir bien fournir les références indispensables.

L'Université d'Aix et la Société d'Agriculture, des Sciences, Belles-Lettres et Arts d'Orléans proposent l'échange de leurs publications avec celles de la Société d'Emulation du Jura.

Il est décidé qu'un volume des « Mémoires » sera adressé à chacune de ces sociétés.

L'ordre du jour appelle ensuite l'examen du compte-rendu financier de l'exercice 1906.

En qualité de Trésorier, M. CARREZ présente à l'approbation de l'Assemblée le décompte pour 1906, et M. MIAS, président, en donne lecture :

Recettes de l'année 1906.....	1.915 35
Dépenses de l'année 1906.....	1.192 35
Excédent de recettes.....	723 »
Report des exercices précédents.....	7.216 55
Avoir de la Société.....	7.939 55

Cet avoir est représenté par le solde à la banque Prost, arrêté au 31 décembre 1906 à 7.926 fr. 55, et le reste en espèces chez le Trésorier.

Une Commission, composée de MM. Monot et Maurice Prost, est désignée pour procéder à l'apurement du compte ci-dessus. Elle présentera son rapport dans la prochaine séance.

M. le Président constate avec plaisir que la situation financière de la Société est excellente et au nom de tous il adresse des remerciements au Trésorier pour sa bonne gestion.

Enfin, l'Assemblée aborde la dernière question inscrite à l'ordre du jour : *Interprétation de l'Art. 8 du règlement*, par suite de l'expiration des pouvoirs du Président et du Vice-Président en avril 1907.

Après un échange de vues entre les membres présents, l'Assemblée décide que les pouvoirs de MM. Mias et Monot seront prorogés jusqu'en décembre prochain, époque à laquelle aura lieu l'élection des membres du Bureau.

La Commission de lecture sera constituée dans la même séance.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Séance du 11 juin 1907.

Présents : M. MIAS, *président* ; Mlle TAVIOT, MM. MONOT, GIRARDOT, LEBRUN, SIROT, M. PROST, LOMBARD, PERROD et CARREZ, *secrétaire*.

Le procès-verbal de la dernière séance est adopté et lecture est donnée de la correspondance reçue.

La Commission d'apurement du compte de l'Ex. 1906 présente son rapport. Adopté.

M. LONGIN a adressé à la société d'Emulation, dont il est membre, un mémoire très documenté, mais qui paraît devoir trouver place, de préférence dans les Mémoires de la Société d'Emulation du Doubs. M. le Président est chargé d'informer l'auteur que son travail ne sera pas publié dans les Mémoires de 1907.

M. MONOT communique à l'Assemblée les fascicules du petit journal « Les Rousses » réunis en quatre volumes reliés que M. Pécelet lui a fait parvenir récemment.

A titre de réciprocité, les quatre derniers volumes publiés par la Société d'Emulation lui seront adressés.

M. PERROD présente à ses collègues une série de clichés positifs, sur verre, obtenus par les nouveaux procédés de la maison Lumière concernant la photographie des couleurs.

Ces clichés donnent des vues de Lons-le-Saunier d'une grande netteté et d'un coloris très délicat.

L'Assemblée est vivement intéressée et remercie M. Perrod de son attrayante communication.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Pour extrait conforme :

Le Secrétaire,
H. CARREZ.

LISTE

DES

Membres de la Société d'Émulation du Jura

POUR 1907.

Membres du bureau.

M. le PRÉFET du département, *Président d'honneur.*

Président : M. MIAS, ancien professeur.

Vice-Président : M. MONOT, professeur au Lycée.

Secrétaire-archiviste et Trésorier : M. CARREZ, directeur d'école.

Membres résidant au chef-lieu.

MM.

BAILLE, Pierre.

BARRAND, ingénieur en chef.

BERTRAND, libraire.

BIDOT, Augustin, architecte.

BILLET, docteur en médecine.

BILLOT, Achille, artiste peintre.

BONNOTTE, Edmond.

CHAPUIS, Edmond, docteur en médecine, député, maire
de Lons-le-Saunier.

CHEVASSU, Edmond, avoué.

MM.

CLÉMENÇOT, professeur au Lycée.
DECLUME, Lucien, imprimeur.
GIRARDOT, professeur au Lycée.
GUICHARD, Charles, homme de lettres.
LEBRUN, répétiteur au Lycée.
LIBOIS, H., archiviste du département.
LOMBARD, professeur au Lycée.
MATHEY, ingénieur.
MILLOT, ingénieur des Ponts-et-Chaussées.
L'Abbé POULAIN, curé de St-Désiré.
L'Abbé PERROD, aumônier du Lycée.
PROST, Henri.
PROST, Maurice, banquier.
RUBAT DU MÉRAC, imprimeur.
SIRE, André, architecte du département.
SIROT.
M^{lle} TAVIOT, professeur au Lycée de Jeunes Filles.
VAUCHER.
VERNIER, directeur d'école primaire.
VUILLERMOZ, pharmacien.

Membres résidant dans le département.

MM.

BERLLER, à Chatillon-sur-l'Ain.
BOURGUIGNON, greffier de la justice de paix, à Moirans.
BROISSIA (V^{te} DE), à Blandans.
L'Abbé BRUNE, à Mont-sous-Vaudrey.
CHEVAUX, conducteur des Ponts-et-Chaussées, à Dole.
CHEVROT, docteur en médecine, à Bletterans.
CLOZ, Louis, peintre, à Salins.
COMPAGNON, docteur en médecine, à Salins.
COUSANÇA, à Saint-Amour.

MM.

L'Abbé DUCEY, à la Marre.
EPAILLY, instituteur à Miéry.
FEUVRIER, professeur au collège de Dole.
FEVRET, professeur au collège de Dole.
FOURNIER, notaire à Conliège.
L'Abbé FROMONT, à Crissey.
GIROD, secrétaire de la mairie, à Moirans.
GROSJEAN, à Clairvaux.
Le chanoine GUICHARD, à Dole.
HÉTIER, François, à Arbois.
HUGON, instituteur à Savigna.
LARGER, docteur en médecine, à Dole.
LAUTREY, à Cousance.
LÉGEROT, docteur en médecine, à Beaufort.
LE MIRE, Paul-Noël, à Pont-de-Poitte.
LONGIN, Emile, ancien magistrat, à Dole.
L'Abbé MARAUX, à Vaux-sur-Poligny.
PIDOUX, André, avocat, à Dole.
PIROUTET, géologue, à Salins.
POTARD, instituteur, à Doucier.
REYDELET, avocat, à St-Claude.
ROBERT, ancien magistrat, à Domblans.
THEVENIN, ancien professeur, à Champagnole.
VUILLERMET, directeur de la *Revue viticole*, à Poligny.

Membres correspondants.

MM.

ALBERT, peintre, à Paris.
ARÈNE, rédacteur en chef de l'*Abeille du Bugey*, à Nantua.
ARNOUX, juge, à Lure.
Le capitaine Paul AZAN, à Paris.

MM.

Le capitaine BAILLE, Alfred, à Paris.

BAUDOT, Ernest, officier d'artillerie en retraite.

BÉRARD, Victor, ancien membre de l'école d'Athènes.

BERTRAND, conseiller à Lyon.

BESANÇON, instituteur et compositeur de musique, Bois-de-Colombes (Seine).

BLONDEAU, procureur de la République, à Vesoul.

L'Abbé BOURGEAT, professeur à la faculté libre des sciences à Lille.

D^r E.-L. BOUVIER, membre de l'Institut, professeur au Muséum.

BRUN, professeur à Sieldce (Pologne russe).

CHOFFAT, géologue, à Zurich.

L'Abbé CLÉMENT, directeur à l'école Gerson, à Paris.

CORTET, Eugène, homme de lettres, rue Royer-Collard, 12, à Paris.

COUR, conseiller à la Cour d'appel, à Besançon.

CUINET, à Besançon.

DAILLE, pharmacien, à Auxerre.

DAVID-SAUVAGEOT, professeur agrégé au lycée de Laval.

DELACROIX, Norbert, professeur à Varsovie.

DELATOUR, Léon, homme de lettres, à Lorris.

DEQUAIRE.

DURAND, secrétaire de la Société d'agriculture, à Louhans.

FINOT, archiviste du Nord, à Lille.

FONDET, Eugène, professeur à Moscou.

GAUTHIER, Henry, procureur de la République, à Gray.

GAUTHIER, Léon, Archives nationales.

GAUTHIER-VILLARS, *, Albert, imprimeur, à Paris.

GUIGAUT, Hippolyte, docteur en droit, juge au tribunal civil, à Louhans.

GUYARD, Auguste, à Paris.

HANS SCHARDT, professeur à l'Université de Neuchâtel.

MM.

LEMOISNE, Paul, attaché au cabinet des Estampes de la Bibliothèque nationale.

LEPAGE, archiviste, à Nancy.

LOBRICHON, Timoléon, peintre, à Paris.

D^r MAGNIN, Antoine, doyen de la Faculté des Sciences, à Besançon.

MAZAROTZ, Désiré, peintre, à Paris.

MONNIER, Eugène, architecte, à Paris.

MONNIER, Marcel, publiciste.

PARROD, Armand, secrétaire de la Société académique de Maine-et-Loire, à Angers.

PERCEAL DE LORIOU, paléontologiste, à Genève.

PINAULT, capitaine en retraite, à Belfort.

PIOLTI, professeur de minéralogie, à Turin.

PLANTET E., *, attaché au Ministère des Affaires étrangères.

PROST, Henri, archiviste paléographe, à Paris.

RATTIER DE SUSVALLON, Ernest, homme de lettres, à Bordeaux.

TBIBOLET (DE), professeur à l'Université de Neuchâtel.

VALLOT, secrétaire de l'Académie de Dijon.

VINGTRINIER, avocat.

VIRÉ, Jules, à Paris.

WAILLE, professeur de rhétorique au lycée d'Alger.

YSSEL, Arthur, professeur à l'Université de Gènes.

ZUCCARELLI, juge au tribunal civil de Lure.



LISTE

DES

Sociétés Savantes Correspondantes.

1. Comité des Sociétés savantes au ministère de l'Instruction publique.
2. Académie d'Arras.
3. Société académique de Saint-Quentin (Aisne).
4. Société d'agriculture, sciences, arts et belles-lettres de l'Aube, à Troyes.
5. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Besançon.
6. Société d'Émulation du Doubs, à Besançon.
7. Société d'Émulation de Cambrai.
8. Société d'Émulation des Vosges, à Épinal.
9. Société d'Émulation d'Abbeville.
10. Société académique de Cherbourg.
11. Académie nationale des sciences, arts et belles-lettres de Caen.
12. Société des sciences, agriculture et arts de Lille.
13. Académie de Dijon.
14. Société d'agriculture de la Marne, à Châlons-sur-Marne.
15. Académie de Metz.
16. Société scientifique, agricole et littéraire des Pyrénées-Orientales, à Perpignan.
17. Société havraise d'études diverses.

- 18 Académie des sciences, belles-lettres et arts de Rouen.
19. Société d'histoire et d'archéologie de Chalon-sur-Saône.
20. Académie de Mâcon.
21. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Bordeaux.
22. Académie d'Aix, en Provence.
23. Société Neuchâteloise de géographie, à Neuchâtel (Suisse).
24. Société archéologique de l'Orléanais, à Orléans.]
25. Commission de météorologie de la Haute-Saône, à Vesoul.
26. Société d'agriculture, sciences et arts de la Haute-Saône (Vesoul).
27. Société académique d'agriculture, sciences et arts de Poitiers.
28. Société d'agriculture et de commerce de Caen.
29. Société Grayloise d'émulation, à Gray.
30. Société d'histoire naturelle de Colmar.
31. Société d'histoire naturelle de Toulouse.
32. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Savoie, à Chambéry. 
33. Académie de la Val d'Isère, à Moutiers (Savoie).
34. Société d'Émulation de Montbéliard.
35. Société archéologique de Soissons.
36. Société littéraire et archéologique de Lyon.
37. Société philotechnique de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle).
38. Société belfortaise d'émulation.
39. Académie de Stanislas (Nancy).
40. Société d'agriculture, sciences et arts de Rochefort.
41. Société de sciences naturelles de la Creuse, à Guéret.
42. Société d'agriculture et d'archéologie de la Manche, à Saint-Lô.

IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE L. DECLUME, LONS-LE-SAUNIER.

MÉMOIRES
de la
Société d'Émulation
DU JURA



43. Société d'histoire et d'archéologie de Genève.
 44. Société archéologique et historique du Limousin, à Limoges.
 45. Société d'agriculture d'Indre-et-Loire, à Tours.
 46. Société d'agriculture de la Sarthe, au Mans.
 47. Société philomatique vosgienne, à Saint-Dié.
 48. Société impériale des naturalistes de Moscou.
 49. Société des Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis, à Saintes.
 50. Société archéologique du Maine, au Mans.
 51. Musée Guimet.
 52. Société des sciences historiques et naturelles de l'Yonne (Auxerre).
 53. Société d'Émulation de l'Ain, à Bourg.
 54. Société académique franco-hispano-portugaise de Toulouse.
 55. Société d'étude des Hautes-Alpes, à Gap.
 56. Académie de Nîmes.
 57. Archives de la France Monastique. Revue Mabillon.
 58. Société des sciences, agriculture et arts de la Basse-Alsace.
 59. Académie des sciences, belles-lettres et arts de Tarn-et-Garonne, Montauban.
 60. Société des lettres, sciences et arts des Alpes-Maritimes, à Nice.
 61. Société nationale des antiquaires de France.
 62. Société philomatique de Paris.
 63. Société archéologique de Nantes, et de la Loire-Inférieure.
 64. Société Florimontane, à Annecy.
 65. Université de Toulouse.
 66. Association des naturalistes de Levallois-Perret.
 67. Université d'Aix-en-Provence.
 68. Société d'agriculture, sciences, belles-lettres et arts, d'Orléans.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
L'Invasion dans le Jura. — Combat des Planches-en-Montagne (29 janvier 1871), par H. Carrez.....	1
Les vestiges de constructions préhistoriques de la forêt communale de la Boissière (Jura), par H. Hugon....	19
Poèmes, par Louis Lautrey	35
Notes géologiques sur la chaîne du Jura, par l'abbé Bourgeat.....	55
Le Prieuré de Saint-Lupicin (suite), par G. Charnage ...	71
Procès-verbaux des séances de la Société d'émulation ..	199
Liste des membres de la Société d'émulation.. ..	207
Liste des Sociétés savantes correspondantes	212



IMPRIMERIE ET LITHOGRAPHIE L. DECLUME, LONS-LE-SAUNIER.

UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 06356 6742

